

# Troisième trimestre de 2022



## Banque Royale du Canada – Résultats du troisième trimestre de 2022

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés selon la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*.

Bénéfice net  
**3,6 milliards de dollars**  
Baisse de 17 %  
d'un exercice à l'autre

Bénéfice dilué par action <sup>(1)</sup>  
**2,51 \$**  
Baisse de 15 %  
d'un exercice à l'autre

DPPC <sup>(1)</sup>  
**340 millions de dollars**  
Ratio de la DPPC liée aux prêts <sup>(1)</sup> en hausse de 35 p.b. <sup>(1)</sup> d'un trimestre à l'autre

RCP <sup>(2)</sup>  
**14,6 %**  
Baisse par rapport à 19,6 % à l'exercice précédent

Ratio CET1 <sup>(1)</sup>  
**13,1 %**  
Nettement supérieur au seuil réglementaire

**TORONTO, le 24 août 2022** — La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net de 3,6 milliards de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2022, soit une baisse de 719 millions, ou 17 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 2,51 \$, ayant reculé de 15 % par rapport à cette même période. Nos résultats consolidés rendent compte de dotations de 340 millions de dollars principalement constatées sur des prêts au cours du trimestre à l'étude en raison surtout de la dégradation de nos perspectives macroéconomiques, alors que des contrepassations de 540 millions, principalement sur des prêts, l'avaient été un an plus tôt en raison de l'amélioration de ces perspectives ainsi que de celles concernant la qualité du crédit. La baisse du bénéfice des secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Assurances a été compensée en partie par la progression des résultats des secteurs Services aux investisseurs et de trésorerie et Gestion de patrimoine.

Le bénéfice avant dotation et impôt <sup>(3)</sup> s'est élevé à 4,9 milliards de dollars, en baisse de 136 millions, ou 3 %, par rapport à il y a un an, ce qui reflète principalement la diminution des revenus du secteur Marchés des Capitaux, incluant l'incidence des réductions des souscriptions de prêts, ce qui tient principalement à des conditions de marché difficiles. L'accroissement des salaires, des investissements dans la technologie et des coûts discrétionnaires afin de soutenir la forte croissance attribuable aux clients a également accentué la baisse précitée. Ces facteurs ont été atténués par l'amélioration du revenu net d'intérêt qu'ont engendrée la hausse marquée des volumes et l'élargissement des écarts des secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine. Les résultats tiennent également compte de l'incidence de la diminution de la rémunération variable et de celle fondée sur des actions.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net a reculé de 676 millions de dollars, ou 16 %, les résultats des secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Services de soutien généraux et Assurances s'étant affaiblis, ce qui a été contrebalancé en partie par la progression de ceux des secteurs Services aux investisseurs et de trésorerie et Gestion de patrimoine.

Le ratio de la DPPC aux prêts s'est établi à 17 p.b., en hausse de 35 p.b. par rapport à celui de (18) p.b. du trimestre précédent, et ce, à cause des dotations constatées dans le trimestre à l'étude alors que des contrepassations l'avaient été au trimestre précédent. Le ratio de la DPPC liée aux prêts douteux s'est situé à 8 p.b., ayant diminué de 1 p.b. par rapport à ce trimestre.

Notre position de capital est demeurée solide, le ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) atteignant 13,1 %, ce qui a soutenu la forte croissance interne imputable à la clientèle, le versement de dividendes de 1,8 milliard de dollars sur les actions ordinaires et le rachat de 1,3 milliard de dollars d'actions ordinaires (ou 10,4 millions d'actions).

« En ces temps incertains, nous demeurons en position de force, et ce, tant sur le plan stratégique que financier. Notre bilan est solide et notre personnel de talent entend plus que jamais offrir des produits novateurs, formuler de précieux conseils et former des partenariats enrichissants sur lesquels nos clients peuvent compter. Jetant un regard sur l'avenir, nous savons que notre taille, notre portée et notre modèle d'affaires diversifié nous permettront de continuer à créer de la valeur pour notre clientèle, nos actionnaires et les collectivités auprès desquelles nous œuvrons. »

— Dave McKay, président et chef de la direction de RBC

### T3 2022 par rapport au T3 2021

• Bénéfice net de 3 577 millions de dollars	↓ 17 %
• Bénéfice dilué par action de 2,51 \$	↓ 15 %
• RCP de 14,6 %	↓ 500 p.b.
• Ratio CET1 de 13,1 %	↓ 50 p.b.

### T3 2022 par rapport au T2 2022

• Bénéfice net de 3 577 millions de dollars	↓ 16 %
• Bénéfice dilué par action de 2,51 \$	↓ 15 %
• RCP de 14,6 %	↓ 380 p.b.
• Ratio CET1 de 13,1 %	↓ 10 p.b.

### Cumul annuel 2022 par rapport au cumul annuel 2021

• Bénéfice net de 11 925 millions de dollars	↓ 2 %
• Bénéfice dilué par action de 8,31 \$	↓ 1 %
• RCP de 16,7 %	↓ 250 p.b.

(1) Se reporter au glossaire du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2022 pour une définition de cette mesure.

(2) RCP : Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Cette mesure n'a pas de sens normalisé en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR). Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2022.

(3) Le bénéfice avant dotation et impôt correspond au bénéfice (3 577 millions de dollars au 31 juillet 2022; 4 296 millions au 31 juillet 2021) avant impôt (979 millions au 31 juillet 2022; 1 276 millions au 31 juillet 2021) et avant dotation à la provision pour pertes de crédit (340 millions de dollars au 31 juillet 2022; (540) millions au 31 juillet 2021). Il s'agit d'une mesure hors PCGR. Le bénéfice avant dotation et impôt n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et pourrait ne pas être comparable aux mesures analogues que présentent d'autres institutions financières. Nous nous servons du bénéfice avant dotation et impôt pour évaluer notre capacité à faire croître notre bénéfice de façon continue, compte non tenu des pertes de crédit, lesquelles sont touchées par le caractère conjoncturel du cycle du crédit. Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance.

## Table des matières

1	Faits saillants du troisième trimestre	15	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	50	Risque de liquidité et de financement
2	Rapport de gestion	18	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	50	Gestion des fonds propres
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	20	Gestion de patrimoine	56	Questions en matière de comptabilité et de contrôle
3	Vue d'ensemble et perspectives	22	Assurances	56	Résumé des méthodes comptables et estimations
3	À propos de la Banque Royale du Canada	24	Services aux investisseurs et de trésorerie	56	Contrôles et procédures
4	Faits saillants financiers et autres	26	Marchés des Capitaux	56	Transactions entre parties liées
5	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	27	Services de soutien généraux	57	Glossaire
7	Principaux événements au sein de l'entreprise en 2022	28	Analyse des résultats trimestriels et des tendances	60	Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements
8	Rendement financier	30	Situation financière	61	États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)
8	Vue d'ensemble	30	Bilans résumés	67	Notes annexes (non audité)
15	Résultats des secteurs d'exploitation	31	Arrangements hors bilan	92	Renseignements à l'intention des actionnaires
15	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	31	Risque de crédit		
		36	Risque de marché		

## Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 31 juillet 2022 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 30 avril 2022. Le présent rapport de gestion, daté du 23 août 2022, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 31 juillet 2022 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2021. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2021, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse [rbc.com/investisseurs](http://rbc.com/investisseurs), sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse [sedar.com](http://sedar.com) et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse [sec.gov](http://sec.gov).

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

### Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2022, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, à notre vision et à nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, britannique, européenne et internationale, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités, à l'incidence de la hausse des taux d'intérêt, la conclusion prévue de la transaction avec Brewin Dolphin Holdings PLC, au contexte de gestion des risques, y compris notre risque de crédit, notre risque de marché et notre risque de liquidité et de financement et aux conséquences que la pandémie causée par le coronavirus (COVID-19) pourrait continuer d'avoir sur nos activités commerciales, nos résultats financiers, notre situation financière et nos objectifs financiers, ainsi que sur l'économie mondiale et la conjoncture des marchés financiers, et englobent les déclarations du président et chef de la direction. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots et expressions « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « viser », « s'engager à », « avoir comme but ou objectif », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, d'assurance et de non-conformité à la réglementation (ce qui pourrait faire en sorte que nous fassions l'objet de procédures juridiques et réglementaires dont l'issue potentielle pourrait notamment mener à des restrictions, sanctions et amendes réglementaires), le risque de réputation, les risques liés à la concurrence et au cadre juridique et réglementaire, ainsi que les risques opérationnel, stratégique et systémique et d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques portant sur le risque et à la rubrique Incidence de la pandémie de COVID-19 de notre rapport annuel 2021 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2022. Ces autres risques incluent ceux qui concernent le contexte commercial et la conjoncture économique des secteurs géographiques où nous exerçons nos activités, les technologies de l'information et les cyberrisques, les risques environnementaux et sociaux (y compris les changements climatiques), les bouleversements numériques et l'innovation, le marché de l'immobilier canadien et l'endettement des ménages, l'incertitude géopolitique, les risques liés à la confidentialité, aux données et aux tierces parties, les changements de la réglementation, la culture et la conduite, l'incidence des modifications des politiques budgétaires, monétaires et autres de gouvernements, le risque fiscal et la transparence et l'émergence d'urgences sanitaires ou de crises de santé publique généralisées, telles que des épidémies et des pandémies, dont celle de COVID-19 et son incidence sur l'économie mondiale, la conjoncture des marchés financiers, ainsi que nos activités commerciales et nos résultats financiers, notre situation financière et nos objectifs financiers. De plus, comme nous travaillons à la réalisation de nos objectifs liés au climat, des facteurs externes hors du contrôle raisonnable de RBC pourraient nous empêcher de les atteindre, dont le degré inégal des efforts de décarbonisation des pays, la nécessité

d'élaborer, partout dans le monde, des politiques sur le climat judicieuses, l'accès à davantage de données et à des données encore plus pertinentes, des méthodes dûment étayées, les avancées technologiques, l'évolution des comportements des consommateurs, le défi d'équilibrer les objectifs intermédiaires concernant les émissions et une transition harmonieuse et sensée, et d'autres questions importantes, telles les obligations juridiques et réglementaires.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque Royale du Canada doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2022 sont présentées à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, aux sections Priorités stratégiques et Perspectives de notre rapport annuel 2021, mises à jour à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2022. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements complémentaires sur ces facteurs et d'autres sont fournis aux rubriques portant sur le risque et à la rubrique Incidence de la pandémie de COVID-19 de notre rapport annuel 2021 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2022.

## Vue d'ensemble et perspectives

## À propos de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est une institution financière mondiale définie par sa raison d'être, guidée par des principes et orientée vers l'excellence en matière de rendement. Notre succès est attribuable aux quelque 92 000 employés qui mettent à profit leur créativité et leur savoir-faire pour concrétiser notre vision, nos valeurs et notre stratégie afin que nous puissions contribuer à la prospérité de nos clients et au dynamisme des collectivités. Selon la capitalisation boursière, nous sommes la plus importante banque du Canada et l'une des plus grandes banques du monde. Nous avons adopté un modèle d'affaires diversifié axé sur l'innovation et l'offre d'expériences exceptionnelles à nos 17 millions de clients au Canada, aux États-Unis et dans 27 autres pays. Pour en savoir plus, visitez le site [rbc.com](http://rbc.com).

## Faits saillants financiers et autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	Aux et pour les trimestres clos			Aux et pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2022	30 avril 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Total des revenus	12 132 \$	11 220 \$	12 756 \$	36 418 \$	37 317 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	340	(342)	(540)	103	(526)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	850	(180)	1 304	1 667	2 859
Frais autres que d'intérêt	6 386	6 434	6 420	19 400	19 341
Bénéfice avant impôt	4 556	5 308	5 572	15 248	15 643
<b>Bénéfice net</b>	<b>3 577 \$</b>	<b>4 253 \$</b>	<b>4 296 \$</b>	<b>11 925 \$</b>	<b>12 158 \$</b>
<b>Secteurs – bénéfice net</b>					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	2 023 \$	2 234 \$	2 113 \$	6 231 \$	5 814 \$
Gestion de patrimoine (1)	777	750	744	2 322	2 068
Assurances	186	206	234	589	622
Services aux investisseurs et de trésorerie	164	121	88	403	331
Marchés des Capitaux	479	795	1 129	2 304	3 267
Services de soutien généraux (1)	(52)	147	(12)	76	56
<b>Bénéfice net</b>	<b>3 577 \$</b>	<b>4 253 \$</b>	<b>4 296 \$</b>	<b>11 925 \$</b>	<b>12 158 \$</b>
<b>Données financières sommaires</b>					
Bénéfice par action – de base	2,52 \$	2,97 \$	2,97 \$	8,33 \$	8,40 \$
– dilué	2,51	2,96	2,97	8,31	8,39
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	14,6 %	18,4 %	19,6 %	16,7 %	19,2 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	95 750 \$	93 300 \$	85 800 \$	93 850 \$	83 300 \$
Marge nette d'intérêt – selon la moyenne des actifs productifs, montant net (3)	1,52 %	1,45 %	1,51 %	1,46 %	1,50 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,17 %	(0,18)%	(0,28)%	0,02 %	(0,09)%
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,09 %	(0,27)%	(0,36)%	(0,07)%	(0,19)%
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,08 %	0,09 %	0,08 %	0,09 %	0,10 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,25 %	0,27 %	0,35 %	0,25 %	0,35 %
Ratio de liquidité à court terme (4)	123 %	121 %	125 %	123 %	125 %
Ratio de liquidité à long terme (4)	113 %	113 %	116 %	113 %	116 %
<b>Ratios de fonds propres, ratio de levier et ratios de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) (5)</b>					
Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1)	13,1 %	13,2 %	13,6 %	13,1 %	13,6 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	14,3 %	14,4 %	15,0 %	14,3 %	15,0 %
Ratio du total des fonds propres	15,9 %	16,0 %	16,7 %	15,9 %	16,7 %
Ratio de levier	4,6 %	4,7 %	5,0 %	4,6 %	5,0 %
Ratio TLAC (6)	27,6 %	27,0 %	s.o.	27,6 %	s.o.
Ratio de levier TLAC (6)	8,8 %	8,7 %	s.o.	8,8 %	s.o.
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements (7)</b>					
Total de l'actif	1 842 092 \$	1 848 572 \$	1 693 540 \$	1 842 092 \$	1 693 540 \$
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable	298 795	298 315	271 950	298 795	271 950
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts	796 314	774 464	698 041	796 314	698 041
Actifs liés aux dérivés	122 058	156 204	102 033	122 058	102 033
Dépôts	1 178 604	1 151 597	1 084 878	1 178 604	1 084 878
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	96 570	97 006	88 803	96 570	88 803
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	589 050	585 839	543 047	589 050	543 047
Biens sous gestion (3)	937 700	958 200	983 500	937 700	983 500
Biens administrés (3), (8)	5 748 900	6 118 900	6 369 400	5 748 900	6 369 400
<b>Information sur les actions ordinaires</b>					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne de base	1 396 381	1 409 702	1 424 614	1 409 292	1 424 278
– moyenne diluée	1 398 667	1 412 552	1 427 198	1 411 934	1 426 548
– à la fin de la période	1 390 629	1 401 800	1 424 463	1 390 629	1 424 463
Dividendes déclarés par action ordinaire	1,28 \$	1,20 \$	1,08 \$	3,68 \$	3,24 \$
Rendement de l'action (3)	3,9 %	3,5 %	3,5 %	3,7 %	3,9 %
Ratio de distribution (3)	51 %	40 %	36 %	44 %	39 %
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX) (9)	124,86 \$	129,75 \$	126,18 \$	124,86 \$	126,18 \$
Capitalisation boursière (TSX) (9)	173 634	181 884	179 739	173 634	179 739
<b>Renseignements généraux liés aux activités</b>					
Nombre d'employés (équivalent temps plein)	88 541	86 007	85 887	88 541	85 887
Nombre de succursales	1 283	1 290	1 303	1 283	1 303
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 364	4 377	4 374	4 364	4 374
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période (10)	0,783	0,789	0,812	0,786	0,796
Équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US à la fin de la période	0,781	0,778	0,801	0,781	0,801

- (1) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, les profits (pertes) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquels sont pris en compte dans les revenus, ainsi que la variabilité connexe de la charge de rémunération fondée sur des actions qui causent des variations de la juste valeur des passifs liés à ces régimes ont été reclassés du secteur Gestion de patrimoine au secteur Services de soutien généraux. Les montants correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.
- (2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles comprennent la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires utilisée pour calculer le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (3) Se reporter au glossaire pour une définition de cette mesure.
- (4) Le ratio de liquidité à court terme et le ratio de liquidité à long terme sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). Le ratio de liquidité à court terme correspond à la moyenne du trimestre compris dans chaque période. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement.
- (5) Les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier l'est conformément à celle sur les exigences de levier de ce même organisme.
- (6) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2022, le BSIF exige que les banques canadiennes d'importance systémique intérieure respectent le ratio TLAC fondé sur les risques et le ratio de levier TLAC fondé sur les risques minimaux, qui sont établis conformément à la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (Total Loss Absorbing Capacity [TLAC]) du BSIF. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.
- (7) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.
- (8) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 14 milliards de dollars et de 5 milliards (14 milliards et 4 milliards au 30 avril 2022; 15 milliards et 3 milliards au 31 juillet 2021).
- (9) Selon le cours de clôture à la TSX à la fin de la période.
- (10) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.
- s.o. sans objet

## Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – données au 23 août 2022

Les projections et prévisions de la présente rubrique sont fondées sur des informations et hypothèses fournies par des sources que nous considérons comme fiables. Si ces informations ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les perspectives économiques réelles pourraient différer de façon significative des perspectives présentées dans la présente rubrique.

### Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives

Les perspectives macroéconomiques à court terme sont encourageantes, le taux de chômage étant bas dans de nombreux pays développés. Cependant, les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement et la pénurie de main-d'œuvre à l'échelle mondiale limitent la croissance de la production. L'accélération des relèvements de taux d'intérêt par les banques centrales pour lutter contre la flambée d'inflation s'ajoute aussi aux difficultés croissantes. Nous nous attendons à ce que le taux de chômage augmente au Canada, aux États-Unis et dans la zone euro, et que chacune de ces régions subisse une légère récession au cours de la prochaine année. Malgré un certain allègement des pressions sur les chaînes d'approvisionnement mondiales, y compris la baisse des coûts de transport et du prix de certains produits de base au cours du premier semestre de l'année civile 2022, le conflit entre la Russie et l'Ukraine a eu pour effet de limiter la baisse des prix de l'énergie et des produits alimentaires à l'échelle mondiale. La demande des consommateurs a continué de surpasser l'offre, et la pénurie de main-d'œuvre a entraîné une hausse des salaires, ce qui a accru les pressions sur les prix, qui pourraient durer encore longtemps. Les banques centrales ont réagi en augmentant les taux d'intérêt plus rapidement que prévu. La hausse des taux d'intérêt, l'inflation élevée et la baisse de la valeur des actions réduisent la confiance et le pouvoir d'achat des ménages.

#### Canada

La croissance du PIB du Canada pour le deuxième trimestre civil de 2022 devrait s'être établie à 4,5 %<sup>1</sup>, après avoir atteint 3,1 %<sup>1</sup> au premier trimestre civil de 2022. La croissance à court terme a été soutenue par la reprise des activités dans les secteurs du voyage et de l'hôtellerie après le ralentissement économique lié à la pandémie de COVID-19 et par une activité accrue dans les secteurs du pétrole et du gaz, et des mines, qui s'est traduite par une hausse des prix mondiaux des produits de base. Toutefois, la croissance devrait ralentir considérablement au cours du deuxième semestre de l'année civile 2022, et une légère récession devrait survenir au cours de l'année civile 2023. La croissance de l'inflation devrait commencer à ralentir, car les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement semblent s'être atténuées au cours des derniers mois, et les prix des maisons ont déjà commencé à baisser à la suite des hausses de taux d'intérêt de la Banque du Canada. Toutefois, les pressions sur les prix et l'accélération de la croissance des salaires contribuent à la hausse des anticipations inflationnistes à long terme. Le niveau actuel du taux de chômage et de l'inflation ne devrait pas se maintenir, la croissance de l'indice des prix à la consommation (IPC) au Canada d'une année à l'autre ayant atteint en juin 2022 son niveau le plus élevé depuis 1983, soit 8,1 %, et étant demeurée élevée en juillet 2022, à 7,6 %. Devant la montée persistante de l'inflation, la Banque du Canada a procédé à des hausses vigoureuses des taux d'intérêt. Le taux de financement à un jour de la Banque du Canada a augmenté entre mars 2022 et juillet 2022 de 225 p.b. pour atteindre 2,5 %, et nous nous attendons à d'autres hausses qui porteront le taux à 3,5 % d'ici la fin de l'année civile 2022. La hausse des coûts du service de la dette des ménages, la poussée d'inflation et la baisse des prix des maisons devraient affaiblir de plus en plus la confiance et le pouvoir d'achat des ménages au cours de la prochaine année civile.

#### États-Unis

L'économie américaine a ralenti au cours de l'année civile 2022 avec une contraction du PIB de 1,6 %<sup>1</sup> au premier trimestre civil et une autre de 0,9 %<sup>1</sup> au deuxième trimestre civil. Le marché de l'emploi est demeuré solide, le taux de chômage ayant chuté au cours du premier semestre de l'année civile 2022 pour revenir près de son niveau prépandémie. Selon les prévisions, le taux de chômage devrait cependant augmenter au cours du deuxième semestre civil et encore davantage pendant l'année civile 2023. La capacité de production intérieure est limitée par la pénurie de main-d'œuvre généralisée et les problèmes de chaîne d'approvisionnement à l'échelle mondiale. Bien que les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement semblent s'atténuer, l'inflation aux États-Unis, telle qu'elle est évaluée par la croissance de l'IPC américain une année sur l'autre, était à son plus haut niveau depuis 1981 en juin 2022, soit 9,1 %, et est demeurée élevée en juillet 2022, à 8,5 %. Les pressions inflationnistes semblent alimenter les anticipations inflationnistes à long terme. La Réserve fédérale américaine a réagi en augmentant les taux d'intérêt de façon marquée, notamment de 75 p.b. en juin et du même pointage en juillet 2022. Nous nous attendons à d'autres hausses pour que les taux atteignent une fourchette de 3,5 % à 3,75 % avant la fin de l'année civile 2022. La hausse des taux d'intérêt et de l'inflation réduit le pouvoir d'achat des ménages, et nous nous attendons à ce que la croissance des dépenses de consommation ralentisse et qu'une légère récession survienne au premier semestre de l'année civile 2023.

#### Europe

Au deuxième trimestre civil de 2022, la croissance du PIB de la zone euro a atteint 0,6 % après une hausse de 0,5 % enregistrée au premier trimestre civil de 2022. L'inflation a grimpé dans la zone euro au cours du premier semestre de 2022, alors que la pénurie de main-d'œuvre et les perturbations dans la chaîne d'approvisionnement à l'échelle mondiale limitent la croissance de la production. Le conflit entre la Russie et l'Ukraine a un impact direct sur les économies de la zone euro en raison des liens commerciaux marqués entre tous ces pays. Malgré les perspectives de ralentissement économique, la flambée d'inflation a poussé la Banque centrale européenne à relever ses taux d'intérêt, auparavant exceptionnellement fortement négatifs. La Banque centrale européenne a relevé ses taux de 50 p.b. en juillet 2022, à 0,0 %, et nous nous attendons à d'autres augmentations pour que les taux atteignent 1,25 % d'ici la fin de l'année civile 2022. Nous nous attendons à ce que l'économie de la zone euro connaisse une récession modérée et à ce que le PIB se contracte au quatrième trimestre civil de 2022 et au premier trimestre civil de 2023. Le PIB du Royaume-Uni devrait s'être contracté de 0,3 % au deuxième trimestre civil de 2022. Il avait augmenté de 0,8 % au premier trimestre civil de 2022, en grande partie en raison de l'élimination progressive des

<sup>1</sup> Taux annualisé

exigences gouvernementales concernant les tests de dépistage de la COVID-19 et le suivi des contacts, qui a contribué positivement au PIB. L'inflation au Royaume-Uni a continué de grimper, et la Banque d'Angleterre a réagi avec une forte hausse des taux d'intérêt. Nous nous attendons à ce que la Banque d'Angleterre relève ses taux d'intérêt à 2,5 % d'ici la fin de l'année civile 2022.

### **Marchés financiers**

Les rendements des obligations d'État ont nettement augmenté par rapport au premier trimestre civil de 2022, les banques centrales réagissant énergiquement à la hausse de l'inflation. L'écart entre les rendements des obligations à long terme et ceux à court terme, qui est un indicateur de récession couramment utilisé, s'est grandement rétréci, l'écart entre les rendements des obligations à 10 ans et à 2 ans s'étant inversé pour atteindre des valeurs négatives aux États-Unis et au Canada. Les marchés boursiers ont fortement reculé depuis le début de l'année civile 2022 en raison de la détérioration des perspectives de croissance mondiale. Des signes de relâchement des pressions inflationnistes mondiales sont apparus, et nous nous attendons à ce que les taux d'inflation atteignent des sommets dans certaines régions, comme les États-Unis et le Canada. Toutefois, il faudra attendre que l'économie ralentisse considérablement pour que les pressions sous-jacentes sur les prix baissent et que l'inflation revienne au taux cible des banques centrales.

### **Contexte réglementaire**

Nous continuons de surveiller de près l'évolution de la réglementation et de nous y préparer de manière à assurer le respect des nouvelles exigences qui pourraient nous être imposées, tout en atténuant les répercussions défavorables d'ordre commercial ou financier. Ces répercussions pourraient découler de l'application de lois et de règlements nouveaux ou modifiés ou des attentes de ceux qui les mettent en œuvre. Un sommaire des principaux changements de réglementation qui pourraient accroître ou réduire nos coûts et la complexité de nos activités est présenté à la rubrique Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2021 et dans les mises à jour figurant ci-dessous. Les rubriques Incidence de la pandémie de COVID-19 et Gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2021 et les mises à jour présentées à la rubrique Gestion des fonds propres du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2022 présentent un résumé des autres modifications apportées à la réglementation et des programmes d'aide mis en place par les gouvernements du monde entier et le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) en réponse à la pandémie de COVID-19.

### **Incertitudes à l'échelle mondiale**

Les perturbations des chaînes d'approvisionnement, les tensions géopolitiques et les pressions sur le plan de l'inflation et des politiques commerciales suscitent une grande incertitude et menacent les perspectives économiques mondiales. En juillet 2022, le Fonds monétaire international prévoyait une croissance de l'économie mondiale de 3,2 % pour l'année civile 2022, soit 0,4 % de moins que ce qu'il avait prévu en avril. Cette révision à la baisse a été motivée par les répercussions économiques des pressions inflationnistes et du resserrement monétaire, un ralentissement économique plus rapide que prévu en Chine à la suite des mesures de confinement liées à la COVID-19, et le conflit qui perdure entre la Russie et l'Ukraine. Même si l'issue de cette guerre est toujours incertaine, notre exposition est extrêmement limitée dans ces pays puisque nous n'y menons aucune activité, ce qui rend compte de notre stratégie et de notre appétit pour le risque. Notre modèle d'affaires diversifié, notre présence dans diverses régions et notre offre de produits variés contribuent toujours à l'atténuation des risques qu'engendrent les incertitudes à l'échelle mondiale.

### **Budget de 2022 du gouvernement du Canada**

Le 7 avril 2022, le gouvernement du Canada a présenté son budget 2022, qui prévoit des mesures visant à garantir que les groupes de banques et d'assureurs-vie aideraient à régler une partie des coûts qu'il a engagés en réponse à la pandémie de COVID-19. Le 9 août 2022, le gouvernement du Canada a proposé, dans un projet de loi, un dividende pour la relance du Canada (DRC) et une augmentation permanente du taux d'imposition des sociétés. Le DRC est un impôt ponctuel de 15 %, en 2022, déterminé en fonction du revenu imposable moyen de 2020 et de 2021 supérieur à 1 milliard de dollars et payable en versements égaux sur cinq ans. L'augmentation permanente du taux d'imposition des sociétés correspond à un taux de 1,5 % sur le revenu imposable supérieur à 100 millions de dollars qui s'appliquerait aux années d'imposition se terminant après le 7 avril 2022.

Les citoyens peuvent soumettre leurs commentaires d'ici le 30 septembre 2022. Le projet de loi pourrait donc être modifié, et le calendrier de son adoption demeure incertain. Bien que l'incidence finale dépende de la législation définitive, le DRC devrait réduire notre bénéfice net lorsqu'il sera quasi-adopté. Nous nous attendons à ce qu'il réduise également notre ratio CET1.

### **Marché immobilier et endettement des ménages canadiens**

En juin 2022, le BSIF a publié un nouveau préavis « Clarification du régime s'appliquant aux produits de prêts garantis par un bien immobilier innovants en vertu de la ligne directrice B-20 ». Ce préavis est un complément aux attentes existantes du BSIF formulées dans la ligne directrice B-20 « Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels » et portant sur les pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels inversés, de prêts hypothécaires résidentiels avec participation à la mise de fonds et de prêts sous forme de programmes de prêts combinés (PPC). Nous n'offrons pas de prêts hypothécaires résidentiels inversés ni de prêts hypothécaires résidentiels avec participation à la mise de fonds, mais nous offrons des PPC par nos produits de la gamme Marge Proprio RBC®. Nous ne nous attendons pas à ce que le préavis ait une incidence sur la façon dont la plupart des emprunteurs ayant des PPC utilisent leurs produits.

Nous devons nous conformer au préavis à partir du 31 octobre 2023. Les nouveaux PPC créés après cette date devront respecter les nouvelles exigences. Les PPC créés avant cette date ne sont pas assujettis aux nouvelles exigences, sauf si

certaines modifications contractuelles sont apportées et rendent ces exigences obligatoires. Nous avons analysé les exigences et avons mis en place un plan pour nous y conformer d'ici leur entrée en vigueur.

### **Gestion du risque lié aux technologies et du cyberrisque**

En juillet 2022, le BSIF a publié la version finale de la ligne directrice B-13 « Gestion du risque lié aux technologies et du cyberrisque », qui établit les attentes en matière de saine gestion du risque lié aux technologies et du cyberrisque des institutions financières fédérales (IFF).

Cette ligne directrice entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024. Nous avons analysé ses exigences et nous prévoyons n'avoir aucune difficulté à nous y conformer d'ici son entrée en vigueur.

### **Protection de la vie privée**

En juin 2022, le gouvernement du Canada a publié le projet de loi C-27, la *Loi de 2022 sur la mise en œuvre de la Charte du numérique*, qui vise à renforcer la protection de la vie privée des consommateurs au Canada. Le projet de loi a introduit trois nouvelles lois fédérales : la *Loi sur la protection de la vie privée des consommateurs*, la *Loi sur le Tribunal de la protection des renseignements personnels et des données* et la *Loi sur l'intelligence artificielle et les données*. Ces nouvelles lois visent à renforcer le cadre législatif du Canada en ce qui a trait à la protection des données et à créer de nouvelles réglementations régissant le développement et l'utilisation responsables de l'intelligence artificielle.

La *Loi sur la protection de la vie privée des consommateurs* est une loi du secteur privé qui abroge et remplace la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques* (LPRPDE) actuellement en vigueur. La *Loi sur le Tribunal de la protection des renseignements personnels et des données* constituera un tribunal administratif pour examiner certaines décisions et infliger des pénalités. La *Loi sur l'intelligence artificielle et les données* crée une approche basée sur les risques pour réglementer les systèmes d'intelligence artificielle.

Bien que la date de l'adoption, le cas échéant, du projet de loi C-27 soit incertaine, cette nouvelle législation pourrait donner lieu à d'importantes réformes qui pourraient avoir une incidence sur nos processus et nos pratiques en matière de gestion du risque lié à la protection de la vie privée. Notre programme mondial de gestion de la protection de la vie privée a pour objet d'assurer que notre organisation respecte ces principes mondiaux en évolution.

Pour une analyse des facteurs de risque, y compris notre cadre et nos activités de gestion des risques, et d'autres faits nouveaux en matière de réglementation qui pourraient se répercuter sur nos activités et nos résultats financiers, se reporter à la rubrique Incidence de la pandémie de COVID-19, y compris la section Incidence du facteur de risque que représente la pandémie, ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque – Risques connus et risques émergents et Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2021, ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque et Gestion des fonds propres du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2022.

## Principaux événements au sein de l'entreprise en 2022

### **Brewin Dolphin Holdings PLC**

Le 31 mars 2022, nous avons annoncé notre intention d'acquérir Brewin Dolphin Holdings PLC (Brewin Dolphin) par l'intermédiaire de notre filiale RBC Wealth Management (Jersey) Holdings Limited pour une contrepartie en trésorerie recommandée de 515 pence par action pour la totalité des actions émises et à émettre du capital-actions de Brewin Dolphin dont la valeur est d'environ 1,6 milliard de livres sterling (2,6 milliards de dollars) sur une base diluée au 30 mars 2022. Brewin Dolphin est un fournisseur de services de gestion de patrimoine discrétionnaire au Royaume-Uni et en Irlande. La conclusion de la transaction est prévue d'ici la fin du troisième trimestre civil de 2022, sous réserve de l'obtention des approbations réglementaires et des conditions de clôture d'usage. Pour plus de détails, se reporter à la note 6 de nos états financiers résumés.

## Rendement financier

## Vue d'ensemble

**Troisième trimestre de 2022 par rapport au troisième trimestre de 2021**

Le bénéfice net s'est dégagé à 3 577 millions de dollars, en baisse de 719 millions, ou 17 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 2,51 \$, ayant reculé de 0,46 \$, ou 15 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 14,6 %, en baisse par rapport à 19,6 % un an plus tôt. Notre ratio CET1 s'est établi à 13,1 %, ayant fléchi de 50 p.b. sur un an.

Notre bénéfice reflète la diminution des résultats des secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Assurances, facteur compensé en partie par la hausse de celui des secteurs Services aux investisseurs et de trésorerie et Gestion de patrimoine. Les résultats du trimestre à l'étude tiennent compte de l'incidence des dotations à la provision pour pertes de crédit liées aux prêts qui ont été constatées dans cette période alors que des contrepassations l'avaient été un an plus tôt.

**Troisième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2022**

Le bénéfice net, au montant de 3 577 millions de dollars, s'est comprimé de 676 millions, ou 16 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 2,51 \$, ayant baissé de 0,45 \$, ou 15 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 14,6 %, accusant un recul par rapport à celui de 18,4 % du trimestre précédent. Notre ratio CET1 de 13,1 % a diminué de 10 p.b. en regard de cette période.

Notre bénéfice reflète le recul des résultats des secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Services de soutien généraux et Assurances, recul atténué par la progression de celui des secteurs Services aux investisseurs et de trésorerie et Gestion de patrimoine. Les résultats du trimestre à l'étude tiennent compte de l'incidence, sur la dotation à la provision pour pertes de crédit, des dotations à l'égard des prêts qui ont été constatées dans cette période alors que des contrepassations l'avaient été au trimestre précédent.

**Troisième trimestre de 2022 par rapport au troisième trimestre de 2021 (résultats de la période de neuf mois)**

Le bénéfice net s'est établi à 11 925 millions de dollars, ce qui signale une diminution de 233 millions, ou 2 %, sur un an. Le bénéfice dilué par action s'est dégagé à 8,31 \$, ayant baissé de 0,08 \$, ou 1 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 16,7 %, contre 19,2 % un an plus tôt.

Notre bénéfice rend compte de la contraction des résultats des secteurs Marchés des Capitaux et Assurances, ce qui a été neutralisé en partie par la progression de celui des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine et Services aux investisseurs et de trésorerie.

Pour plus de détails sur nos résultats des secteurs d'exploitation et le ratio CET1, se reporter respectivement aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion des fonds propres.

**Incidence du change**

Le tableau ci-après reflète l'incidence estimative du change sur les principaux postes de l'état du résultat net.

	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de
	T3 2022 par rapport au T3 2021	T3 2022 par rapport au T2 2022	neuf mois closes T3 2022 par rapport au T3 2021
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)			
<b>Augmentation (diminution) :</b>			
Total des revenus	38 \$	(12)\$	(44)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1	–	(2)
Frais autres que d'intérêt	25	(11)	(46)
Impôt sur le résultat	–	(1)	(1)
Bénéfice net	12	–	5
<b>Incidence sur le bénéfice par action</b>			
De base	0,01 \$	– \$	– \$
Dilué	0,01	–	–

Le tableau ci-après présente les taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités.

	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de	
	le 31 juillet 2022	le 30 avril 2022	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2021
(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)					
Dollar américain	0,783	0,789	0,812	0,786	0,796
Livre sterling	0,636	0,605	0,581	0,608	0,577
Euro	0,747	0,721	0,678	0,721	0,663

(1) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

## Total des revenus

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2022	le 30 avril 2022	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2021
Revenu d'intérêt et de dividende	10 737 \$	7 758 \$	6 997 \$	25 873 \$	21 131 \$
Charge d'intérêt	4 847	2 484	1 945	9 438	6 190
<b>Revenu net d'intérêt</b>	<b>5 890 \$</b>	<b>5 274 \$</b>	<b>5 052 \$</b>	<b>16 435 \$</b>	<b>14 941 \$</b>
<b>Marge nette d'intérêt</b>	<b>1,52 %</b>	<b>1,45 %</b>	<b>1,51 %</b>	<b>1,46 %</b>	<b>1,50 %</b>
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 233 \$	234 \$	1 754 \$	2 866 \$	4 099 \$
Revenus tirés des activités de négociation	(128)	289	179	475	1 080
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 857	1 892	1 830	5 710	5 244
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 028	1 086	1 095	3 279	3 109
Commissions de courtage en valeurs mobilières	344	389	356	1 132	1 188
Frais bancaires	499	480	465	1 464	1 383
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	369	507	700	1 577	2 037
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	250	251	246	772	827
Revenus sur cartes	314	288	278	893	831
Commissions de crédit	301	398	412	1 175	1 112
Profits nets sur les titres de placement	28	23	8	66	125
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	33	24	47	86	96
Autres	114	85	334	488	1 245
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>	<b>6 242</b>	<b>5 946</b>	<b>7 704</b>	<b>19 983</b>	<b>22 376</b>
<b>Total des revenus</b>	<b>12 132 \$</b>	<b>11 220 \$</b>	<b>12 756 \$</b>	<b>36 418 \$</b>	<b>37 317 \$</b>
<b>Information supplémentaire sur les activités de négociation</b>					
Revenu net d'intérêt (1)	608 \$	642 \$	623 \$	1 970 \$	2 005 \$
Revenus autres que d'intérêt	(128)	289	179	475	1 080
<b>Total des revenus tirés des activités de négociation</b>	<b>480 \$</b>	<b>931 \$</b>	<b>802 \$</b>	<b>2 445 \$</b>	<b>3 085 \$</b>

(1) Tient compte du revenu net d'intérêt découlant des positions liées aux activités de négociation, y compris les actifs et passifs qui sont classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

## Troisième trimestre de 2022 par rapport au troisième trimestre de 2021

Le total des revenus a diminué de 624 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à un an plus tôt, en raison principalement du recul des primes d'assurance, des revenus de placement et honoraires (revenus d'assurance) ainsi que des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils. La baisse des revenus tirés des activités de négociation, des autres revenus et des commissions de crédit a également contribué à cette diminution. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la progression du revenu net d'intérêt.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 838 millions de dollars, ou 17 %, en raison principalement de la croissance des volumes et de l'élargissement des écarts des secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National).

La marge nette d'intérêt s'est élargie de 1 p.b. par rapport à il y a un an étant donné que l'incidence positive que la hausse des taux d'intérêt a eue pour les secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine a été en majeure partie annulée par la compression des écarts des produits de mise en pension.

Les revenus du secteur Assurances ont fléchi de 521 millions de dollars, ou 30 %, ce qui tient essentiellement à la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et au recul des ventes de rentes collectives et de la réassurance du risque de longévité, éléments qui sont tous compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés des activités de négociation ont fléchi de 307 millions de dollars en raison surtout du repli des revenus générés par celles visant des titres à revenu fixe, ce qui inclut l'incidence des réductions des souscriptions de prêts, et ce, essentiellement aux États-Unis, à cause principalement de conditions de marché difficiles. Ce facteur a été compensé en partie par la progression des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation, principalement aux États-Unis, et de la hausse des revenus de change dans toutes les régions.

Les commissions de crédit ont fléchi de 111 millions de dollars, ou 27 %, à cause essentiellement du ralentissement des activités de syndication de prêts dans la plupart des régions.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils se sont contractés de 331 millions de dollars, ou 47 %, à cause surtout du ralentissement des activités d'origination de titres de créance essentiellement aux États-Unis et de titres de participation en Amérique du Nord.

Les autres revenus se sont affaiblis de 220 millions de dollars, ou 66 %, ce qui s'explique principalement par l'incidence de la hausse des taux d'intérêt sur certains instruments non négociés. Les variations de la juste valeur des couvertures de nos

régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquelles ont été pour l'essentiel compensées dans les frais autres que d'intérêt, ont également accentué ce recul.

### Troisième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2022

Le total des revenus s'est accru de 912 millions de dollars, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la montée des revenus d'assurance et du revenu net d'intérêt. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le fléchissement des revenus tirés des activités de négociation ainsi que des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 616 millions de dollars, ou 12 %, en raison principalement de l'élargissement des écarts, de l'incidence des trois jours supplémentaires qu'a comptés le trimestre et de la croissance des secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National).

Les revenus d'assurance se sont accrus de 999 millions de dollars, ce qui tient surtout à la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Ce facteur a été atténué par le recul des ventes de rentes collectives.

Les revenus tirés des activités de négociation ont fléchi de 417 millions de dollars en raison surtout du repli des revenus générés par celles visant des titres à revenu fixe, ce qui inclut l'incidence des réductions de souscriptions de prêts, et ce, essentiellement aux États-Unis, à cause principalement de conditions de marché difficiles. La baisse des revenus tirés des activités de négociation de marchandises dans toutes les régions a également contribué au fléchissement.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils se sont contractés de 138 millions de dollars, ou 27 %, en raison surtout du ralentissement des activités d'origination de titres de créance ainsi que de fusion et acquisition dans toutes les régions.

### Troisième trimestre de 2022 par rapport au troisième trimestre de 2021 (résultats de la période de neuf mois)

Le total des revenus a diminué de 899 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à un an plus tôt, en raison principalement de la baisse des revenus d'assurance et des autres revenus. Le recul des revenus tirés des activités de négociation ainsi que des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils a également contribué à cette diminution. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la progression du revenu net d'intérêt ainsi que des commissions de gestion de placements et de services de garde.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 1 494 millions de dollars, ou 10 %, en raison principalement de la croissance des volumes des secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National). La montée des revenus tirés des prêts du secteur Marchés des Capitaux compte également parmi les facteurs à l'origine de cette augmentation.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde se sont accrues de 466 millions de dollars, ou 9 %, et ce, essentiellement grâce à la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, croissance reflétant la progression des ventes nettes et l'appréciation des marchés.

Les revenus d'assurance ont fléchi de 1 233 millions de dollars, ou 30 %, ce qui tient essentiellement à la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, ce qui est compensé en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Ce facteur a été annulé en partie par la hausse des ventes de rentes collectives et par l'expansion des activités associées à tous les produits.

Les revenus tirés des activités de négociation ont fléchi de 605 millions de dollars, ou 56 %, en raison surtout du repli des revenus générés par les activités de négociation de titres à revenu fixe, ce qui inclut l'incidence des réductions des souscriptions de prêts, et ce, essentiellement aux États-Unis, à cause principalement de conditions de marché difficiles.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils se sont contractés de 460 millions de dollars, ou 23 %, en raison surtout du ralentissement des activités d'origination de titres de créance essentiellement aux États-Unis et de titres de participation dans la plupart des régions.

Les autres revenus se sont affaiblis de 757 millions de dollars, ou 61 %, ce qui s'explique en grande partie par les variations de la juste valeur des couvertures de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquelles ont été pour l'essentiel compensées dans les frais autres que d'intérêt.

**Dotation à la provision pour pertes de crédit (1)**

	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2022	le 30 avril 2022	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2021
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	145 \$	(419)\$	(335)\$	(337)\$	(558)\$
Gestion de patrimoine	12	(30)	(19)	(31)	(25)
Marchés des Capitaux	20	(56)	(284)	(40)	(408)
Services de soutien généraux et autres (2)	–	1	–	1	(4)
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs</b>	<b>177</b>	<b>(504)</b>	<b>(638)</b>	<b>(407)</b>	<b>(995)</b>
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	185 \$	147 \$	164 \$	523 \$	594 \$
Gestion de patrimoine	1	–	(2)	2	(26)
Marchés des Capitaux	(13)	27	(16)	2	(27)
Services de soutien généraux et autres (2)	(3)	–	–	(3)	–
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>170</b>	<b>174</b>	<b>146</b>	<b>524</b>	<b>541</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts</b>	<b>347</b>	<b>(330)</b>	<b>(492)</b>	<b>117</b>	<b>(454)</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers (3)</b>	<b>(7)</b>	<b>(12)</b>	<b>(48)</b>	<b>(14)</b>	<b>(72)</b>
<b>Total de la dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>340 \$</b>	<b>(342)\$</b>	<b>(540)\$</b>	<b>103 \$</b>	<b>(526)\$</b>
La dotation à la provision pour pertes de crédit comprend ce qui suit :					
Prêts de détail	133 \$	(188)\$	(307)\$	(113)\$	(474)\$
Prêts de gros	44	(316)	(331)	(294)	(521)
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs</b>	<b>177</b>	<b>(504)</b>	<b>(638)</b>	<b>(407)</b>	<b>(995)</b>
Prêts de détail	163	146	139	447	485
Prêts de gros	7	28	7	77	56
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>170</b>	<b>174</b>	<b>146</b>	<b>524</b>	<b>541</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts</b>	<b>347 \$</b>	<b>(330)\$</b>	<b>(492)\$</b>	<b>117 \$</b>	<b>(454)\$</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations</b>	<b>0,17 %</b>	<b>(0,18)%</b>	<b>(0,28)%</b>	<b>0,02 %</b>	<b>(0,09)%</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations</b>	<b>0,08 %</b>	<b>0,09 %</b>	<b>0,08 %</b>	<b>0,09 %</b>	<b>0,10 %</b>

(1) L'information sur les prêts englobe celle sur les prêts, les acceptations et les engagements.

(2) Comprend la dotation à la provision pour pertes de crédit qui a été constatée dans les secteurs Services de soutien généraux, Assurances et Services aux investisseurs et de trésorerie.

(3) La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers représente principalement les dotations pour les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti, les débiteurs et les garanties financières.

**Troisième trimestre de 2022 par rapport au troisième trimestre de 2021**

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit s'est chiffré à 340 millions de dollars, contre (540) millions un an auparavant, ce qui rend compte des dotations constatées à l'égard des prêts dans le trimestre à l'étude alors que des contrepassations l'avaient été à la même période de l'exercice précédent, et ce, essentiellement dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est élargi de 45 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est située à 177 millions de dollars, comparativement à (638) millions au trimestre correspondant de 2021, ce qui rend surtout compte des dotations constatées dans le trimestre à l'étude à cause d'une dégradation de nos perspectives macroéconomiques, alors que des contrepassations l'avaient été dans la même période de l'exercice précédent à la faveur de l'amélioration de ces perspectives et de celles concernant la qualité du crédit, et ce, essentiellement en ce qui concerne les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux.

**Troisième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2022**

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit s'est chiffré à 340 millions de dollars, contre (342) millions au trimestre précédent, ce qui rend compte des dotations constatées à l'égard des prêts dans le trimestre à l'étude alors que des contrepassations l'avaient été au trimestre précédent, et ce, surtout dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est élargi de 35 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est située à 177 millions de dollars, comparativement à (504) millions au trimestre précédent, ce qui rend surtout compte des dotations constatées dans la période à l'étude à cause d'une dégradation de nos perspectives macroéconomiques, alors que des contrepassations l'avaient été dans

le trimestre précédent du fait essentiellement d'une diminution de l'incertitude engendrée par la pandémie de COVID-19, et ce, surtout dans le cas du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, et plus particulièrement des portefeuilles du secteur Services bancaires canadiens et du secteur Marchés des Capitaux.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a baissé de 4 millions de dollars, ou 2 %, ce qui témoigne en grande partie des recouvrements dans le secteur Marchés des Capitaux dans le trimestre considéré au lieu de dotations constituées au trimestre précédent en lien avec les secteurs du pétrole et du gaz et des services publics. Ce facteur a été atténué en grande partie par la montée des dotations inscrites pour le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, soit principalement pour les portefeuilles du secteur Services bancaires canadiens.

### **Troisième trimestre de 2022 par rapport au troisième trimestre de 2021 (résultats de la période de neuf mois)**

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit s'est chiffré à 103 millions de dollars, contre (526) millions un an plus tôt, ce qui rend surtout compte de la baisse des contrepassations constatées à l'égard des prêts du secteur Marchés des Capitaux dans le trimestre à l'étude et de la hausse des dotations liées aux prêts du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est élargi de 11 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est élevée à (407) millions de dollars, comparativement à (995) millions un an plus tôt, rendant ainsi compte de la reprise amorcée, dans les deux périodes, depuis le début de la pandémie de COVID-19, ce qui a été atténué par une dégradation de nos perspectives macroéconomiques dans la période à l'étude, et ce, surtout pour les secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a baissé de 17 millions de dollars, ou 3 %, ce qui témoigne du recul des dotations du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, soit principalement pour les portefeuilles du secteur Services bancaires canadiens, facteur contrebalancé en grande partie par les dotations inscrites dans la période considérée, alors que des recouvrements avaient eu lieu un an plus tôt dans les secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine.

### **Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance**

#### **Troisième trimestre de 2022 par rapport au troisième trimestre de 2021**

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont baissé de 454 millions de dollars, ou 35 %, sur un an, ce qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et au recul des ventes de rentes collectives et de la réassurance du risque de longévité, éléments qui sont tous compensés en grande partie dans les revenus. Ces facteurs ont été annulés en partie par l'incidence des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité conclus un an plus tôt.

#### **Troisième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2022**

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 1 030 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète principalement la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les revenus. La sinistralité liée aux placements et la détérioration de la sinistralité générale ont également accentué cette augmentation. Ces facteurs ont été atténués par le recul des ventes de rentes collectives et par la contraction des volumes des activités.

### **Troisième trimestre de 2022 par rapport au troisième trimestre de 2021 (résultats de la période de neuf mois)**

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont repliés de 1 192 millions de dollars, ou 42 %, sur un an, ce qui rend principalement compte de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les revenus. La hausse de la sinistralité favorable liée aux placements a également accentué cette diminution. Ces facteurs ont été annulés en partie par la hausse des ventes de rentes collectives, par l'expansion des activités ainsi que par l'incidence de la baisse des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité.

## Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2022	le 30 avril 2022	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2021
Salaires	1 820 \$	1 748 \$	1 684 \$	5 316 \$	4 980 \$
Rémunération variable	1 473	1 754	1 816	5 168	5 494
Avantages du personnel et conservation du personnel	497	483	511	1 529	1 557
Rémunération fondée sur des actions	68	17	100	132	520
Ressources humaines	3 858	4 002	4 111	12 145	12 551
Matériel	514	513	492	1 528	1 472
Frais d'occupation	381	386	387	1 153	1 191
Communications	277	258	227	763	652
Honoraires	373	347	329	1 039	934
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	342	336	320	1 015	957
Autres	641	592	554	1 757	1 584
<b>Frais autres que d'intérêt</b>	<b>6 386 \$</b>	<b>6 434 \$</b>	<b>6 420 \$</b>	<b>19 400 \$</b>	<b>19 341 \$</b>
<b>Ratio d'efficacité (1)</b>	<b>52,6 %</b>	<b>57,3 %</b>	<b>50,3 %</b>	<b>53,3 %</b>	<b>51,8 %</b>
<b>Ratio d'efficacité ajusté (2)</b>	<b>53,1 %</b>	<b>52,1 %</b>	<b>52,3 %</b>	<b>51,2 %</b>	<b>52,2 %</b>

(1) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(2) Il s'agit d'un ratio hors PCGR. Cette mesure a été ajustée en excluant les fluctuations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance du total des revenus. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

## Troisième trimestre de 2022 par rapport au troisième trimestre de 2021

Les frais autres que d'intérêt se sont allégés de 34 millions de dollars, ou 1 %, sur un an, du fait surtout de la diminution de la rémunération variable par suite de la baisse des résultats. La variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été compensée pour l'essentiel dans les autres revenus, a également favorisé la baisse précitée. Ces facteurs ont été atténués par la montée des coûts liés au personnel et à la technologie, par l'augmentation des frais de commercialisation et d'autres dépenses discrétionnaires ainsi que par l'incidence du change.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 52,6 %, s'étant accru de 230 p.b. en regard de celui de 50,3 % un an plus tôt. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 53,1 % s'est élargi de 80 p.b. par rapport à celui de 52,3 % un an auparavant.

## Troisième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2022

Les frais autres que d'intérêt ont fléchi de 48 millions de dollars, ou 1 %, en regard du trimestre précédent, et ce, en raison surtout de la diminution de la rémunération variable par suite de la détérioration des résultats. Ce facteur a été annulé en partie par la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été compensée pour l'essentiel dans les autres revenus, par la montée des coûts liés au personnel et à la technologie ainsi que par l'augmentation des frais de commercialisation et d'autres dépenses discrétionnaires.

Notre ratio d'efficacité de 52,6 % a diminué de 470 p.b. en regard de celui de 57,3 % du trimestre précédent. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 53,1 % s'est accru de 100 p.b. par rapport à celui de 52,1 % du trimestre précédent.

## Troisième trimestre de 2022 par rapport au troisième trimestre de 2021 (résultats de la période de neuf mois)

Les frais autres que d'intérêt sont demeurés relativement les mêmes puisque la hausse des coûts liés au personnel et à la technologie et l'augmentation des frais de commercialisation et d'autres dépenses discrétionnaires ont été annulées par la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été compensée en grande partie dans les autres revenus, ainsi que par la diminution de la rémunération variable par suite de la dégradation des résultats.

Notre ratio d'efficacité de 53,3 % a augmenté de 150 p.b. en regard de celui de 51,8 % enregistré il y a un an. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 51,2 % s'est comprimé de 100 p.b. par rapport à celui de 52,2 % de la période correspondante de l'exercice précédent.

Le ratio d'efficacité excluant la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance est un ratio hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

**Impôt sur le résultat**

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2022	le 30 avril 2022	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2021
<b>Impôt sur le résultat</b>	<b>979 \$</b>	1 055 \$	1 276 \$	<b>3 323 \$</b>	3 485 \$
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>4 556</b>	5 308	5 572	<b>15 248</b>	15 643
<b>Taux d'imposition effectif</b>	<b>21,5 %</b>	19,9 %	22,9 %	<b>21,8 %</b>	22,3 %

**Troisième trimestre de 2022 par rapport au troisième trimestre de 2021**

La charge d'impôt a diminué de 297 millions de dollars, ou 23 %, par rapport à il y a un an en raison d'abord et avant tout du repli du bénéfice avant impôt dans le trimestre à l'étude.

Le taux d'imposition effectif de 21,5 % a reculé de 140 p.b., sous l'effet principalement des répercussions de changements dans la composition du bénéfice.

**Troisième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2022**

La charge d'impôt a baissé de 76 millions de dollars, ou 7 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique essentiellement par la diminution du bénéfice avant impôt, facteur atténué par l'incidence du montant net d'ajustements fiscaux favorables au trimestre précédent.

Le taux d'imposition effectif de 21,5 % a augmenté de 160 p.b., en raison surtout de l'incidence de ces ajustements fiscaux, ce qui a été contrebalancé en partie par des changements dans la composition du bénéfice.

**Troisième trimestre de 2022 par rapport au troisième trimestre de 2021 (résultats de la période de neuf mois)**

La charge d'impôt a régressé de 162 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à la même période un an plus tôt, ce qui s'explique essentiellement par la diminution du bénéfice avant impôt et par l'incidence de changements dans la composition du bénéfice.

Le taux d'imposition effectif de 21,8 % a fléchi de 50 p.b., et ce, en raison surtout de l'incidence de changements dans la composition du bénéfice.

## Résultats des secteurs d'exploitation

### Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité, et celles-ci n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2021. Pour plus de détails sur les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2021.

### Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

#### Mesures de rendement

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres financiers, dont le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Certaines mesures financières, incluant le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, n'ont pas de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues que présentent d'autres institutions financières.

#### *Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires*

Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur d'exploitation, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources parce qu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents.

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires consolidé est égal au bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires divisé par le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période. Le calcul du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des secteurs repose sur le bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le capital attribué moyen pour la période. Pour chaque secteur, la moyenne du capital attribué tient compte du capital nécessaire pour contrer les divers risques, comme il est décrit à la rubrique Gestion des fonds propres, et des montants investis dans le goodwill et les immobilisations incorporelles.

L'attribution du capital suppose le recours à des hypothèses, à des jugements et à des méthodes qui sont régulièrement examinés et révisés par la direction, selon les besoins. Toute modification de ces hypothèses, jugements et méthodes peut avoir une incidence significative sur l'information relative au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur d'activité que nous présentons. D'autres sociétés qui présentent des renseignements semblables sur des mesures d'attribution et de rendement connexes peuvent faire appel à d'autres hypothèses, jugements et méthodes.

Les tableaux ci-après présentent un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos								le 30 avril 2022	le 31 juillet 2021
	le 31 juillet 2022							Total		
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total		Total	Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 005 \$	765 \$	185 \$	162 \$	463 \$	(63) \$	3 517 \$	4 182 \$	4 237 \$	
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	27 250	18 950	2 250	3 200	25 850	18 250	95 750	93 300	85 800	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	29,2 %	16,0 %	32,3 %	20,2 %	7,1 %	n.s.	14,6 %	18,4 %	19,6 %	

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les périodes de neuf mois closes								le 31 juillet 2021
	le 31 juillet 2022							Total	
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total		Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	6 173 \$	2 287 \$	585 \$	397 \$	2 256 \$	40 \$	11 738 \$	11 962 \$	
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	26 600	18 200	2 350	3 050	25 150	18 500	93 850	83 300	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	31,0 %	16,8 %	33,1 %	17,4 %	12,0 %	n.s.	16,7 %	19,2 %	

(1) Les chiffres ayant trait au total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué.

(3) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

n.s. non significatif

### Mesures hors PCGR

Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR décrites ci-dessous sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance. Ces mesures accroissent la comparabilité de notre performance financière pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2022 par rapport aux résultats des périodes correspondantes de l'exercice précédent et du trimestre clos le 30 avril 2022. Les mesures hors PCGR (dont les ratios hors PCGR) n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

L'analyse qui suit décrit les mesures hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos résultats d'exploitation.

### Ratio d'efficacité ajusté

Notre ratio d'efficacité est touché par la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, présentée dans les revenus et compensée en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Le ratio d'efficacité ajusté est un ratio hors PCGR et il est calculé au moyen du total des revenus ajusté, lequel est une mesure hors PCGR puisqu'il ne tient pas compte de l'incidence de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance. Nous jugeons que le ratio d'efficacité ajusté est une mesure utile puisque les variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance peuvent causer une volatilité du total des revenus susceptible de masquer les tendances quant au rendement sous-jacent des activités et réduire la comparabilité des résultats avec ceux des périodes antérieures.

Les tableaux suivants présentent les calculs de notre ratio d'efficacité consolidé, compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos								
	le 31 juillet 2022			le 30 avril 2022			le 31 juillet 2021		
	Élément exclu			Élément exclu			Élément exclu		
	Variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance			Variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance			Variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance		
Données présentées	Données ajustées	Données ajustées	Données présentées	Données ajustées	Données ajustées	Données présentées	Données ajustées	Données ajustées	
Total des revenus	12 132 \$	(115) \$	12 017 \$	11 220 \$	1 133 \$	12 353 \$	12 756 \$	(475) \$	12 281 \$
Frais autres que d'intérêt	6 386	-	6 386	6 434	-	6 434	6 420	-	6 420
Ratio d'efficacité	52,6 %		53,1 %	57,3 %		52,1 %	50,3 %		52,3 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les périodes de neuf mois closes					
	le 31 juillet 2022			le 31 juillet 2021		
	Élément exclu			Élément exclu		
	Variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance			Variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance		
Données présentées	Données ajustées	Données ajustées	Données présentées	Données ajustées	Données ajustées	
Total des revenus	36 418 \$	1 448 \$	37 866 \$	37 317 \$	(253) \$	37 064 \$
Frais autres que d'intérêt	19 400	-	19 400	19 341	-	19 341
Ratio d'efficacité	53,3 %		51,2 %	51,8 %		52,2 %

## Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2022	30 avril 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Revenu net d'intérêt	3 655 \$	3 234 \$	3 206 \$	10 118 \$	9 452 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 527	1 505	1 445	4 606	4 289
<b>Total des revenus</b>	<b>5 182</b>	<b>4 739</b>	<b>4 651</b>	<b>14 724</b>	<b>13 741</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	141	(420)	(341)	(339)	(567)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	183	144	162	516	588
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>324</b>	<b>(276)</b>	<b>(179)</b>	<b>177</b>	<b>21</b>
Frais autres que d'intérêt	2 130	2 015	1 998	6 167	5 891
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>2 728</b>	<b>3 000</b>	<b>2 832</b>	<b>8 380</b>	<b>7 829</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 023 \$</b>	<b>2 234 \$</b>	<b>2 113 \$</b>	<b>6 231 \$</b>	<b>5 814 \$</b>
<b>Revenus par secteur d'activité</b>					
Services bancaires canadiens	4 974 \$	4 531 \$	4 463 \$	14 103 \$	13 156 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	208	208	188	621	585
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	29,2 %	34,4 %	33,6 %	31,0 %	31,9 %
Marge nette d'intérêt	2,61 %	2,46 %	2,52 %	2,50 %	2,55 %
Ratio d'efficience	41,1 %	42,5 %	43,0 %	41,9 %	42,9 %
Levier d'exploitation (1)	4,8 %	(0,5) %	6,3 %	2,5 %	3,3 %
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	555 400 \$	540 100 \$	505 600 \$	542 100 \$	496 300 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	560 300	544 000	509 300	546 300	500 100
Moyenne des dépôts	555 300	543 400	507 600	546 000	497 600
Biens administrés (2)	346 500	355 800	356 100	346 500	356 100
Moyenne des biens administrés	343 500	368 400	349 100	361 400	333 100
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,13 %	0,11 %	0,13 %	0,13 %	0,16 %
<b>Autres renseignements – Services bancaires canadiens</b>					
Bénéfice net	1 971 \$	2 140 \$	2 024 \$	6 025 \$	5 650 \$
Marge nette d'intérêt	2,60 %	2,45 %	2,51 %	2,49 %	2,53 %
Ratio d'efficience	39,7 %	41,2 %	41,4 %	40,6 %	41,4 %
Levier d'exploitation	4,5 %	(1,2) %	6,1 %	2,1 %	3,0 %

(1) Se reporter au glossaire pour une définition de cette mesure.

(2) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 14 milliards de dollars et de 5 milliards au 31 juillet 2022 (14 milliards et 4 milliards au 30 avril 2022; 15 milliards et 3 milliards au 31 juillet 2021).

## Rendement financier

## Troisième trimestre de 2022 par rapport au troisième trimestre de 2021

Le bénéfice net s'est affaibli de 90 millions de dollars, ou 4 %, sur un an, en raison essentiellement des dotations liées aux prêts productifs qui ont été constatées dans le trimestre à l'étude, alors que des contrepassations à l'égard de tels prêts l'avaient été un an plus tôt. L'augmentation des coûts liés au personnel a également accentué la baisse. Ces facteurs ont été atténués par l'amélioration du revenu net d'intérêt, laquelle reflète une croissance moyenne des volumes du secteur Services bancaires canadiens de 10 % et l'élargissement des écarts.

Le total des revenus s'est amélioré de 531 millions de dollars, ou 11 %.

Les revenus du secteur Services bancaires canadiens ont progressé de 511 millions de dollars, ou 11 %, du fait surtout d'une augmentation du revenu net d'intérêt reflétant une croissance moyenne des volumes de 10 % pour ce qui est des prêts et de 9 % dans le cas des dépôts et la progression des écarts. L'intensification des activités des clients a favorisé une hausse des revenus tirés du change et des frais bancaires.

Les revenus du secteur Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis ont affiché une hausse de 20 millions de dollars, ou 11 %, laquelle est essentiellement imputable à une augmentation du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts et la croissance moyenne des volumes.

La marge nette d'intérêt s'est améliorée de 9 p.b. en raison surtout des répercussions des hausses des taux d'intérêt, facteur neutralisé en partie par le recul des revenus tirés des remboursements anticipés dans nos portefeuilles de prêts hypothécaires et des changements dans la composition des produits.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est chiffrée à 324 millions de dollars, contre (179) millions un an auparavant, ce qui s'explique surtout par la constatation de dotations liées aux prêts productifs des portefeuilles du secteur Services bancaires canadiens dans le trimestre à l'étude à cause de la dégradation de nos perspectives macroéconomiques, alors que des contrepassations l'avaient été un an plus tôt en raison de l'amélioration de ces perspectives ainsi que de celles concernant la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont monté de 132 millions de dollars, ou 7 %, ce qui est imputable en grande partie à la hausse des coûts liés au personnel et à la technologie, notamment le numérique, ainsi que des frais de commercialisation.

**Troisième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2022**

Le bénéfice net s'est affaibli de 211 millions de dollars, ou 9 %, par rapport au trimestre précédent en raison essentiellement des dotations liées aux prêts productifs qui ont été inscrites dans le trimestre à l'étude, facteur reflétant la détérioration de nos perspectives macroéconomiques, alors que des contrepassations avaient été inscrites dans le trimestre précédent, et ce, principalement parce que l'incertitude engendrée par la pandémie de COVID-19 avait diminué. L'accroissement des coûts liés au personnel a également accentué la baisse précitée. Ces facteurs ont été atténués par l'amélioration du revenu net d'intérêt qui a découlé de l'élargissement des écarts, de l'incidence des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre à l'étude et d'une croissance moyenne des volumes du secteur Services bancaires canadiens de 3 %.

La marge nette d'intérêt s'est élargie de 15 p.b., et ce, essentiellement en raison des répercussions des hausses de taux d'intérêt.

**Troisième trimestre de 2022 par rapport au troisième trimestre de 2021 (résultats de la période de neuf mois)**

Le bénéfice net s'est renforcé de 417 millions de dollars, ou 7 %, sur un an, en raison essentiellement de la progression du revenu net d'intérêt en raison d'une croissance moyenne des volumes du secteur Services bancaires canadiens de 9 % qui a plus qu'annulé l'incidence du rétrécissement des écarts. La montée des revenus autres que d'intérêt a également favorisé ce renforcement. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la montée de la dotation à la provision pour pertes de crédit et des coûts liés au personnel et à la technologie, notamment le numérique.

Le total des revenus a progressé de 983 millions de dollars, ou 7 %, grâce surtout à la hausse du revenu net d'intérêt, laquelle reflète une croissance moyenne des volumes de 10 % pour ce qui est des dépôts et de 9 % dans le cas des prêts du secteur Services bancaires canadiens, ce qui a plus que compensé l'incidence du rétrécissement des écarts. L'augmentation de la moyenne des soldes de fonds communs de placement a accru les frais de placement et la hausse des revenus tirés du change et des frais bancaires témoigne de l'intensification des activités des clients, éléments qui ont également favorisé la progression précitée. Ces facteurs ont été annulés en partie par la réduction des commissions de courtage en valeurs mobilières.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est accrue de 156 millions de dollars en raison principalement du fait que les contrepassations de dotations liées aux prêts productifs avaient été plus élevées un an plus tôt, rendant ainsi compte de la reprise amorcée, dans les deux périodes, depuis le début de la pandémie de COVID-19, reprise atténuée par une dégradation de nos perspectives macroéconomiques dans la période à l'étude. Ce facteur a été neutralisé en partie par le recul des dotations liées aux prêts douteux de la majeure partie des portefeuilles du secteur Services bancaires canadiens, ce qui a entraîné une baisse de 3 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 276 millions de dollars, ou 5 %, ce qui est imputable en grande partie à la hausse des coûts liés au personnel et à la technologie, notamment le numérique, et des frais de commercialisation.

## Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2022	30 avril 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Revenu net d'intérêt	960 \$	780 \$	682 \$	2 485 \$	2 014 \$
Revenus autres que d'intérêt (1)	2 695	2 825	2 691	8 388	7 838
<b>Total des revenus (1)</b>	<b>3 655</b>	<b>3 605</b>	<b>3 373</b>	<b>10 873</b>	<b>9 852</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	12	(30)	(19)	(31)	(26)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	1	–	(2)	2	(26)
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>13</b>	<b>(30)</b>	<b>(21)</b>	<b>(29)</b>	<b>(52)</b>
Frais autres que d'intérêt (1)	2 618	2 644	2 434	7 843	7 211
<b>Bénéfice avant impôt (1)</b>	<b>1 024</b>	<b>991</b>	<b>960</b>	<b>3 059</b>	<b>2 693</b>
<b>Bénéfice net (1)</b>	<b>777 \$</b>	<b>750 \$</b>	<b>744 \$</b>	<b>2 322 \$</b>	<b>2 068 \$</b>
<b>Revenus par secteur d'activité</b>					
Gestion de patrimoine – Canada	1 070 \$	1 071 \$	1 012 \$	3 213 \$	2 876 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (1)	1 878	1 775	1 592	5 380	4 692
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains) (1)	1 470	1 399	1 293	4 228	3 739
Gestion mondiale d'actifs	609	678	692	2 023	2 015
Gestion de patrimoine – International	98	81	77	257	269
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16,0 %	16,7 %	18,3 %	16,8 %	16,9 %
Marge nette d'intérêt	2,75 %	2,32 %	2,25 %	2,39 %	2,32 %
Marge avant impôt (1), (2)	28,0 %	27,5 %	28,5 %	28,1 %	27,3 %
Nombre de conseillers (3)	5 622	5 623	5 522	5 622	5 522
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	138 700 \$	137 900 \$	120 200 \$	138 900 \$	116 000 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	101 100	95 700	83 800	96 600	82 900
Moyenne des dépôts	156 800	158 800	142 800	159 100	140 100
Biens administrés (4)	1 295 100	1 301 900	1 292 800	1 295 100	1 292 800
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (4)	683 400	681 600	690 400	683 400	690 400
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains) (4)	533 600	530 400	553 300	533 600	553 300
Biens sous gestion (4)	929 600	949 800	975 600	929 600	975 600
Moyenne des biens administrés	1 278 700	1 326 100	1 265 200	1 318 600	1 218 200
Moyenne des biens sous gestion	922 000	980 300	956 300	974 400	916 900
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,01 %	0,00 %	(0,01)%	0,00 %	(0,04)%

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	T3 2022 par rapport au T3 2021	T3 2022 par rapport au T2 2022	T3 2022 par rapport au T3 2021
<b>Augmentation (diminution) :</b>			
Total des revenus	49 \$	5 \$	37 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	–	–	(1)
Frais autres que d'intérêt	41	5	30
Bénéfice net	6	–	5
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(4)%	(1)%	(1)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	9 %	5 %	5 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	10 %	4 %	9 %

- (1) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, les profits (pertes) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquels sont pris en compte dans les revenus, ainsi que la variabilité connexe de la charge de rémunération fondée sur des actions que causent des variations de la juste valeur des passifs liés à ces régimes ont été reclassés du secteur Gestion de patrimoine au secteur Services de soutien généraux. Les montants correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.
- (2) La marge avant impôt s'entend du bénéfice avant impôt, divisé par le total des revenus.
- (3) Représente les conseillers en contact direct avec les clients au sein de tous nos services du secteur Gestion de patrimoine.
- (4) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

## Rendement financier

### Troisième trimestre de 2022 par rapport au troisième trimestre de 2021

Le bénéfice net s'est renforcé de 33 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à il y a un an, et ce, en raison surtout de la progression du revenu net d'intérêt. Ce facteur a été atténué par la hausse des frais autres que d'intérêt, dont les coûts liés au personnel et à la technologie, ainsi que par la montée de la dotation à la provision pour pertes d'intérêt, de crédit. Les revenus autres que d'intérêt ont été affaiblis par des conditions de marché difficiles.

Le total des revenus a progressé de 282 millions de dollars, ou 8 %.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – Canada se sont raffermis de 58 millions de dollars, ou 6 %, en raison surtout de la hausse du revenu net d'intérêt qui a découlé de la montée des taux d'intérêt. L'augmentation de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, reflet des ventes nettes, a également favorisé ce raffermissement. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse des revenus tirés des transactions, baisse qui a résulté principalement du repli des activités des clients.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) ont augmenté de 286 millions de dollars, ou 18 %. En dollars américains, ils ont affiché une hausse de 177 millions, ou 14 %, ce qui s'explique surtout par la progression du revenu net d'intérêt qu'ont générée une croissance moyenne des volumes de 16 % pour ce qui est des prêts et de 6 % dans le cas des dépôts et la hausse des taux d'intérêt, ce qui a également accru les revenus tirés des dépôts dans des comptes de passage.

Les revenus du secteur Gestion mondiale d'actifs ont diminué de 83 millions de dollars, ou 12 %, ce qui a découlé essentiellement de changements défavorables de la juste valeur des investissements en capital de démarrage ainsi que du recul de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui a résulté en grande partie de mauvaises conditions de marché. L'incidence du change a également contribué à la diminution précitée.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – International se sont accrus de 21 millions de dollars, ou 27 %, du fait principalement de la hausse du revenu net d'intérêt, ce qui reflète la montée des taux d'intérêt. Ce facteur a été atténué par l'incidence du change et par la baisse des revenus tirés des transactions qui a résulté principalement du ralentissement des activités des clients.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est alourdie de 34 millions de dollars, et ce, principalement pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), ce qui rend principalement compte de la constatation, au cours du trimestre, de dotations liées aux prêts productifs qu'a exigée la dégradation de nos perspectives macroéconomiques, alors que des contrepassations l'avaient été un an plus tôt, lesquelles rendaient compte de l'amélioration de ces perspectives ainsi que de celles concernant la qualité du crédit. Les dotations liées aux prêts douteux inscrites pour le trimestre considéré, au lieu de recouvrements un an plus tôt, ont également accentué la hausse précitée, ce qui a accru de 2 p.b. le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux.

Les frais autres que d'intérêt se sont alourdis de 184 millions de dollars, ou 8 %, sous l'effet surtout d'une hausse des coûts liés au personnel et à la technologie et également de l'incidence du change.

### Troisième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2022

Le bénéfice net s'est renforcé de 27 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent du fait principalement de l'amélioration du revenu net d'intérêt par suite de la hausse des taux d'intérêt, ce qui a été atténué par les profits à la cession de certaines sociétés affiliées secondaires au trimestre précédent et par la diminution de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui rend essentiellement compte de mauvaises conditions de marché.

### Troisième trimestre de 2022 par rapport au troisième trimestre de 2021 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net a monté de 254 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, et ce, en raison surtout de la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et de l'augmentation du revenu net d'intérêt. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'accroissement de la rémunération variable et des coûts liés au personnel ainsi que par la baisse des revenus tirés des transactions.

Le total des revenus s'est amélioré de 1 021 millions de dollars, ou 10 %, en raison essentiellement de l'accroissement de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du fait des ventes nettes et de l'appréciation des marchés. La hausse du revenu net d'intérêt par suite d'une croissance moyenne des volumes de 17 % pour ce qui est des prêts et de 14 % dans le cas des dépôts et de la progression des taux d'intérêt ont également favorisé cette amélioration. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une baisse des revenus tirés des transactions, baisse principalement attribuable au ralentissement des activités des clients.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est accrue de 23 millions de dollars, ou 44 %, et ce, surtout en ce qui a trait au secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National). Cet accroissement reflète en grande partie des recouvrements de prêts douteux dans quelques secteurs un an plus tôt, dont celui des biens de consommation cyclique, alors que des dotations ont été constatées dans la période à l'étude, engendrant une hausse de 4 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux. Ce facteur a été atténué par l'accroissement des contrepassations de dotations liées aux prêts productifs dans la période à l'étude.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 632 millions de dollars, ou 9 %, sous l'effet surtout d'une hausse de la rémunération variable proportionnelle à l'amélioration des résultats. L'augmentation des coûts liés au personnel et à la technologie a également accentué cet accroissement.

## Assurances

	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2022	30 avril 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)					
Revenus autres que d'intérêt					
Primes acquises, montant net	936 \$	1 210 \$	1 094 \$	3 745 \$	3 271 \$
Revenus de placement, profits (pertes) sur les actifs liés aux obligations des détenteurs des polices (1)	245	(1 022)	613	(1 029)	705
Honoraires	52	46	47	150	123
<b>Total des revenus</b>	<b>1 233</b>	<b>234</b>	<b>1 754</b>	<b>2 866</b>	<b>4 099</b>
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	773	(261)	1 218	1 426	2 608
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	77	81	86	241	251
Frais autres que d'intérêt	139	145	155	431	444
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>244</b>	<b>269</b>	<b>295</b>	<b>768</b>	<b>796</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>186 \$</b>	<b>206 \$</b>	<b>234 \$</b>	<b>589 \$</b>	<b>622 \$</b>
<b>Revenus par secteur d'activité</b>					
Assurances – Canada	597 \$	(507)\$	1 136 \$	783 \$	2 121 \$
Assurances – International	636	741	618	2 083	1 978
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	32,3 %	34,6 %	39,5 %	33,1 %	35,4 %
Primes et dépôts (2)	1 155 \$	1 458 \$	1 321 \$	4 427 \$	3 926 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance (1)	115	(1 133)	475	(1 448)	253

- (1) Comprend les profits et pertes latents sur les placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance attribuables aux fluctuations des actifs désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.
- (2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur des assurances.

**Rendement financier****Troisième trimestre de 2022 par rapport au troisième trimestre de 2021**

Le bénéfice net s'est replié de 48 millions de dollars, ou 21 %, par rapport à il y a un an, ce qui s'explique surtout par l'incidence des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité conclus un an plus tôt.

Le total des revenus a reculé de 521 millions de dollars, ou 30 %.

Les revenus du secteur Assurances – Canada ont diminué de 539 millions de dollars, ou 47 %, en raison surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et du repli des ventes de rentes collectives, éléments compensés tous deux en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous.

Les revenus du secteur Assurances – International se sont améliorés de 18 millions de dollars, ou 3 %, du fait surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, ce qui a été atténué par la baisse des revenus générés par la réassurance du risque de longévité, éléments compensés tous deux en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 454 millions de dollars, ou 35 %, sous l'effet essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et de la baisse des ventes de rentes collectives et de la réassurance du risque de longévité, éléments qui sont tous compensés en grande partie dans les revenus. Ces facteurs ont été atténués en partie par l'incidence des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité conclus un an plus tôt.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 16 millions de dollars, ou 10 %, et ce, principalement grâce à la réduction des coûts juridiques et des coûts associés aux initiatives continues visant à rehausser l'efficacité.

**Troisième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2022**

Le bénéfice net a régressé de 20 millions de dollars, ou 10 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de la dégradation de la sinistralité générale.

**Troisième trimestre de 2022 par rapport au troisième trimestre de 2021 (résultats de la période de neuf mois)**

Le bénéfice net s'est affaibli de 33 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique surtout par l'incidence de la diminution des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité, élément compensé en partie par l'amélioration de la sinistralité favorable liée aux placements.

Le total des revenus a reculé de 1 233 millions de dollars, ou 30 %, et ce, à cause principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous. Ce facteur a été neutralisé en partie par la hausse des ventes de rentes collectives et par l'expansion des activités dans le cas de la plupart des produits.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 1 192 millions de dollars, ou 42 %, sous l'effet essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les revenus. L'augmentation de la sinistralité favorable liée aux placements a également favorisé cette diminution. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des ventes de rentes collectives, par l'expansion des activités ainsi que par l'incidence de la diminution des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité.

Les frais autres que d'intérêt se sont repliés de 13 millions de dollars, ou 3 %, en raison surtout de la diminution des coûts associés aux initiatives continues visant à rehausser l'efficacité et de la réduction des coûts juridiques. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la montée des coûts engagés aux fins du soutien des ventes et des activités de service à la clientèle.

## Services aux investisseurs et de trésorerie

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2022	30 avril 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Revenu net d'intérêt	188 \$	148 \$	127 \$	499 \$	305 \$
Revenus autres que d'intérêt	394	403	390	1 221	1 311
<b>Total des revenus</b>	<b>582</b>	<b>551</b>	<b>517</b>	<b>1 720</b>	<b>1 616</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	1	–	(3)	1	(7)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	(4)	–	–	(4)	–
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>(3)</b>	<b>–</b>	<b>(3)</b>	<b>(3)</b>	<b>(7)</b>
Frais autres que d'intérêt	374	398	401	1 192	1 177
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>211</b>	<b>153</b>	<b>119</b>	<b>531</b>	<b>446</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>164 \$</b>	<b>121 \$</b>	<b>88 \$</b>	<b>403 \$</b>	<b>331 \$</b>
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	20,2 %	16,1 %	11,1 %	17,4 %	13,6 %
Moyenne des dépôts	243 800 \$	239 100 \$	221 100 \$	242 300 \$	215 200 \$
Moyenne des dépôts des clients	59 900	61 400	64 600	62 600	63 900
Moyenne des dépôts liés au financement de gros	183 900	177 700	156 500	179 700	151 300
Biens administrés (1)	4 089 900	4 443 800	4 704 400	4 089 900	4 704 400
Moyenne des biens administrés	4 262 100	4 515 400	4 584 300	4 478 500	4 597 700

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	T3 2022 par rapport au T3 2021	T3 2022 par rapport au T2 2022	T3 2022 par rapport au T3 2021
<b>Augmentation (diminution) :</b>			
Total des revenus	(23)\$	(10)\$	(55)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	–	–	–
Frais autres que d'intérêt	(19)	(8)	(50)
<b>Bénéfice net</b>	<b>(3)</b>	<b>(2)</b>	<b>(4)</b>
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(4)%	(1)%	(1)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	9 %	5 %	5 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	10 %	4 %	9 %

(1) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

## Rendement financier

## Troisième trimestre de 2022 par rapport au troisième trimestre de 2021

Le bénéfice net s'est raffermi de 76 millions de dollars, ou 86 %, par rapport à il y a un an, ce qui a découlé essentiellement de la hausse des revenus tirés des dépôts de clients et des activités de financement et de gestion des liquidités.

Le total des revenus a monté de 65 millions de dollars, ou 13 %, du fait surtout de la hausse des revenus tirés des dépôts des clients, hausse reflétant l'élargissement des marges dégagées sur ceux-ci et l'accroissement des revenus générés par les activités de financement et de gestion des liquidités, ce qui témoigne principalement de meilleures occasions sur le marché. Ces facteurs ont été annulés en partie par l'incidence du change.

Les frais autres que d'intérêt se sont repliés de 27 millions de dollars, ou 7 %, en raison surtout de l'incidence du change et des avantages provenant des initiatives continues visant à rehausser l'efficacité.

## Troisième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2022

Le bénéfice net a augmenté de 43 millions de dollars, ou 36 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui est principalement imputable à la hausse des revenus tirés des dépôts des clients par suite de l'élargissement des marges dégagées sur ceux-ci ainsi qu'à l'amélioration des revenus générés par les activités de financement et de gestion des liquidités, facteur reflétant des variations favorables des taux d'intérêt.

## Troisième trimestre de 2022 par rapport au troisième trimestre de 2021 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net s'est accru de 72 millions de dollars, ou 22 %, sur un an, ce qui provient essentiellement de la hausse des revenus tirés des dépôts des clients et des activités de financement et de gestion des liquidités, facteur atténué par l'augmentation des coûts liés à la technologie.

Le total des revenus a monté de 104 millions de dollars, ou 6 %, du fait essentiellement de la hausse des revenus tirés des dépôts des clients, laquelle rend compte de l'amélioration des marges dégagées sur ceux-ci. L'amélioration des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités qui a découlé surtout de la plus forte incidence du niveau élevé des

liquidités de l'entreprise l'exercice précédent, a également contribué à la hausse précitée. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'incidence du change.

Les frais autres que d'intérêt se sont alourdis de 15 millions de dollars, ou 1 %, en raison surtout de la hausse des coûts liés à la technologie. L'augmentation des coûts juridiques, un ajustement favorable de la taxe de vente dans la période correspondante de l'exercice précédent et les variations de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions sont eux aussi à l'origine de cette augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du change et par les avantages provenant des initiatives continues visant à rehausser l'efficacité.

## Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2022	30 avril 2022	31 juillet 2021	31 juillet 2022	31 juillet 2021
Revenu net d'intérêt (1)	1 136 \$	1 181 \$	1 122 \$	3 558 \$	3 442 \$
Revenus autres que d'intérêt (1)	513	1 167	1 341	3 249	4 447
<b>Total des revenus (1)</b>	<b>1 649</b>	<b>2 348</b>	<b>2 463</b>	<b>6 807</b>	<b>7 889</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	19	(66)	(326)	(53)	(465)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	(13)	29	(11)	10	(22)
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>6</b>	<b>(37)</b>	<b>(337)</b>	<b>(43)</b>	<b>(487)</b>
Frais autres que d'intérêt	1 123	1 350	1 363	3 945	4 272
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>520</b>	<b>1 035</b>	<b>1 437</b>	<b>2 905</b>	<b>4 104</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>479 \$</b>	<b>795 \$</b>	<b>1 129 \$</b>	<b>2 304 \$</b>	<b>3 267 \$</b>
<b>Revenus par secteur d'activité</b>					
Grande entreprise et services de banque d'investissement	625 \$	1 123 \$	1 289 \$	3 141 \$	3 598 \$
Marchés mondiaux	1 142	1 350	1 232	3 990	4 420
Autres	(118)	(125)	(58)	(324)	(129)
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	7,1 %	12,8 %	19,7 %	12,0 %	19,0 %
Moyenne du total de l'actif	812 700 \$	794 600 \$	685 600 \$	804 700 \$	707 900 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	128 400	137 300	120 100	135 100	122 100
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	126 000	118 800	98 200	118 600	97 900
Moyenne des dépôts	75 700	83 200	74 100	78 200	73 500
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	(0,04)%	0,09 %	(0,07)%	0,00 %	(0,04)%

(1) La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 juillet 2022 s'est élevée à 143 millions de dollars (145 millions au 30 avril 2022; 130 millions au 31 juillet 2021) et pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2022, elle a été de 430 millions (393 millions au 31 juillet 2021). Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2021.

## Rendement financier

## Troisième trimestre de 2022 par rapport au troisième trimestre de 2021

Le bénéfice net s'est comprimé de 650 millions de dollars, ou 58 %, sur un an, et ce, principalement à cause du repli des revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement ainsi que des contrepassations de dotations liées aux prêts productifs un an plus tôt. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de la rémunération.

Le total des revenus a fléchi de 814 millions de dollars, ou 33 %.

Les revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement se sont repliés de 664 millions de dollars, ou 52 %, en raison surtout de l'incidence des réductions des souscriptions de prêts, essentiellement aux États-Unis, ce qui a résulté en grande partie d'une conjoncture de marché difficile. Le ralentissement des activités de syndication de prêts dans la plupart des régions ainsi que de celles d'origination de titres de créance principalement aux États-Unis et de titres de participation en Amérique du Nord a également accentué le repli. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la progression des revenus générés par les prêts, surtout aux États-Unis et en Europe.

Les revenus du secteur Marchés mondiaux se sont contractés de 90 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement de la diminution des activités d'origination de titres de créance dans toutes les régions et de la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe surtout aux États-Unis. Le ralentissement des activités d'origination de titres de participation dans toutes les régions compte également parmi les facteurs à l'origine de cette contraction. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la progression des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation, et ce, principalement aux États-Unis, ainsi que par l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation du change dans toutes les régions.

Les autres revenus ont régressé de 60 millions de dollars, ce qui rend principalement compte de la hausse des coûts de financement résiduels.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est chiffrée à 6 millions de dollars, contre (337) millions un an auparavant, ce qui rend surtout compte des contrepassations de dotations liées aux prêts productifs constatées à ce moment en raison de l'amélioration de nos perspectives macroéconomiques et de celles concernant la qualité du crédit, tandis que des dotations ont été enregistrées dans le trimestre à l'étude à cause principalement de la dégradation de nos perspectives macroéconomiques.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 240 millions de dollars, ou 18 %, et ce, principalement à cause d'une baisse de la rémunération par suite du recul des résultats.

## Troisième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2022

Le bénéfice net s'est comprimé de 316 millions de dollars, ou 40 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui est principalement attribuable au recul des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, incluant l'incidence

des réductions des souscriptions de prêts, essentiellement aux États-Unis, ce qui a résulté en grande partie d'une conjoncture de marché difficile. Le ralentissement des activités de syndication de prêts aux États-Unis et en Europe ainsi que de celles d'origination de titres de créance et de fusion et acquisition, ainsi que la baisse des revenus tirés des activités de négociation de marchandises dans toutes les régions ont également contribué à la diminution précitée. Ces facteurs ont été compensés en partie par une baisse de la rémunération par suite de la dégradation des résultats ainsi que par la réduction de l'impôt, laquelle reflète des changements dans la composition du bénéfice.

### Troisième trimestre de 2022 par rapport au troisième trimestre de 2021 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net a reculé de 963 millions de dollars, ou 29 %, sur un an, et ce, surtout à cause des contrepassations de dotations liées aux prêts productifs plus élevées qui avaient été constatées un an plus tôt ainsi que du repli des revenus des secteurs Grande entreprise et services de banque d'investissement et Marchés mondiaux. Ces facteurs ont été compensés en partie par une baisse de la rémunération par suite de la détérioration des résultats.

Le total des revenus a fléchi de 1 082 millions de dollars, ou 14 %, ce qui a résulté surtout de la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, incluant l'incidence des réductions des souscriptions de prêts, essentiellement aux États-Unis, lesquelles ont résulté en grande partie d'une conjoncture de marché difficile. Le ralentissement des activités d'origination de titres de créance surtout aux États-Unis ainsi que de titres de participation dans la plupart des régions a également accentué ce fléchissement. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la progression des revenus générés par les prêts, ce qui est survenu principalement aux États-Unis et en Europe.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est chiffrée à (43) millions de dollars, contre (487) millions un an plus tôt, ce qui rend surtout compte de la reprise amorcée, dans les deux périodes, depuis le début de la pandémie de COVID-19, facteur atténué par une dégradation de nos perspectives macroéconomiques dans la période à l'étude. Les dotations constatées à l'égard des prêts douteux dans celle-ci, alors que des recouvrements l'avaient été il y a un an, ont aussi accentué l'augmentation, engendrant une hausse de 4 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 327 millions de dollars, ou 8 %, et ce, principalement à cause d'une baisse de la rémunération par suite de la dégradation des résultats.

### Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2022	le 30 avril 2022	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2021
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	(49)\$	(69)\$	(85)\$	(225)\$	(272)\$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt (1), (2)	(120)	(188)	83	(347)	392
<b>Total des revenus</b> (1), (2)	<b>(169)</b>	<b>(257)</b>	<b>(2)</b>	<b>(572)</b>	<b>120</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit	–	1	–	1	(1)
Frais autres que d'intérêt (2)	2	(118)	69	(178)	346
<b>Bénéfice (perte) avant impôt</b> (1), (2)	<b>(171)</b>	<b>(140)</b>	<b>(71)</b>	<b>(395)</b>	<b>(225)</b>
Charge (économie) d'impôt (1), (2)	(119)	(287)	(59)	(471)	(281)
<b>Bénéfice net (perte nette)</b> (2)	<b>(52)\$</b>	<b>147 \$</b>	<b>(12)\$</b>	<b>76 \$</b>	<b>56 \$</b>

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, les profits (pertes) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquels sont pris en compte dans les revenus, ainsi que la variabilité connexe de la charge de rémunération fondée sur des actions que causent des variations de la juste valeur des passifs liés à ces régimes ont été reclassés du secteur Gestion de patrimoine au secteur Services de soutien généraux. Les montants correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.

En raison de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés pour ce secteur, nous estimons qu'une analyse comparative des périodes n'est pas utile. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Le total des revenus et la charge (l'économie) d'impôt de chaque période comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes et provenant des crédits d'impôt à l'investissement des États-Unis, qui est comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction des revenus a été compensé par une augmentation équivalente de la charge (l'économie) d'impôt.

Le montant de la majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 juillet 2022 s'est établi à 143 millions de dollars, comparativement à 145 millions au trimestre précédent et à 130 millions au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2022, le montant de la majoration au montant imposable équivalent s'est chiffré à 430 millions, contre 393 millions un an plus tôt.

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2022, les revenus ont tenu compte de pertes de 22 millions de dollars (pertes de 154 millions au 30 avril 2022 et profits de 51 millions au 31 juillet 2021) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), et les frais autres que d'intérêt ont inclus une charge de rémunération fondée sur des actions de (15) millions ((122) millions et 59 millions, respectivement, au 30 avril 2022 et au 31 juillet 2021), laquelle a découlé des variations de la juste valeur des

passifs liés aux régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National). Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2022, les revenus ont tenu compte de pertes de 265 millions (profits de 353 millions au 31 juillet 2021) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), et les frais autres que d'intérêt ont inclus une charge de rémunération fondée sur des actions de (208) millions (340 millions au 31 juillet 2021), laquelle a découlé des variations de la juste valeur des passifs liés aux régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National).

Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs, outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent déjà mentionnée, qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

### Troisième trimestre de 2022

La perte nette a été de 52 millions de dollars, ce qui vient essentiellement des coûts non affectés résiduels et d'ajustements fiscaux défavorables.

### Deuxième trimestre de 2022

Le bénéfice net a été de 147 millions de dollars, ce qui vient essentiellement du montant net d'ajustements fiscaux favorables.

### Troisième trimestre de 2021

La perte nette s'est chiffrée à 12 millions de dollars, en raison surtout du montant net d'ajustements fiscaux défavorables, facteur annulé en grande partie par les activités de gestion actif-passif et les coûts non affectés résiduels.

### Troisième trimestre de 2022 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net s'est situé à 76 millions de dollars, en raison principalement du montant net d'ajustements fiscaux favorables.

### Troisième trimestre de 2021 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net a atteint 56 millions de dollars, en raison surtout des activités de gestion actif-passif et des coûts non affectés résiduels, ce qui a été atténué par le montant net d'ajustements fiscaux défavorables.

## Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels subissent l'action de tendances et de facteurs récurrents divers, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux devises. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période).

### Résultats trimestriels <sup>(1)</sup>

	2022				2021			2020
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	5 182 \$	4 739 \$	4 803 \$	4 605 \$	4 651 \$	4 527 \$	4 563 \$	4 373 \$
Gestion de patrimoine <sup>(2)</sup>	3 655	3 605	3 613	3 444	3 373	3 260	3 219	3 061
Assurances	1 233	234	1 399	1 501	1 754	536	1 809	958
Services aux investisseurs et de trésorerie	582	551	587	548	517	534	565	521
Marchés des Capitaux <sup>(3)</sup>	1 649	2 348	2 810	2 298	2 463	2 718	2 708	2 275
Services de soutien généraux <sup>(2), (3)</sup>	(169)	(257)	(146)	(20)	(2)	43	79	(96)
<b>Total des revenus</b>	<b>12 132</b>	<b>11 220</b>	<b>13 066</b>	<b>12 376</b>	<b>12 756</b>	<b>11 618</b>	<b>12 943</b>	<b>11 092</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit	340	(342)	105	(227)	(540)	(96)	110	427
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	850	(180)	997	1 032	1 304	149	1 406	461
Frais autres que d'intérêt	6 386	6 434	6 580	6 583	6 420	6 379	6 542	6 058
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>4 556</b>	<b>5 308</b>	<b>5 384</b>	<b>4 988</b>	<b>5 572</b>	<b>5 186</b>	<b>4 885</b>	<b>4 146</b>
Impôt sur le résultat	979	1 055	1 289	1 096	1 276	1 171	1 038	900
<b>Bénéfice net</b>	<b>3 577 \$</b>	<b>4 253 \$</b>	<b>4 095 \$</b>	<b>3 892 \$</b>	<b>4 296 \$</b>	<b>4 015 \$</b>	<b>3 847 \$</b>	<b>3 246 \$</b>
Bénéfice par action – de base	2,52 \$	2,97 \$	2,84 \$	2,68 \$	2,97 \$	2,76 \$	2,66 \$	2,23 \$
– dilué	2,51	2,96	2,84	2,68	2,97	2,76	2,66	2,23
Taux d'imposition effectif	21,5 %	19,9 %	23,9 %	22,0 %	22,9 %	22,6 %	21,2 %	21,7 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période	0,783 \$	0,789 \$	0,787 \$	0,796 \$	0,812 \$	0,798 \$	0,779 \$	0,756 \$

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

(2) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, les profits (pertes) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquels sont pris en compte dans les revenus, ainsi que la variabilité connexe de la charge de rémunération fondée sur des actions que causent des variations de la juste valeur des passifs liés à ces régimes ont été reclassés du secteur Gestion de patrimoine au secteur Services de soutien généraux. Les montants correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.

(3) Majoration au montant imposable équivalent. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation du rapport annuel 2021.

## Fluctuations saisonnières

Des facteurs saisonniers pourraient se répercuter sur les résultats de certains trimestres. Le premier trimestre a été historiquement celui au cours duquel le secteur Marchés des Capitaux a affiché ses meilleurs résultats. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les autres, ce qui donne généralement lieu à une diminution du revenu net d'intérêt et de certains éléments de charges. Les troisième et quatrième trimestres comprennent les mois estivaux au cours desquels les activités des clients ralentissent habituellement, ce qui peut affaiblir les résultats des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux.

## Analyse des tendances

Le bénéfice a, de façon générale, été à la hausse au cours de la période et a été touché par les facteurs décrits ci-dessous. L'incidence du change influe également sur le bénéfice trimestriel.

Une forte croissance des volumes pendant la période a accru les revenus du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Au cours de la période, la marge nette d'intérêt a subi le contrecoup du rétrécissement des marges attribuable au recul des taux d'intérêt, mais celle des deux derniers trimestres a été soutenue par des hausses de taux.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine ont été favorisés par la croissance des volumes au cours de la période. La moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients a également accentué les variations dans celle-ci et est touchée par la conjoncture de marché. La faiblesse des taux d'intérêt a eu une incidence négative sur les revenus enregistrés dans la majeure partie de la période, mais ceux des deux derniers trimestres ont été soutenus par des hausses de taux.

Les revenus du secteur Assurances ont fluctué durant la période, et ce, en raison surtout de l'incidence des variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et du calendrier des ventes de rentes collectives, éléments qui sont tous deux compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Les ventes de rentes collectives sont généralement plus élevées aux premier et quatrième trimestres.

Les revenus du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie ont, durant la période, été touchés par les fluctuations des taux d'intérêt, la volatilité des marchés et les activités des clients.

Les revenus du secteur Marchés des Capitaux dépendent fortement des conditions de marché qui influent sur les activités des clients, et les résultats du premier trimestre sont généralement meilleurs que ceux des autres. Dans la première moitié de la période, les revenus tirés des activités de négociation ont bénéficié de l'intensification des activités des clients, alors que dans la majeure partie de la seconde, les résultats de telles activités ont été touchés par la normalisation des marchés. À compter du deuxième trimestre de 2022, les honoraires à l'échelle mondiale ont fléchi. Les résultats des activités de négociation ont été encore plus touchés au troisième trimestre de 2022, les conditions de marché étant difficiles, ce qui a réduit les revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, compte tenu de l'incidence des réductions des souscriptions de prêts.

La dotation à la provision pour pertes de crédit est composée de dotations constituées à l'égard des actifs productifs et des actifs dépréciés. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs a varié au cours de la période puisqu'elle est touchée par l'évolution des conditions macroéconomiques, des expositions et de la qualité du crédit. Dans le dernier trimestre de 2020, les dotations constituées à l'égard des actifs productifs ont continué de refléter l'incidence de la pandémie de COVID-19. Tout au long de l'exercice 2021 et de la première moitié de l'exercice 2022, nos perspectives macroéconomiques et celles concernant la qualité du crédit se sont améliorées, les répercussions économiques de la pandémie de COVID-19 s'étant atténuées dans la plupart des régions, ce qui a mené à des contrepassations de dotations liées aux actifs productifs. Au troisième trimestre de 2022, la dégradation de nos perspectives macroéconomiques a exigé un accroissement des dotations. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés a affiché des tendances à la baisse durant la période, ce qui rend principalement compte des conséquences de la reprise qui s'est amorcée après l'essoufflement marqué de l'activité économique au cours de l'année civile 2020 ainsi que de l'incidence des programmes d'aide publique offerts en lien avec la COVID-19, et ce, surtout dans le cas de nos portefeuilles des prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens. Les dotations liées aux prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux ont affiché des tendances à la baisse tout au long de 2021 et en 2022, et ce, en raison principalement de recouvrements.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont connu au cours de la période des fluctuations qui reflètent l'incidence des variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, lesquelles sont touchées par l'évolution des conditions de marché, ainsi que les ventes de rentes collectives, facteurs qui sont tous deux en grande partie compensés dans les revenus. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont également fluctué du fait de l'incidence de la sinistralité liée aux placements et des coûts des sinistres dans la période. Les ajustements actuariels, qui surviennent habituellement au quatrième trimestre de l'exercice, influent également sur les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les frais autres que d'intérêt ont été touchés par les fluctuations de la rémunération variable au cours de la période, fluctuations qui ont été en phase avec celles des revenus et du bénéfice. Les variations de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquelles sont largement compensées dans les revenus, ont également contribué aux fluctuations durant la période et sont touchées par les conditions de marché. Même si nous continuons de porter une attention à nos activités de gestion de l'efficacité, les charges de la période reflètent également nos investissements dans nos ressources humaines et la technologie. Les chiffres du quatrième trimestre de 2021 tiennent compte d'une réserve légale constituée pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), réserve qui a été contrepassée en partie au premier trimestre de 2022.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, et ce, en raison surtout de niveaux d'ajustements fiscaux variables et des changements dans la composition du bénéfice. Pour le deuxième trimestre de 2022, ce taux rendait compte de l'incidence du montant net d'ajustements fiscaux favorables.

## Situation financière

## Bilans résumés

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 juillet 2022	31 octobre 2021
<b>Actif</b>		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	89 110 \$	113 846 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	98 145	79 638
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable (1)	298 795	284 724
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	318 565	307 903
Prêts		
Prêts de détail	538 389	503 598
Prêts de gros	261 592	218 066
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(3 667)	(4 089)
Autres – Dérivés	122 058	95 541
– Autres (2)	119 105	107 096
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 842 092 \$</b>	<b>1 706 323 \$</b>
<b>Passif</b>		
Dépôts	1 178 604 \$	1 100 831 \$
Autres – Dérivés	119 868	91 439
– Autres (2)	429 511	405 698
Débiteures subordonnées	10 111	9 593
Total du passif	1 738 094	1 607 561
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires</b>	<b>103 898</b>	<b>98 667</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	100	95
Total des capitaux propres	103 998	98 762
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 842 092 \$</b>	<b>1 706 323 \$</b>

(1) Inclut les titres de placement et les titres détenus à des fins de transaction.

(2) Les postes Autres – Autres dans les actifs et passifs comprennent respectivement l'actif net des fonds distincts ou le passif net des fonds distincts.

## Troisième trimestre de 2022 par rapport au quatrième trimestre de 2021

Le total de l'actif a augmenté de 136 milliards de dollars, ou 8 %, par rapport au 31 octobre 2021. L'incidence du change a accru le total de l'actif de 60 milliards.

La trésorerie et les montants à recevoir de banques ont baissé de 25 milliards de dollars, ou 22 %, en raison principalement de la diminution des dépôts auprès de banques centrales, ce qui reflète nos activités de gestion de la trésorerie et des liquidités à court terme.

Les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques se sont renforcés de 19 milliards de dollars, ou 23 %, sous l'effet principalement de la hausse des dépôts auprès de banques centrales, ce qui rend compte de nos activités de gestion de la trésorerie et des liquidités.

Les titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, se sont améliorés de 14 milliards de dollars, ou 5 %, en raison surtout de la hausse des titres émis par l'État et des titres de créance de sociétés, ce qui reflète de bonnes occasions de marché à court terme, et de l'incidence du change. Ces facteurs ont été atténués par la diminution des titres de participation détenus à des fins de transaction.

Les actifs achetés en vertu de conventions de revente et les titres empruntés ont augmenté de 11 milliards de dollars, ou 3 %, en raison principalement de l'accroissement de la demande des clients et de l'incidence du change.

Les prêts (déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts) ont monté de 79 milliards de dollars, ou 11 %, en raison surtout de la croissance des volumes des prêts de gros et des prêts hypothécaires résidentiels.

Les actifs dérivés se sont accrus de 27 milliards de dollars, ou 28 %, du fait principalement de l'incidence du change, ce qui a été neutralisé en partie par la diminution des contrats de taux d'intérêt.

Les autres actifs ont progressé de 12 milliards de dollars, ou 11 %, ce qui reflète surtout l'accroissement des garanties en espèces et des marges sur les dépôts.

Le total du passif s'est alourdi de 131 milliards de dollars, ou 8 %. L'incidence du change a accru ce total de 60 milliards.

Les dépôts ont monté de 78 milliards de dollars, ou 7 %, du fait principalement de l'émission de billets à long et court terme en raison des besoins de financement et de la hausse des dépôts de détail. L'incidence du change a également accentué cette augmentation.

Les passifs dérivés ont monté de 28 milliards de dollars, ou 31 %, en raison principalement de l'incidence du change, ce qui a été neutralisé en partie par la diminution des contrats de taux d'intérêt.

Les autres passifs ont augmenté de 24 milliards de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la hausse des engagements liés aux conventions de revente, ce qui rend compte de l'intensification des activités des clients, ainsi que de la montée des garanties en espèces.

Le total des capitaux propres a crû de 5 milliards de dollars, ou 5 %, ce qui est principalement attribuable au bénéfice, déduction faite des dividendes, et aux autres éléments du résultat global. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les rachats d'actions.

## Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas inscrites dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, des fonds propres et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Il peut s'agir en l'occurrence de transactions avec des entités structurées et de l'émission de garanties. Ces transactions donnent lieu à des risques divers tels que les risques de marché, de crédit, et de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2022.

Ce qui suit constitue une mise à jour de nos principales transactions hors bilan, lesquelles sont décrites aux pages 54 à 56 de notre rapport annuel 2021.

### Participations dans des entités structurées non consolidées

#### *Conduits multicédants gérés par RBC*

Nous administrons des conduits multicédants qui servent essentiellement à titriser des actifs financiers de nos clients. Notre risque de perte maximal aux termes de telles transactions provient surtout des facilités de garantie de liquidités et de rehaussement de crédit partiel que nous accordons à ces conduits. Au 31 juillet 2022, le total de l'actif des conduits multicédants était de 45 milliards de dollars (40 milliards au 31 octobre 2021) et notre risque de perte maximal se chiffrait à 45 milliards (41 milliards au 31 octobre 2021). La hausse reflète l'incidence du change ainsi que l'intensification des activités de titrisation depuis le 31 octobre 2021, dans quelques catégories d'actifs, principalement les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts aux étudiants. L'incidence du change a également contribué à cette augmentation.

Au 31 juillet 2022, le total du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par les conduits s'élevait à 29 milliards de dollars (25 milliards au 31 octobre 2021). La totalité de ce PCAA (la totalité au 31 octobre 2021) a obtenu une notation parmi les plus élevées octroyées par les agences de notation concernées.

## Gestion du risque

### Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité possible ou la réticence d'un débiteur à s'acquitter de ses obligations contractuelles au moment opportun et il peut découler directement du risque de défaillance d'un débiteur principal (p. ex., émetteur, débiteur, contrepartie, emprunteur ou titulaire de police), être indirect et associé à un débiteur secondaire (p. ex., garant ou réassureur) et relever d'un risque hors bilan, d'un risque de crédit éventuel, d'un risque de crédit connexe ou d'un risque transactionnel. Le risque de crédit comprend le risque de contrepartie qui découle des activités de négociation et des activités autres que de négociation.

Notre cadre de gestion du risque de crédit d'entreprise ainsi que les politiques qui le sous-tendent ont pour objet de définir clairement les rôles et les responsabilités, les pratiques acceptables, les limites et les contrôles clés. Aucun changement important n'a été apporté à notre cadre de gestion du risque de crédit d'entreprise, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2021.

**Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés) (1)**

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Les tableaux ci-après présentent la répartition par secteur géographique.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 juillet 2022					
	Prêts hypothécaires résidentiels					Marges de crédit sur valeur nette (3)
	Assurés (2)		Non assurés		Total	Total
<b>Secteur géographique (4)</b>						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	8 430 \$	46 %	9 792 \$	54 %	18 222 \$	1 638 \$
Québec	12 545	29	30 262	71	42 807	3 244
Ontario	31 590	17	152 599	83	184 189	16 894
Alberta	19 917	48	21 958	52	41 875	5 046
Saskatchewan et Manitoba	8 922	43	11 670	57	20 592	1 955
Colombie-Britannique et territoires	12 473	18	58 121	82	70 594	7 535
<b>Total – Canada (5)</b>	<b>93 877</b>	<b>25</b>	<b>284 402</b>	<b>75</b>	<b>378 279</b>	<b>36 312</b>
États-Unis	–	–	29 066	100	29 066	1 525
Autres pays	–	–	2 839	100	2 839	1 607
<b>Total – Autres pays</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>31 905</b>	<b>100</b>	<b>31 905</b>	<b>3 132</b>
<b>Total</b>	<b>93 877 \$</b>	<b>23 %</b>	<b>316 307 \$</b>	<b>77 %</b>	<b>410 184 \$</b>	<b>39 444 \$</b>

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 30 avril 2022					
	Prêts hypothécaires résidentiels					Marges de crédit sur valeur nette (3)
	Assurés (2)		Non assurés		Total	Total
<b>Secteur géographique (4)</b>						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	8 324 \$	47 %	9 458 \$	53 %	17 782 \$	1 610 \$
Québec	12 539	30	29 177	70	41 716	3 175
Ontario	32 174	18	146 554	82	178 728	16 473
Alberta	20 083	48	21 394	52	41 477	5 159
Saskatchewan et Manitoba	8 962	45	10 913	55	19 875	1 939
Colombie-Britannique et territoires	12 694	18	56 011	82	68 705	7 490
<b>Total – Canada (5)</b>	<b>94 776</b>	<b>26</b>	<b>273 507</b>	<b>74</b>	<b>368 283</b>	<b>35 846</b>
États-Unis	–	–	27 245	100	27 245	1 437
Autres pays	–	–	2 842	100	2 842	1 558
<b>Total – Autres pays</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>30 087</b>	<b>100</b>	<b>30 087</b>	<b>2 995</b>
<b>Total</b>	<b>94 776 \$</b>	<b>24 %</b>	<b>303 594 \$</b>	<b>76 %</b>	<b>398 370 \$</b>	<b>38 841 \$</b>

(1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).

(2) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaillance auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.

(3) Comprend des marges de crédit sur valeur nette assurées et non assurées totalisant 39 419 millions de dollars et 25 millions, respectivement (38 815 millions et 26 millions, respectivement, au 30 avril 2022) et sont présentées dans les prêts aux particuliers. Les montants indiqués pour les États-Unis et les Autres pays comprennent les prêts à terme garantis par des immeubles résidentiels.

(4) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

(5) Le total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 378 milliards de dollars (368 milliards au 30 avril 2022) comprend des prêts hypothécaires commerciaux de 11 milliards (11 milliards au 30 avril 2022) dans le secteur Services bancaires canadiens, dont une tranche de 8 milliards (8 milliards au 30 avril 2022) est assurée, ainsi que des prêts hypothécaires résidentiels de 17 milliards (17 milliards au 30 avril 2022) détenus à des fins de titrisation dans le secteur Marchés des Capitaux. Tous les prêts hypothécaires résidentiels détenus à des fins de titrisation sont assurés (tous assurés au 30 avril 2022).

**Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement (1)**

Le tableau ci-après présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents.

Période d'amortissement	Aux					
	31 juillet 2022			30 avril 2022		
	Canada (2)	États-Unis et autres pays	Total	Canada (2)	États-Unis et autres pays	Total
25 ans ou moins	60 %	25 %	57 %	66 %	26 %	63 %
De 25 à 30 ans	16	75	21	22	74	26
De 30 à 35 ans	4	–	4	12	–	11
Plus 35 ans	20	–	18	–	–	–
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

- (1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).
- (2) Selon notre politique, les nouveaux prêts hypothécaires sont accordés avec des périodes d'amortissement de 30 ans ou moins. Les périodes d'amortissement de plus de 30 ans indiquent l'incidence de la hausse des taux d'intérêt sur nos portefeuilles de prêts hypothécaires à taux variables.

**Ratio prêt-valeur moyen (1)**

Le tableau ci-après présente un sommaire de nos ratios prêt-valeur moyens des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio RBC® par secteur géographique, ainsi que les ratios prêt-valeur respectifs pour le total de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens en cours.

	Pour les trimestres clos				Pour la période de neuf mois close	
	le 31 juillet 2022		le 30 avril 2022		le 31 juillet 2022	
	Non assurés		Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC® (3)	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC® (3)	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC® (3)
<b>Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période, par secteur géographique (4)</b>						
Provinces de l'Atlantique	72 %	73 %	73 %	74 %	73 %	73 %
Québec	72	73	72	72	72	73
Ontario	70	66	70	66	70	67
Alberta	73	73	73	73	73	73
Saskatchewan et Manitoba	74	75	74	75	74	75
Colombie-Britannique et territoires	69	65	68	66	68	66
États-Unis	75	n.s.	73	n.s.	75	n.s.
Autres pays	72	n.s.	73	n.s.	72	n.s.
<b>Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période (5), (6)</b>	<b>71 %</b>	<b>68 %</b>	<b>71 %</b>	<b>68 %</b>	<b>71 %</b>	<b>68 %</b>
<b>Total du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens (7)</b>	<b>49 %</b>	<b>44 %</b>	<b>50 %</b>	<b>45 %</b>	<b>49 %</b>	<b>44 %</b>

- (1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).
- (2) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio RBC®.
- (3) Les produits de la gamme Marge Proprio RBC® comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.
- (4) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
- (5) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio RBC® sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors de l'origination.
- (6) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio RBC®, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio RBC® divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.
- (7) Pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'indice composite de prix des maisons Teranet – Banque Nationale.
- n.s. non significatif

**Risque net lié au financement de gros des autres pays par région, par type d'actif et par type de client** (1), (2)

Le tableau qui suit présente une ventilation de notre exposition au risque de crédit par région, par type d'actif et par type de client.

(en millions de dollars canadiens)	Aux								30 avril 2022
	31 juillet 2022								
	Type d'actif				Type de client				
Prêts en cours	Titres (3)	Mise en pension de titres	Dérivés	Institutions financières	Organismes souverains	Grandes entreprises	Total	Total	
Europe (excluant le Royaume-Uni)	15 452 \$	33 352 \$	2 066 \$	2 500 \$	18 579 \$	22 125 \$	12 666 \$	53 370 \$	54 645 \$
Royaume-Uni	8 658	30 894	1 037	2 133	16 247	17 750	8 725	42 722	41 108
Amérique latine et Antilles	8 665	11 429	388	163	7 442	5 324	7 879	20 645	20 499
Asie-Pacifique	6 327	28 948	995	622	10 143	21 867	4 882	36 892	42 715
Autres (4)	223	95	507	4	576	11	242	829	673
<b>Risque net des autres pays (5), (6)</b>	<b>39 325 \$</b>	<b>104 718 \$</b>	<b>4 993 \$</b>	<b>5 422 \$</b>	<b>52 987 \$</b>	<b>67 077 \$</b>	<b>34 394 \$</b>	<b>154 458 \$</b>	<b>159 640 \$</b>

- (1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.
- (2) Les risques sont calculés selon la juste valeur, déduction faite de la valeur des sûretés, lesquelles représentent 357 milliards de dollars donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres (376 milliards au 30 avril 2022) et 12 milliards à l'égard des dérivés (13 milliards au 30 avril 2022).
- (3) Les titres comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 13 milliards de dollars (16 milliards au 30 avril 2022), des dépôts de 60 milliards (57 milliards au 30 avril 2022) et des titres de placement de 32 milliards (35 milliards au 30 avril 2022).
- (4) Comprend les expositions au risque au Moyen-Orient et en Afrique.
- (5) Exclut un risque de 3 158 millions de dollars (3 685 millions au 30 avril 2022) lié aux organismes supranationaux.
- (6) Reflète une tranche de 2 351 millions de dollars au titre de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont généralement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché (2 137 millions au 30 avril 2022).

**Rendement au chapitre de la qualité du crédit**

Les tableaux et analyses suivants, qui portent sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit, fournissent de l'information sur les prêts, lesquels englobent les prêts, les acceptations et les engagements, ainsi que sur les autres actifs financiers.

**Montant brut des prêts douteux**

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux et pour les trimestres clos les		
	31 juillet 2022	30 avril 2022	31 octobre 2021
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 352 \$	1 449 \$	1 590 \$
Gestion de patrimoine	222	226	233
Marchés des Capitaux	485	462	485
<b>Total du montant brut des prêts douteux</b>	<b>2 059 \$</b>	<b>2 137 \$</b>	<b>2 308 \$</b>
Prêts douteux, solde au début de la période	2 137 \$	2 141 \$	2 561 \$
Classés comme douteux au cours de la période (nouveaux prêts douteux) (1)	458	398	298
Remboursements nets (1)	(92)	(103)	(106)
Montants sortis du bilan	(290)	(260)	(286)
Autres (2)	(154)	(39)	(159)
Prêts douteux, solde à la fin de la période	2 059 \$	2 137 \$	2 308 \$
<b>Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations</b>			
Total du montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,25 %	0,27 %	0,31 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,24 %	0,26 %	0,30 %
Services bancaires canadiens	0,18 %	0,20 %	0,24 %
Services bancaires dans les Antilles	4,36 %	4,43 %	4,65 %
Gestion de patrimoine	0,22 %	0,22 %	0,26 %
Marchés des Capitaux	0,38 %	0,37 %	0,45 %

- (1) Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires canadiens sont généralement attribuées aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux remboursements nets et à certaines autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés. Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires dans les Antilles sont généralement attribuées aux remboursements nets et aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux remboursements nets et à certaines autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés.
- (2) Tient compte des prêts de nouveau productifs pour la période, des recouvrements au titre des prêts et avances sortis du bilan précédemment, des prêts vendus et des écarts de change et autres variations.

**Troisième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2022**

Le total du montant brut des prêts douteux a fléchi de 78 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, et le ratio total du montant brut des prêts douteux a diminué de 2 p.b. du fait du recul des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, ce qui a été annulé en partie par la hausse des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a baissé de 97 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement d'une diminution des prêts douteux des portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens. La diminution des prêts douteux des portefeuilles de prêts aux entreprises dans

quelques secteurs d'activité de ce même secteur, dont celui de la consommation discrétionnaire, a également contribué à la baisse.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux s'est alourdi de 23 millions de dollars, ou 5 %, à cause de l'augmentation de tels prêts dans quelques secteurs d'activité, dont l'immobilier et autres, les produits industriels et les biens de consommation de base, ce qui a été atténué par le recul des prêts douteux dans ceux du transport et du pétrole et du gaz.

### Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Aux		
	31 juillet 2022	30 avril 2022	31 octobre 2021
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	3 174 \$	3 029 \$	3 478 \$
Gestion de patrimoine	303	299	320
Marchés des Capitaux	532	557	620
Services de soutien généraux et autres (1)	2	2	1
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts</b>	<b>4 011</b>	<b>3 887</b>	<b>4 419</b>
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers (2)</b>	<b>32</b>	<b>39</b>	<b>52</b>
<b>Total de la correction de valeur pour pertes de crédit</b>	<b>4 043 \$</b>	<b>3 926 \$</b>	<b>4 471 \$</b>
La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts comprend ce qui suit :			
Prêts de détail	2 190 \$	2 053 \$	2 287 \$
Prêts de gros	1 149	1 114	1 435
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs</b>	<b>3 339 \$</b>	<b>3 167 \$</b>	<b>3 722 \$</b>
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>672</b>	<b>720</b>	<b>697</b>

(1) Tient compte de la correction de valeur pour pertes de crédit constatée dans les secteurs Services de soutien généraux, Assurances et Services aux investisseurs et de trésorerie.

(2) La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers représente principalement la correction de valeur pour les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti, les débiteurs et les garanties financières.

### Troisième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2022

Le total de la correction de valeur pour pertes de crédit s'est accru de 117 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète principalement une hausse de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts de 124 millions.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs a monté de 172 millions de dollars, en hausse de 5 %, et ce, en raison essentiellement de l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux, ce qui a découlé principalement de la dégradation de nos perspectives macroéconomiques.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a baissé de 48 millions, ou 7 %, du fait de la diminution de la correction de valeur pour pertes de crédit des secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine.

Pour plus de détails, se reporter à la note 5 de nos états financiers résumés.

## Risque de marché

Le risque de marché s'entend de l'incidence des prix du marché sur notre situation financière, notamment les profits ou les pertes potentiels découlant des fluctuations de variables déterminées par le marché telles que les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les prix des marchandises, les taux de change et les volatilités implicites. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de marché depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2021. À l'aide de ce cadre de gestion, nous cherchons continuellement à nous assurer que les risques de marché auxquels nous sommes exposés cadrent avec les contraintes relatives à l'appétit pour le risque établies par le Conseil d'administration.

Les contrôles du risque de marché prévoient des plafonds relatifs aux mesures fondées sur des probabilités utilisées pour déterminer les pertes potentielles des positions liées aux activités de négociation, telles que la valeur à risque (VAR), la valeur à risque en période de tensions (VAR en période de tensions), les simulations de crise et les exigences supplémentaires liées au risque. Des contrôles du risque de marché sont aussi mis en place pour gérer le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (RTIPB). Afin d'assurer la surveillance et le contrôle du RTIPB, nous évaluons deux principaux paramètres, soit le risque lié au revenu net d'intérêt et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, en fonction d'une variété de chocs sur les marchés, de scénarios et d'horizons temporels. Il n'y a eu aucun changement important à la méthodologie de mesure du RTIPB ni aux contrôles et limites relatifs à cette mesure, depuis ceux décrits dans notre rapport annuel 2021. Pour plus de détails sur notre approche de gestion du risque de marché, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2021.

### Évaluations du risque de marché – Positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

#### VAR et VAR en période de tensions

Les tableaux ci-après présentent les données ayant trait à la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2022				30 avril 2022		31 juillet 2021	
	Pour le trimestre clos à cette date				Pour le trimestre clos à cette date		Pour le trimestre clos à cette date	
	Au	Moyenne	Haut	Bas	Au	Moyenne	Au	Moyenne
Titres de participation	38 \$	36 \$	47 \$	29 \$	46 \$	33 \$	20 \$	19 \$
Change	4	3	4	2	3	4	4	5
Marchandises	5	5	6	4	4	4	4	3
Taux d'intérêt (1)	42	31	46	18	22	22	39	49
Risque de crédit spécifique (2)	7	7	8	6	7	8	7	9
Effet de diversification (3)	(34)	(32)	n.s.	n.s.	(27)	(25)	(30)	(41)
<b>VAR liée à la gestion du risque de marché (4)</b>	<b>62 \$</b>	<b>50 \$</b>	<b>67 \$</b>	<b>36 \$</b>	<b>55 \$</b>	<b>46 \$</b>	<b>44 \$</b>	<b>44 \$</b>
<b>VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché (5)</b>	<b>150 \$</b>	<b>102 \$</b>	<b>161 \$</b>	<b>49 \$</b>	<b>101 \$</b>	<b>80 \$</b>	<b>50 \$</b>	<b>50 \$</b>

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2022				31 juillet 2021	
	Pour la période de neuf mois close à cette date				Pour la période de neuf mois close à cette date	
	Au	Moyenne	Haut	Bas	Au	Moyenne
Titres de participation	38 \$	34 \$	48 \$	21 \$	20 \$	18 \$
Change	4	4	7	2	4	4
Marchandises	5	4	6	3	4	3
Taux d'intérêt (1)	42	31	62	17	39	44
Risque de crédit spécifique (2)	7	8	10	6	7	8
Effet de diversification (3)	(34)	(30)	n.s.	n.s.	(30)	(35)
<b>VAR liée à la gestion du risque de marché (4)</b>	<b>62 \$</b>	<b>51 \$</b>	<b>87 \$</b>	<b>34 \$</b>	<b>44 \$</b>	<b>42 \$</b>
<b>VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché (5)</b>	<b>150 \$</b>	<b>84 \$</b>	<b>161 \$</b>	<b>47 \$</b>	<b>50 \$</b>	<b>52 \$</b>

(1) Le risque lié à l'écart de taux général et le risque lié à l'écart de financement associé aux dérivés non garantis sont inclus dans la VAR liée aux taux d'intérêt.

(2) Le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(3) La VAR liée à la gestion du risque de marché est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification des facteurs de risque.

(4) La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché et de la VAR en période de tensions du trimestre clos le 31 juillet 2022 tient compte de 7 millions de dollars et de 32 millions, respectivement (3 millions et 21 millions au 30 avril 2022; 16 millions et 17 millions au 31 juillet 2021) en lien avec les engagements de souscription de prêts.

(5) La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché et de la VAR en période de tensions de la période de neuf mois close le 31 juillet 2022 tient compte de 6 millions de dollars et de 21 millions, respectivement (14 millions et 16 millions au 31 juillet 2021) en lien avec les engagements de souscription de prêts.

n.s. non significatif

### Troisième trimestre de 2022 par rapport au troisième trimestre de 2021

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 50 millions de dollars, en hausse de 6 millions sur un an, ce qui a découlé de l'incidence de la volatilité accrue des marchés, dans le trimestre considéré, sur notre portefeuille de dérivés sur titres de participation et d'une baisse des avantages de notre diversification. Ces facteurs ont été neutralisés

en partie par le fait que les conséquences, au deuxième trimestre de 2020, de la forte volatilité des marchés ne sont plus reflétées dans l'historique de la VAR sur deux exercices.

La moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 102 millions de dollars, affichant ainsi une augmentation de 52 millions, laquelle provient principalement d'une conjoncture de marché défavorable dans le trimestre à l'étude, ce qui a influé sur les engagements de souscription de prêts, d'une plus grande exposition dans nos portefeuilles de titres à revenu fixe et de dérivés sur taux d'intérêt ainsi que des conséquences que l'intensification de la volatilité des marchés dans le trimestre à l'étude a eues sur notre portefeuille de dérivés sur titres de participation.

### Troisième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2022

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 50 millions de dollars, affichant une hausse de 4 millions en regard du trimestre précédent, ce qui provient d'une conjoncture de marché défavorable dans le trimestre à l'étude, laquelle a influé sur les engagements de souscription de prêts, ainsi que des répercussions que la plus forte volatilité des marchés dans le trimestre à l'étude a eues sur nos portefeuilles de dérivés sur titres de participation et de titres à revenu fixe, facteurs atténués par une augmentation des avantages de notre diversification.

La moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 102 millions de dollars, s'étant élargie de 22 millions, à cause surtout d'une conjoncture de marché défavorable dans le trimestre à l'étude, ce qui a influé sur les engagements de souscription de prêts, ainsi que des répercussions que la plus forte volatilité des marchés dans ces trois mêmes mois a eues sur nos portefeuilles de dérivés sur titres de participation.

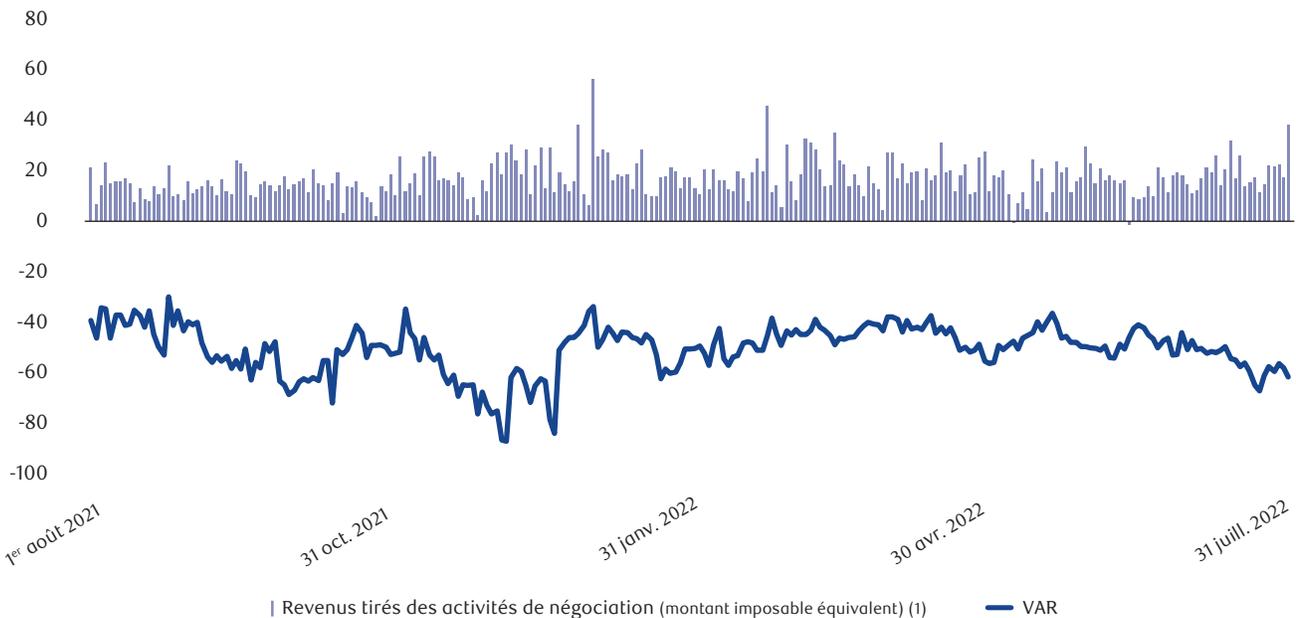
### Troisième trimestre de 2022 par rapport au troisième trimestre de 2021 (résultats de la période de neuf mois)

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché a été de 51 millions de dollars, en hausse de 9 millions sur un an, ce qui a découlé de l'incidence de la volatilité accrue des marchés, dans la période considérée, sur notre portefeuille de dérivés sur titres de participation et d'une baisse des avantages de notre diversification. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le fait que les répercussions, au deuxième trimestre de 2020, de la forte volatilité des marchés ne sont plus reflétées dans l'historique de la VAR sur deux exercices.

La moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 84 millions de dollars, affichant ainsi une augmentation de 32 millions, laquelle provient principalement d'une plus grande exposition dans nos portefeuilles de titres à revenu fixe et de dérivés sur taux d'intérêt ainsi que d'une conjoncture de marché défavorable dans la période à l'étude, ce qui a influé sur les engagements de souscription de prêts.

Le graphique ci-après illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens (graphique à barres), ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché (graphique linéaire). Pour le trimestre clos le 31 juillet 2022, nous avons subi deux journées de pertes de négociation, exclusion faite de l'incidence des engagements de souscription de prêts, totalisant 2 millions de dollars et pour le trimestre clos le 30 avril 2022, nous n'avons subi aucune perte de négociation nette.

Revenus tirés des activités de négociation (montant imposable équivalent) (1) et VAR (en millions de dollars canadiens)



(1) À compter du troisième trimestre de 2022, les revenus tirés des activités de négociation (montant imposable équivalent) dans le graphique ci-dessus excluent l'incidence des engagements de souscription de prêts. Les montants correspondants ont été révisés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.

### Évaluations du risque de marché – Actifs et passifs de RBC Assurances®

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans

les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Au 31 juillet 2022, nous détenions des actifs à l'appui de passifs d'assurance de 12 milliards de dollars (12 milliards au 30 avril 2022).

### Évaluations du risque de marché – Sensibilités au RTIPB

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 p.b. des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres prévus sur une période de 12 mois, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur les positions du bilan et hors bilan actuelles, lesquelles peuvent changer avec le temps en réaction aux activités commerciales et aux mesures prises par la direction.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2022						30 avril 2022		31 juillet 2021	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (1)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain	Total	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain	Total				
<b>Incidence avant impôt d'une :</b>										
augmentation des taux de 100 p.b.	(1 297)\$	(114)\$	(1 411)\$	802 \$	289 \$	1 091 \$	(2 054)\$	1 087 \$	(1 935)\$	1 002 \$
diminution des taux de 100 p.b.	1 218	(304)	914	(858)	(331)	(1 189)	1 728	(1 214)	1 534	(852)

(1) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

Au 31 juillet 2022, un choc immédiat et soutenu constituant une diminution de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 1 189 millions de dollars sur notre revenu net d'intérêt, contre 1 214 millions au trimestre précédent, et un choc immédiat et soutenu constituant une augmentation de 100 p.b. aurait eu sur notre revenu net d'intérêt une incidence positive de 1 091 millions, contre 1 087 millions au trimestre précédent. Au 31 juillet 2022, un choc immédiat et soutenu constituant une augmentation de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 1 411 millions sur la valeur économique des capitaux propres de la banque, comparativement à 2 054 millions au trimestre précédent. D'un trimestre à l'autre, la sensibilité du revenu net d'intérêt est demeurée relativement stable, alors que la sensibilité de la valeur économique des capitaux propres a faibli, et ce, en raison surtout d'une légère diminution de la durée des actifs à taux fixe. Au cours du troisième trimestre de 2022, les risques liés au revenu net d'intérêt et à la valeur économique des capitaux propres sont demeurés dans les limites approuvées.

## Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan

Les tableaux ci-après illustrent le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ce qui illustre la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes évaluations du risque.

	Au 31 juillet 2022			Risque principal lié aux activités autres que de négociation
	Évaluation du risque de marché			
(en millions de dollars canadiens)	Montant figurant au bilan	Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
<b>Actifs exposés au risque de marché</b>				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	89 110 \$	– \$	89 110 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	98 145	86 863	11 282	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	141 986	130 373	11 613	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	156 809	–	156 809	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	318 565	268 448	50 117	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	538 389	4 694	533 695	Taux d'intérêt
Prêts de gros	261 592	9 268	252 324	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(3 667)	–	(3 667)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts	2 690	–	2 690	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	122 058	119 543	2 515	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	102 929	8 797	94 132	Taux d'intérêt
<b>Actifs non exposés au risque de marché (3)</b>	<b>13 486</b>			
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 842 092 \$</b>	<b>627 986 \$</b>	<b>1 200 620 \$</b>	
<b>Passifs exposés au risque de marché</b>				
Dépôts	1 178 604 \$	138 005 \$	1 040 599 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts	2 690	–	2 690	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	38 504	38 504	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	281 149	259 108	22 041	Taux d'intérêt
Dérivés	119 868	111 471	8 397	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	87 252	10 648	76 604	Taux d'intérêt
Débiteures subordonnées	10 111	–	10 111	Taux d'intérêt
<b>Passifs non exposés au risque de marché (4)</b>	<b>19 916</b>			
<b>Total du passif</b>	<b>1 738 094 \$</b>	<b>557 736 \$</b>	<b>1 160 442 \$</b>	
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>103 998</b>			
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 842 092 \$</b>			

- (1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions, aux exigences supplémentaires liées au risque et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.
- (2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances® et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.
- (3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs.
- (4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2022			
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		Risque principal lié aux activités autres que de négociation
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
<b>Actifs exposés au risque de marché</b>				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	115 929 \$	– \$	115 929 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	68 829	58 319	10 510	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	143 766	132 464	11 302	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	154 549	–	154 549	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	316 698	271 184	45 514	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	525 183	5 382	519 801	Taux d'intérêt
Prêts de gros	252 847	9 839	243 008	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(3 566)	–	(3 566)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts	2 659	–	2 659	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	156 204	152 811	3 393	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	101 282	9 076	92 206	Taux d'intérêt
<b>Actifs non exposés au risque de marché (3)</b>	<b>14 192</b>			
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 848 572 \$</b>	<b>639 075 \$</b>	<b>1 195 305 \$</b>	
<b>Passifs exposés au risque de marché</b>				
Dépôts	1 151 597 \$	132 342 \$	1 019 255 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts	2 659	–	2 659	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	39 464	39 464	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	279 338	252 307	27 031	Taux d'intérêt
Dérivés	151 541	143 679	7 862	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	91 069	10 424	80 645	Taux d'intérêt
Déventures subordonnées	10 276	–	10 276	Taux d'intérêt
<b>Passifs non exposés au risque de marché (4)</b>	<b>18 223</b>			
<b>Total du passif</b>	<b>1 744 167 \$</b>	<b>578 216 \$</b>	<b>1 147 728 \$</b>	
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>104 405</b>			
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 848 572 \$</b>			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions, aux exigences supplémentaires liées au risque et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances® et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.

(3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs.

(4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs.

## Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement (risque de liquidité) est le risque que nous ne soyons pas en mesure de générer en temps opportun et de façon rentable la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à nos engagements. Le risque de liquidité résulte de la non-concordance de l'échéancier et de la valeur des flux de trésorerie, en ce qui concerne tant les éléments figurant au bilan que ceux hors bilan.

Notre cadre de gestion du risque de liquidité est structuré de manière à nous procurer les liquidités suffisantes pour satisfaire aux engagements courants et éventuels en temps normal et en période de crise. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de liquidité décrit dans notre rapport annuel 2021.

Nous maintenons toujours une position de liquidité et de financement que nous jugeons appropriée aux fins de l'exécution de notre stratégie. Le risque de liquidité auquel nous sommes exposés demeure largement dans les limites de notre appétit pour le risque.

### Réserve de liquidités

Notre réserve de liquidités est constituée d'actifs liquides non grevés disponibles. Notre capacité inutilisée en matière de financement de gros, laquelle est évaluée régulièrement, pourrait constituer une autre source de liquidités pour atténuer des périodes de tensions, mais nous ne la prenons pas en considération pour le calcul de la réserve de liquidités. De même, sont également exclus du calcul de la réserve de liquidités les facilités de crédit non engagées et inutilisées consenties par des banques centrales auxquelles nous pouvons accéder sous réserve de certaines conditions préalables établies par les diverses banques centrales (p. ex., la Banque du Canada, la Réserve fédérale, la Banque d'Angleterre et la Banque de France), ainsi que les montants admissibles à titre de garanties auprès de la Federal Reserve Bank of New York (FRBNY) et d'une Federal Home Loan Bank (FHLB).

	Au 31 juillet 2022				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et montants à recevoir de banques	89 110 \$	– \$	89 110 \$	3 740 \$	85 370 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	98 145	–	98 145	–	98 145
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	231 807	336 895	568 702	393 647	175 055
Autres titres	109 860	120 045	229 905	135 470	94 435
Autres actifs liquides (2)	39 305	–	39 305	36 816	2 489
<b>Total des actifs liquides</b>	<b>568 227 \$</b>	<b>456 940 \$</b>	<b>1 025 167 \$</b>	<b>569 673 \$</b>	<b>455 494 \$</b>

	Au 30 avril 2022				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et montants à recevoir de banques	115 929 \$	– \$	115 929 \$	3 612 \$	112 317 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	68 829	–	68 829	–	68 829
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	224 391	329 058	553 449	376 291	177 158
Autres titres	117 767	124 085	241 852	141 199	100 653
Autres actifs liquides (2)	37 950	–	37 950	35 338	2 612
<b>Total des actifs liquides</b>	<b>564 866 \$</b>	<b>453 143 \$</b>	<b>1 018 009 \$</b>	<b>556 440 \$</b>	<b>461 569 \$</b>

	Aux	
	31 juillet 2022	30 avril 2022
(en millions de dollars canadiens)		
Banque Royale du Canada	183 131 \$	204 567 \$
Succursales à l'étranger	105 349	85 933
Filiales	167 014	171 069
<b>Total des actifs liquides non grevés</b>	<b>455 494 \$</b>	<b>461 569 \$</b>

(1) Inclut les titres liquides émis par des gouvernements provinciaux et des entités parrainées par le gouvernement américain et dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex., la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).

(2) Le montant des actifs liquides grevés représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires en espèces qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

D'ordinaire, la réserve de liquidités reflète surtout l'activité bancaire courante des clients, alors que les portefeuilles d'actifs liquides reflètent les variations des soldes des dépôts et des prêts, ainsi que les activités des secteurs Marchés des Capitaux et Services aux investisseurs et de trésorerie, secteurs où les stratégies commerciales et les opérations des clients peuvent également influencer sur les soldes de la réserve de liquidités. Celle-ci est également tributaire de la Trésorerie générale puisque, dans le cadre des activités de gestion d'émission de titres d'emprunt, ce sont les réserves qui permettent d'absorber les écarts entre l'émission de titres d'emprunt et le déploiement d'activités.

### Troisième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2022

Le total des actifs liquides non grevés a diminué de 6 milliards de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent sous l'effet principalement d'une réduction des titres non grevés, y compris l'incidence des titres cédés en garantie dans le cadre de conventions de rachat. Cette diminution a été compensée en partie par la hausse des dépôts auprès des banques centrales.

### Charges grevant les actifs

Le tableau ci-dessous présente un aperçu des montants figurant au bilan et des montants hors bilan au titre de la trésorerie, des titres et des autres actifs et indique ceux qui sont grevés ainsi que ceux qui sont disponibles à la vente ou qui peuvent être donnés à titre de garantie dans le cadre de transactions de financement garanti. Les autres actifs, tels que les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit, peuvent aussi être monétisés, mais cela nécessite un plus long délai d'exécution que pour les titres négociables. Au 31 juillet 2022, nos actifs non grevés et pouvant être donnés en garantie représentaient 24 % du total de l'actif (24 % au 30 avril 2022).

(en millions de dollars canadiens)	Aux									
	31 juillet 2022					30 avril 2022				
	Actifs grevés		Actifs non grevés			Actifs grevés		Actifs non grevés		
	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total
Trésorerie et montants à recevoir de banques	- \$	3 740 \$	85 370 \$	- \$	89 110 \$	- \$	3 612 \$	112 317 \$	- \$	115 929 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	-	-	98 145	-	98 145	-	-	68 829	-	68 829
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction	66 786	-	82 956	3 223	152 965	63 774	-	85 663	3 156	152 593
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	9 545	-	147 264	-	156 809	11 305	-	143 244	-	154 549
Actifs achetés en vertu de conventions de vente et titres empruntés (4)	471 442	20 590	6 635	3 894	502 561	462 771	22 688	4 506	3 873	493 838
Prêts										
Prêts de détail										
Titres hypothécaires	28 032	-	26 973	-	55 005	28 484	-	28 702	-	57 186
Prêts hypothécaires	52 964	-	34 209	268 006	355 179	52 261	-	32 863	256 060	341 184
Prêts autres qu'hypothécaires	4 676	-	7 763	115 766	128 205	4 082	-	8 483	114 248	126 813
Prêts de gros	-	-	-	261 592	261 592	-	-	-	252 847	252 847
Correction de valeur pour pertes sur prêts	-	-	-	(3 667)	(3 667)	-	-	-	(3 566)	(3 566)
Actif net des fonds distincts	-	-	-	2 690	2 690	-	-	-	2 659	2 659
Autres										
Dérivés	-	-	-	122 058	122 058	-	-	-	156 204	156 204
Autres (5)	36 816	-	2 489	77 110	116 415	35 338	-	2 612	77 524	115 474
<b>Total de l'actif</b>	<b>670 261 \$</b>	<b>24 330 \$</b>	<b>491 804 \$</b>	<b>850 672 \$</b>	<b>2 037 067 \$</b>	<b>658 015 \$</b>	<b>26 300 \$</b>	<b>487 219 \$</b>	<b>863 005 \$</b>	<b>2 034 539 \$</b>

- (1) Inclut les actifs qui ne peuvent pas être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.
- (2) Représente les actifs qui peuvent être facilement donnés en garantie, dont les titres adossés à des créances hypothécaires dans le cadre de la *Loi nationale sur l'habitation*, nos prêts hypothécaires non grevés qui sont admissibles à titre de garantie auprès d'une FHLB, ainsi que les prêts qui sont admissibles à titre de garantie au titre de la facilité d'escompte dont nous disposons et que nous avons déposés en garantie auprès de la FRBNY.
- (3) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme facilement disponibles.
- (4) Inclut les actifs liquides détenus par la banque et les titres reçus en garantie dans le cadre de financement de titres hors bilan, de transactions sur dérivés et de prêts sur marges. Comprend des garanties de 21 milliards de dollars (23 milliards au 30 avril 2022) reçues dans le cadre d'opérations de vente qui ne peuvent pas être redonnées en garantie dans leur forme juridique actuelle.
- (5) Le montant des actifs donnés en garantie représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

## Financement

### Stratégie de financement

Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une moindre mesure, de dépôts d'entreprises et de dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position de liquidité structurelle.

### Profil des dépôts et du financement

Au 31 juillet 2022, les dépôts fondés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts hypothécaires, s'établissaient à 801 milliards de dollars, ou 53 % du total du financement (793 milliards, ou 54 %, au 30 avril 2022). La tranche restante est composée de financement de gros à court terme et à long terme.

Le financement des actifs très liquides se compose principalement d'un financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation de ces actifs. Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides et à soutenir des réserves d'actifs liquides.

La dette à long terme de premier rang émise par la banque depuis le 23 septembre 2018, inclusivement, ayant une échéance initiale supérieure à 400 jours et étant négociable, sous réserve de certaines exceptions, est assujettie au régime de recapitalisation interne des banques canadiennes. Aux termes de ce régime, si le surintendant des institutions financières détermine qu'une banque pourrait ne plus être viable, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, lorsque ce dernier juge qu'il en va de l'intérêt du public, ordonner que la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) convertisse une partie ou la totalité de certaines actions et de certains passifs de cette banque en actions ordinaires. Au 31 juillet 2022, la valeur nominale des titres d'emprunt à long terme émis et en cours qui étaient assujettis à une conversion en vertu du régime de recapitalisation interne s'élevait à 75 milliards de dollars (68 milliards au 30 avril 2022).

Pour plus de détails sur le financement de gros, se reporter au tableau de la composition du financement de gros ci-après.

### Émission de titres d'emprunt à long terme

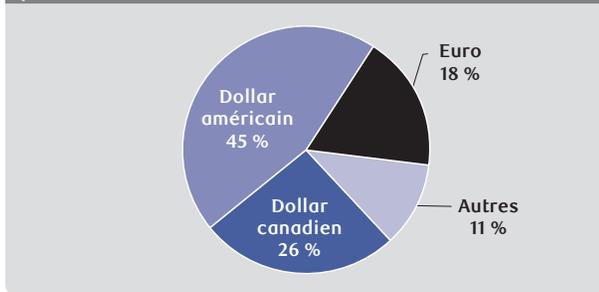
Nos activités de financement de gros sont bien diversifiées tant sur le plan géographique que sur le plan des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à cibler les opportunités ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. Nous avons recours à des programmes enregistrés d'émission de titres d'emprunt à long terme. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de ces programmes et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

#### Programmes par secteur géographique

Canada	États-Unis	Europe/Asie
<ul style="list-style-type: none"> <li>Prospectus préalable de base au Canada – 25 milliards de dollars</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prospectus préalable de base aux États-Unis – 50 milliards de dollars US</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 40 milliards de dollars US</li> <li>Programme mondial d'obligations sécurisées – 75 milliards d'euros</li> <li>Programmes d'émission au Japon – 1 billion de yens</li> </ul>

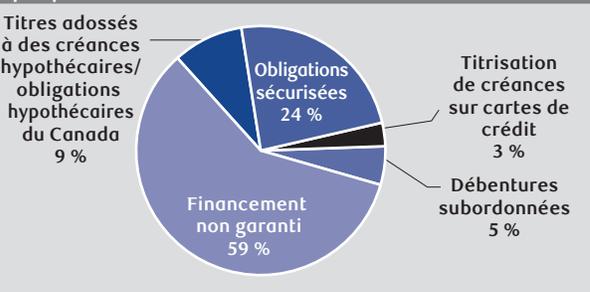
Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de premier rang canadiens, de titres adossés à des créances hypothécaires aux termes du Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (Canada), d'obligations hypothécaires du Canada, de titres adossés à des créances sur cartes de crédit, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères). Nous évaluons continuellement les possibilités de percer de nouveaux marchés et des secteurs d'investissement inexploités, car la diversification nous donne une plus grande souplesse de financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel de la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque produit. Le maintien de notations concurrentielles est aussi un élément essentiel du financement rentable.

Composition du financement de la dette à long terme (1) – par monnaie d'émission



(1) Comprend du financement à long terme non garanti et garanti et des débetures subordonnées ayant une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Composition du financement de la dette à long terme (1) – par produit



(1) Comprend du financement à long terme non garanti et garanti et des débetures subordonnées ayant une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Les tableaux ci-après montrent la composition de notre financement de gros selon la durée à courir jusqu'à l'échéance.

### Composition du financement de gros <sup>(1)</sup>

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2022							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques <sup>(2)</sup>	5 682 \$	90 \$	179 \$	1 444 \$	7 395 \$	– \$	– \$	7 395 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	10 706	18 698	22 983	31 200	83 587	493	–	84 080
Papier commercial adossé à des actifs <sup>(3)</sup>	2 987	4 384	2 277	1 890	11 538	–	–	11 538
Billets à moyen terme non garantis de premier rang <sup>(4)</sup>	3 284	1 200	8 774	6 619	19 877	22 295	41 880	84 052
Obligations structurées non garanties de premier rang <sup>(5)</sup>	21	374	1 147	2 692	4 234	2 828	9 074	16 136
Titrisation de prêts hypothécaires	–	431	1 238	1 036	2 705	3 957	9 380	16 042
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs <sup>(6)</sup>	–	1 921	1 013	3 975	6 909	3 674	39 300	49 883
Passif subordonné	–	–	56	110	166	1 456	8 853	10 475
Autres <sup>(7)</sup>	5 722	1 228	1 823	2 173	10 946	11 271	18	22 235
<b>Total</b>	<b>28 402 \$</b>	<b>28 326 \$</b>	<b>39 490 \$</b>	<b>51 139 \$</b>	<b>147 357 \$</b>	<b>45 974 \$</b>	<b>108 505 \$</b>	<b>301 836 \$</b>
Comprend :								
– Financement garanti	8 097 \$	6 949 \$	4 832 \$	6 917 \$	26 795 \$	7 631 \$	48 680 \$	83 106 \$
– Financement non garanti	20 305	21 377	34 658	44 222	120 562	38 343	59 825	218 730

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2022							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques <sup>(2)</sup>	5 923 \$	8 \$	90 \$	344 \$	6 365 \$	– \$	– \$	6 365 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	7 321	19 306	29 054	24 362	80 043	771	–	80 814
Papier commercial adossé à des actifs <sup>(3)</sup>	3 167	3 400	4 422	1 152	12 141	–	–	12 141
Billets à moyen terme non garantis de premier rang <sup>(4)</sup>	38	68	2 465	8 510	11 081	15 483	46 795	73 359
Obligations structurées non garanties de premier rang <sup>(5)</sup>	165	396	319	1 617	2 497	2 781	8 035	13 313
Titrisation de prêts hypothécaires	–	482	432	1 662	2 576	3 516	9 935	16 027
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs <sup>(6)</sup>	–	3 280	1 928	3 093	8 301	5 796	32 679	46 776
Passif subordonné	–	194	–	57	251	110	10 333	10 694
Autres <sup>(7)</sup>	6 416	1 295	617	3 093	11 421	10 353	436	22 210
<b>Total</b>	<b>23 030 \$</b>	<b>28 429 \$</b>	<b>39 327 \$</b>	<b>43 890 \$</b>	<b>134 676 \$</b>	<b>38 810 \$</b>	<b>108 213 \$</b>	<b>281 699 \$</b>
Comprend :								
– Financement garanti	9 047 \$	7 409 \$	7 008 \$	5 907 \$	29 371 \$	9 312 \$	43 030 \$	81 713 \$
– Financement non garanti	13 983	21 020	32 319	37 983	105 305	29 498	65 183	199 986

(1) Ne tient pas compte des acceptations bancaires ni des conventions de rachat.

(2) Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons aux banques (p. ex., services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(4) Inclut les billets de dépôt.

(5) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(6) Inclut les prêts sur cartes de crédit et les prêts hypothécaires.

(7) Inclut les obligations encaissables par anticipation (garanties) de 5 643 millions de dollars (6 771 millions au 30 avril 2022), les billets de dépôt au porteur (non garantis) de 5 271 millions (4 174 millions au 30 avril 2022) et d'autres dépôts structurés à long terme (non garantis) de 11 321 millions (11 265 millions au 30 avril 2022).

## Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à mener, de façon rentable, certaines activités de titrisation dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications, en raison de facteurs comprenant, notamment, notre solidité financière, notre situation concurrentielle, nos liquidités ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Hormis ce qui est indiqué ci-après, il n'y a eu aucun changement touchant nos principales notations, tel qu'il est indiqué dans notre rapport annuel 2021.

### Notations (1)

	Au 23 août 2022			
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang existante (2)	Dettes à long terme de premier rang (3)	Perspective
Moody's (4)	P-1	Aa1	A1	stable
Standard & Poor's (5)	A-1+	AA-	A	stable
Fitch Ratings (6)	F1+	AA	AA-	stable
DBRS (7)	R-1 (élevée)	AA (élevée)	AA	stable

- (1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.
- (2) Comprend la dette à long terme de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 ainsi que celle émise à cette date ou par la suite, laquelle est ignorée aux fins du régime de recapitalisation interne.
- (3) Comprend la dette à long terme de premier rang émise le 23 septembre 2018 ou après cette date, laquelle peut être convertie aux termes du régime de recapitalisation interne.
- (4) Le 27 janvier 2022, Moody's a relevé les notations et les évaluations de notre dette à long terme et confirmé les notations de notre dette à court terme. Par suite de ces révisions, notre perspective est stable. Cette dernière révision met fin à l'examen entrepris par Moody's le 7 octobre 2021 en vue de la mise à jour de nos notations.
- (5) Le 13 mai 2022, Standard & Poor's a confirmé nos notations avec une perspective stable.
- (6) Le 11 juillet 2022, Fitch Ratings a confirmé nos notations avec une perspective stable.
- (7) Le 13 mai 2022, DBRS a confirmé nos notations avec une perspective stable.

### Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Nous sommes tenus de donner des biens en garantie à certaines contreparties dans l'éventualité où nos notations actuelles baisseraient. Le tableau ci-après présente les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse d'un cran, de deux crans ou de trois crans de nos notations. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences supplémentaires pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative de multiples révisions à la baisse. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, dont le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des Bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que les positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

	Aux					
	31 juillet 2022			30 avril 2022		
(en millions de dollars canadiens)	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans
Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges	95 \$	128 \$	188 \$	101 \$	148 \$	181 \$
Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges (1)	31	9	20	164	14	23

- (1) Inclut les certificats de placement garanti (CPG) émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York.

**Ratio de liquidité à court terme**

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux besoins de liquidités sur une période de 30 jours advenant une grave crise de liquidité. Le ratio de liquidité à court terme minimal exigé par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et le BSIF est de 100 %.

Le BSIF exige que les banques canadiennes communiquent le ratio de liquidité à court terme selon le modèle de déclaration prévu par l'accord de Bâle, calculé à partir de la moyenne des positions quotidiennes liées au ratio de liquidité à court terme enregistrées au cours du trimestre.

**Modèle commun de déclaration du ratio de liquidité à court terme (1)**

	Pour les trimestres clos	
	le 31 juillet 2022	
	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)		
<b>Actifs liquides de haute qualité</b>		
Total des actifs liquides de haute qualité		353 406 \$
<b>Sorties de trésorerie</b>		
<b>Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :</b>		
<i>Dépôts stables (3)</i>	383 093 \$	35 570 \$
<i>Dépôts moins stables</i>	131 401	3 942
<i>Dépôts moins stables</i>	251 692	31 628
<b>Financement de gros non garanti, dont :</b>	439 436	203 374
<i>Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives (4)</i>	188 703	45 127
<i>Dépôts non opérationnels</i>	222 662	130 176
<i>Dettes non garanties</i>	28 071	28 071
<b>Financement de gros garanti</b>		30 119
<b>Exigences supplémentaires, dont :</b>	311 438	74 014
<i>Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées</i>	67 182	20 663
<i>Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette</i>	9 897	9 897
<i>Facilités de crédit et de liquidité</i>	234 359	43 454
<b>Autres obligations de financement contractuelles (5)</b>	25 390	25 390
<b>Autres obligations de financement conditionnelles (6)</b>	685 889	11 121
<b>Total des sorties de trésorerie</b>		379 588 \$
<b>Entrées de trésorerie</b>		
Prêts garantis (p. ex., conventions de revente)	297 585 \$	49 631 \$
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	16 019	10 317
Autres entrées de trésorerie	31 769	31 769
<b>Total des entrées de trésorerie</b>		91 717 \$
		Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité		353 406 \$
Total des sorties de trésorerie nettes		287 871
<b>Ratio de liquidité à court terme</b>		123 %

	le 30 avril 2022	
		Total de la valeur ajustée
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)		
Total des actifs liquides de haute qualité		362 827 \$
Total des sorties de trésorerie nettes		299 130
<b>Ratio de liquidité à court terme</b>		121 %

- (1) Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB. Le ratio de liquidité à court terme pour le trimestre clos le 31 juillet 2022 correspond à une moyenne de 63 positions quotidiennes.
- (2) À l'exception des autres obligations de financement conditionnelles, les entrées et sorties non pondérées représentent des éléments venant à échéance ou remboursables par anticipation dans 30 jours tout au plus. Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent aussi les titres d'emprunt dont la durée restante jusqu'à l'échéance dépasse 30 jours.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les autres obligations de financement contractuelles comprennent principalement les sorties liées aux opérations sur valeur non réglées et les sorties liées aux engagements afférents à des titres vendus à découvert.
- (6) Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent les sorties liées à d'autres facilités hors bilan dont le facteur de retrait du ratio de liquidité à court terme est faible (de 0 % à 5 %).

Nous gérons notre position liée au ratio de liquidité à court terme en fonction d'une fourchette cible qui reflète notre tolérance à l'égard du risque de liquidité et qui tient compte de la composition des activités et des actifs ainsi que des capacités en matière de financement. Cette fourchette est revue périodiquement à la lumière des modifications apportées aux exigences internes et des faits nouveaux externes.

Nous détenons des actifs liquides de haute qualité libellés dans les principales monnaies, dont l'étendue du marché et l'envergure sont fiables. Nos pratiques de gestion de la trésorerie permettent de nous assurer que les différents niveaux d'actifs liquides de haute qualité sont gérés activement, de manière à atteindre les objectifs cibles en matière de ratio de liquidité à court terme. Nos actifs de niveau 1, calculés en respectant la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et les exigences du CBCB concernant le ratio de liquidité à court terme, représentent 89 % du total des actifs liquides de haute qualité. Ces actifs comprennent la trésorerie, les placements auprès de banques centrales et les titres assortis de notations élevées émis ou garantis par des gouvernements, des banques centrales ou des entités supranationales.

Le ratio de liquidité à court terme tient compte des flux de trésorerie provenant des activités au bilan et hors bilan qui sont prévus ou qui pourraient être enregistrés dans un délai de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Les sorties de trésorerie découlent de l'application de facteurs de retrait et de non-renouvellement aux dépôts à terme et à vue, et sont classées par type de client (prêts de gros, prêts de détail et petites et moyennes entreprises). Les sorties de trésorerie découlent aussi des activités commerciales qui donnent lieu à des exigences en matière de financement conditionnel et de garanties, comme le financement de rachat, les dérivés, la vente de titres à découvert et la prorogation des engagements de crédit et de liquidité consentis aux clients. Les entrées de trésorerie résultent principalement de l'arrivée à échéance de prêts garantis, de prêts interbancaires et de titres qui ne font pas partie des actifs liquides de haute qualité.

Le ratio de liquidité à court terme ne reflète pas la capacité de financement sur le marché qui, à notre avis, pourrait être disponible advenant une crise. Un taux de sortie de 100 % est appliqué à tous les titres d'emprunt de gros arrivant à échéance aux fins du calcul du ratio de liquidité à court terme.

### Troisième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2022

La moyenne du ratio de liquidité à court terme du trimestre clos le 31 juillet 2022 s'est établie à 123 %, ce qui représente un excédent de quelque 66 milliards de dollars, comparativement à 121 % et à un excédent d'environ 64 milliards au trimestre précédent. Le ratio de liquidité à court terme est demeuré relativement stable par rapport au trimestre précédent, la croissance des prêts ayant été annulée par l'augmentation des dépôts de clients et par l'émission de produits de financement à terme.

### Ratio de liquidité à long terme

Le ratio de liquidité à long terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des liquidités à long terme disponibles par rapport au montant des liquidités à long terme requises. Le ratio de liquidité à long terme minimal exigé par le CBCB et le BSIF est de 100 %.

Le montant du financement stable disponible désigne la part des fonds propres et des passifs censée être fiable à l'horizon temporel pris en compte aux fins du ratio de liquidité à long terme, à savoir un an. Le montant du financement stable requis est fonction des caractéristiques de liquidité et de la durée résiduelle des actifs détenus par la banque et de celles de ses positions hors bilan.

Le BSIF exige que les banques d'importance systémique intérieure présentent leur ratio de liquidité à long terme à l'aide du modèle de déclaration du Comité de Bâle. Les montants indiqués dans ce modèle de déclaration sont déterminés conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et ne sont pas nécessairement conformes aux exigences de classement des IFRS.

## Modèle de déclaration courant du ratio de liquidité à long terme (1)

	Au 31 juillet 2022				
	Valeur non pondérée par échéance résiduelle (2)				
	Sans échéance	Moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Valeur pondérée
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
<b>Élément de financement stable disponible</b>					
Fonds propres :	103 879 \$	– \$	– \$	9 650 \$	113 529 \$
<i>Fonds propres réglementaires</i>	103 879	–	–	9 650	113 529
<i>Autres instruments de fonds propres</i>	–	–	–	–	–
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises :	344 899	59 454	30 752	27 746	427 843
<i>Dépôts stables (3)</i>	111 626	29 127	17 458	12 640	162 941
<i>Dépôts moins stables</i>	233 273	30 327	13 294	15 106	264 902
Financement de gros :	315 921	444 337	58 954	120 329	329 476
<i>Dépôts opérationnels (4)</i>	186 587	–	–	–	93 293
<i>Autres financements de gros</i>	129 334	444 337	58 954	120 329	236 183
Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants (5)	–	3 330	2 053	23 768	–
Autres passifs :	37 810	–	200 559	–	14 039
<i>Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme</i>	–	–	21 707	–	–
<i>Tous autres passifs et fonds propres non couverts par les catégories ci-dessus</i>	37 810	164 646	334	13 872	14 039
<b>Total du financement stable disponible</b>					<b>884 887 \$</b>
<b>Élément de financement stable exigé</b>					
Total des actifs liquides de haute qualité du ratio de liquidité à long terme					38 439 \$
Dépôts détenus auprès d'autres institutions financières à des fins opérationnelles	–	1 580	–	–	790
Prêts et titres productifs :	188 384	295 998	107 897	491 897	640 785
<i>Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité de niveau 1</i>	–	124 024	20 460	2	17 693
<i>Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité autres que de niveau 1 et prêts productifs non garantis à des institutions financières</i>	3 848	90 009	28 730	24 062	52 385
<i>Prêts productifs à des entreprises non financières, prêts de détail et prêts aux petites entreprises, et prêts à des entités souveraines, des banques centrales et des organismes publics, y compris :</i>	111 704	63 555	30 121	150 515	267 649
<i>Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit</i>	–	923	645	3 106	2 803
<i>Prêts hypothécaires résidentiels productifs, dont :</i>	38 367	15 718	27 851	298 670	256 203
<i>Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit</i>	38 367	15 700	27 829	297 742	255 395
<i>Titres qui ne sont pas en défaut et qui ne remplissent pas les critères définissant les actifs liquides de haute qualité, y compris les titres de participation négociés en Bourse</i>	34 465	2 692	735	18 648	46 855
Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants (5)	–	3 330	2 053	23 768	–
Autres actifs :	2 489	–	268 659	–	78 844
<i>Produits de base physiques, y compris l'or</i>	2 489	–	–	–	2 116
<i>Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et apports aux fonds de garantie de contrepartie centrale</i>	–	–	26 302	–	22 356
<i>Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme</i>	–	–	19 845	–	–
<i>Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée</i>	–	–	50 384	–	2 519
<i>Tous autres actifs non couverts par les catégories ci-dessus</i>	–	122 368	264	49 496	51 853
<b>Éléments hors bilan</b>			<b>685 762</b>		<b>25 679</b>
<b>Total du financement stable exigé</b>					<b>784 537 \$</b>
<b>Ratio de liquidité à long terme (%)</b>					<b>113 %</b>

Au 30 avril 2022

	Valeur pondérée
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	
<b>Total du financement stable disponible</b>	<b>866 085 \$</b>
<b>Total du financement stable exigé</b>	<b>768 610</b>
<b>Ratio de liquidité à long terme (%)</b>	<b>113 %</b>

- (1) Le ratio de liquidité à long terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB.
- (2) Les totaux des rangées suivantes englobent les catégories d'échéances résiduelles de moins de 6 mois, de 6 mois à moins de 1 an et de 1 an et plus, conformément aux exigences du modèle de déclaration courant prescrit par le BSIF : Autres passifs, Passifs d'instruments dérivés du ratio de liquidité à court terme, Autres actifs, Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et apports aux fonds de garantie de contreparties centrales, Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme et Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée et Éléments hors bilan.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les actifs et passifs interdépendants représentent le passif des titres hypothécaires garantis par la *Loi nationale sur l'habitation*, y compris les passifs découlant des opérations relatives au programme des obligations hypothécaires du Canada et des prêts hypothécaires grevés correspondants.

Le financement stable disponible est composé principalement d'un portefeuille diversifié de dépôts de détail et de dépôts d'entreprises, de fonds propres, ainsi que de passifs liés au financement de gros à long terme. Le financement stable exigé est principalement lié au portefeuille de prêts hypothécaires et de prêts de la banque, aux prêts à des institutions financières garantis et, dans une moindre mesure, à d'autres actifs moins liquides. Le ratio de liquidité à long terme ne tient pas compte de la capacité de financement inutilisée sur le marché présumément disponible pour la banque.

Le volume et la composition du financement stable disponible font l'objet d'une gestion active visant à optimiser notre position de financement structurel et à atteindre les objectifs en matière de ratio de liquidité à long terme. Notre ratio de liquidité à long terme est géré conformément à notre cadre de gestion du risque de liquidité exhaustif.

### Troisième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2022

Au 31 juillet 2022, le ratio de liquidité à long terme s'établissait à 113 %, ce qui se traduit par un excédent d'environ 100 milliards de dollars, comparativement à 113 % et à un excédent d'environ 97 milliards au trimestre précédent. Le ratio de liquidité à long terme est demeuré stable d'un trimestre à l'autre puisque la croissance des prêts a été annulée par l'augmentation des dépôts des clients et par l'émission de produits de financement à terme.

### Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

Les tableaux ci-après présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (p. ex., le coût amorti ou la juste valeur), à la date de clôture. Les éléments hors bilan sont répartis selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source d'information aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste et qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la section Évaluation du risque qui se trouve dans la rubrique Risque de liquidité et de financement de notre rapport annuel 2021.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2022									Total
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	
<b>Actif</b>										
Trésorerie et dépôts auprès de banques	184 920 \$	3 \$	9 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 323 \$	187 255 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	80 285	102	68	18	8	69	185	9 268	51 983	141 986
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	1 624	6 985	4 902	6 853	4 310	12 313	45 487	73 799	536	156 809
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (2)	138 711	82 468	36 173	23 756	15 078	2	–	–	22 377	318 565
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	28 267	21 266	28 130	29 644	39 585	141 718	348 311	71 092	88 301	796 314
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 668	7 715	2	5	–	–	–	–	(30)	17 360
Dérivés	8 939	11 860	11 780	5 202	4 316	15 087	27 113	37 750	11	122 058
Autres actifs financiers	46 260	1 708	978	488	533	231	221	2 086	3 052	55 557
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>498 674</b>	<b>132 107</b>	<b>82 042</b>	<b>65 966</b>	<b>63 830</b>	<b>169 420</b>	<b>421 317</b>	<b>193 995</b>	<b>168 553</b>	<b>1 795 904</b>
Autres actifs non financiers	6 490	1 562	284	(225)	147	2 384	2 312	5 576	27 658	46 188
<b>Total de l'actif</b>	<b>505 164 \$</b>	<b>133 669 \$</b>	<b>82 326 \$</b>	<b>65 741 \$</b>	<b>63 977 \$</b>	<b>171 804 \$</b>	<b>423 629 \$</b>	<b>199 571 \$</b>	<b>196 211 \$</b>	<b>1 842 092 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>										
Dépôts (3)										
Emprunts non garantis	97 789 \$	42 826 \$	52 368 \$	45 635 \$	71 656 \$	40 892 \$	54 300 \$	19 861 \$	658 331 \$	1 083 658 \$
Emprunts garantis	4 323	5 607	5 525	2 670	1 268	9 696	14 925	7 065	–	51 079
Obligations sécurisées	–	1 918	1 013	2 013	1 950	2 256	28 679	6 038	–	43 867
Autres										
Acceptations	9 668	7 714	2	5	–	–	–	–	1	17 390
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	38 504	–	–	–	–	–	–	–	–	38 504
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (2)	225 617	29 082	1 653	955	1 052	909	–	–	21 881	281 149
Dérivés	8 922	15 635	10 493	6 094	4 754	13 645	25 543	34 782	–	119 868
Autres passifs financiers	41 558	1 101	1 267	538	782	916	2 458	12 063	1 138	61 821
Débtures subordonnées	–	–	–	–	110	–	1 857	8 144	–	10 111
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>426 381</b>	<b>103 883</b>	<b>72 321</b>	<b>57 910</b>	<b>81 572</b>	<b>68 314</b>	<b>127 762</b>	<b>87 953</b>	<b>681 351</b>	<b>1 707 447</b>
Autres passifs non financiers	1 036	925	4 521	279	230	989	929	12 590	9 148	30 647
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	103 998	103 998
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>427 417 \$</b>	<b>104 808 \$</b>	<b>76 842 \$</b>	<b>58 189 \$</b>	<b>81 802 \$</b>	<b>69 303 \$</b>	<b>128 691 \$</b>	<b>100 543 \$</b>	<b>794 497 \$</b>	<b>1 842 092 \$</b>
<b>Éléments hors bilan</b>										
Garanties financières	604 \$	1 841 \$	2 971 \$	3 602 \$	3 391 \$	1 310 \$	4 902 \$	702 \$	31 \$	19 354 \$
Engagements de crédit	3 046	5 374	12 109	15 715	22 704	49 821	182 039	20 222	4 549	315 579
Autres engagements liés au crédit	1 613	887	1 575	1 670	1 463	476	473	36	104 034	112 227
Autres engagements	15	11	24	15	16	63	137	202	812	1 295
<b>Total des éléments hors bilan</b>	<b>5 278 \$</b>	<b>8 113 \$</b>	<b>16 679 \$</b>	<b>21 002 \$</b>	<b>27 574 \$</b>	<b>51 670 \$</b>	<b>187 551 \$</b>	<b>21 162 \$</b>	<b>109 426 \$</b>	<b>448 455 \$</b>

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) Les conventions de revente et les transactions de mise en pension de titre en cours, qui n'ont pas de date d'échéance établie et qui sont généralement à court terme, ont été incluses dans la catégorie Sans échéance précise.

(3) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la section Profil des dépôts et du financement plus haut.

Au 30 avril 2022

(en millions de dollars canadiens)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
<b>Actif</b>										
Trésorerie et dépôts auprès de banques	182 555 \$	1 \$	– \$	10 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 192 \$	184 758 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	75 935	594	102	18	18	50	205	9 119	57 725	143 766
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	1 736	8 339	5 535	5 543	9 497	15 256	36 216	71 854	573	154 549
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (2)	143 064	78 531	43 186	15 378	16 937	935	–	–	18 667	316 698
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	31 177	21 822	26 059	28 668	29 276	145 911	338 180	67 381	85 990	774 464
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 541	7 022	–	2	5	–	–	–	(41)	16 529
Dérivés	17 191	16 374	8 931	11 857	6 573	17 265	33 768	44 235	10	156 204
Autres actifs financiers	44 463	1 986	1 172	197	482	222	204	2 113	3 204	54 043
Total des actifs financiers	505 662	134 669	84 985	61 673	62 788	179 639	408 573	194 702	168 320	1 801 011
Autres actifs non financiers	6 929	1 601	402	(183)	542	2 133	2 296	5 391	28 450	47 561
<b>Total de l'actif</b>	<b>512 591 \$</b>	<b>136 270 \$</b>	<b>85 387 \$</b>	<b>61 490 \$</b>	<b>63 330 \$</b>	<b>181 772 \$</b>	<b>410 869 \$</b>	<b>200 093 \$</b>	<b>196 770 \$</b>	<b>1 848 572 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>										
Dépôts (3)										
Emprunts non garantis	89 041 \$	47 195 \$	51 344 \$	42 657 \$	52 637 \$	31 955 \$	54 428 \$	18 741 \$	670 475 \$	1 058 473 \$
Emprunts garantis	4 561	5 282	6 165	3 703	950	8 771	15 786	6 730	–	51 948
Obligations sécurisées	–	2 608	1 927	1 050	2 041	4 370	24 298	4 882	–	41 176
Autres										
Acceptations	9 541	7 021	–	2	5	–	–	–	1	16 570
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	39 464	–	–	–	–	–	–	–	–	39 464
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (2)	224 827	33 129	1 856	129	381	932	–	–	18 084	279 338
Dérivés	16 413	18 114	8 439	9 674	6 231	17 192	32 923	42 555	–	151 541
Autres passifs financiers	44 766	1 042	1 708	425	602	857	2 385	11 913	1 033	64 731
Débitures subordonnées	–	194	–	–	–	110	1 847	8 125	–	10 276
Total des passifs financiers	428 613	114 585	71 439	57 640	62 847	64 187	131 667	92 946	689 593	1 713 517
Autres passifs non financiers	1 075	1 042	185	4 071	264	1 010	923	12 610	9 470	30 650
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	104 405	104 405
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>429 688 \$</b>	<b>115 627 \$</b>	<b>71 624 \$</b>	<b>61 711 \$</b>	<b>63 111 \$</b>	<b>65 197 \$</b>	<b>132 590 \$</b>	<b>105 556 \$</b>	<b>803 468 \$</b>	<b>1 848 572 \$</b>
<b>Éléments hors bilan</b>										
Garanties financières	594 \$	2 250 \$	2 433 \$	2 864 \$	3 523 \$	1 778 \$	4 357 \$	879 \$	33 \$	18 711 \$
Engagements de crédit	5 454	8 622	8 922	14 748	19 057	48 839	175 832	18 664	3 930	304 068
Autres engagements liés au crédit	2 083	1 056	1 353	1 602	1 722	250	736	36	102 046	110 884
Autres engagements	32	15	17	26	17	71	148	214	658	1 198
<b>Total des éléments hors bilan</b>	<b>8 163 \$</b>	<b>11 943 \$</b>	<b>12 725 \$</b>	<b>19 240 \$</b>	<b>24 319 \$</b>	<b>50 938 \$</b>	<b>181 073 \$</b>	<b>19 793 \$</b>	<b>106 667 \$</b>	<b>434 861 \$</b>

- (1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.
- (2) Les conventions de revente et les transactions de mise en pension de titre en cours, qui n'ont pas de date d'échéance établie et qui sont généralement à court terme, ont été incluses dans la catégorie Sans échéance précise.
- (3) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la section Profil des dépôts et du financement plus haut.

## Gestion des fonds propres

Nous continuons de gérer nos fonds propres conformément à notre cadre de gestion des fonds propres tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2021. En outre, nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de fonds propres réglementaires, notamment les lignes directrices du BSIF liées aux réformes de Bâle III du CBCB et les lignes directrices publiées en réponse à la pandémie de COVID-19, afin d'assurer le respect intégral et opportun de ces exigences, tel qu'il est présenté à la rubrique Gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2021, mise à jour ci-après.

Le BSIF s'attend à ce que les banques canadiennes se conforment aux ratios cibles de Bâle III en ce qui concerne le ratio CET1, le ratio de fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres. En vertu de l'accord de Bâle III, les banques doivent choisir l'une des deux approches principales suivantes pour calculer les fonds propres réglementaires minimaux nécessaires pour couvrir le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel : l'approche standard et l'approche fondée sur les notations internes.

Le Conseil de stabilité financière (CSF) nous a désignés de nouveau en tant que banque d'importance systémique mondiale. Cette désignation exige que nous respections une exigence plus élevée en matière d'absorption des pertes (capitaux propres attribuables aux actionnaires en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques), soit 1 %, conformément à l'exigence applicable aux banques d'importance systémique intérieure.

Les exigences relatives à la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) du BSIF établissent deux normes minimales qui doivent être appliquées depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2021, à savoir le ratio de la capacité totale d'absorption des pertes fondé sur les risques, qui s'appuie sur les ratios de fonds propres fondés sur les risques décrits dans la ligne directrice sur les normes de fonds propres, et le ratio de levier TLAC, qui s'appuie sur le ratio de levier décrit dans la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. L'exigence TLAC vise à assurer une capacité suffisante d'absorption des pertes d'une banque d'importance systémique intérieure de manière à permettre sa recapitalisation interne dans l'éventualité d'une défaillance.

On entend par « capacité totale d'absorption des pertes » ou « TLAC » l'ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des autres instruments TLAC, qui permettent leur conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et moyennant satisfaction de tous les critères d'admissibilité de la directive.

Au deuxième trimestre de 2020, le BSIF a annoncé une série d'ajustements réglementaires et de directives visant à soutenir la résilience financière et opérationnelle du secteur bancaire dans le contexte actuel de la pandémie de COVID-19, et continue, lorsque nécessaire, de publier des directives visant à mettre en œuvre, à clarifier, à réviser ou à abolir certains aspects ou exigences. Bien que certaines mesures et directives publiées en réponse à la pandémie de COVID-19 aient été abolies, d'autres demeurent en place, notamment :

- Modifications pour les augmentations de dotations à la provision pour pertes de crédit attendues liées aux fonds propres CET1 consistant à appliquer un montant majoré, ajusté en fonction des incidences fiscales et multiplié par un taux d'exclusion de 25 % pour les provisions de stade 1 et de stade 2 entre le premier trimestre de 2020 et les trimestres correspondants de l'exercice 2022. Le taux d'exclusion a été ramené de 50 % pour l'exercice 2021 à 25 % pour l'exercice 2022, et cessera de s'appliquer à compter de l'exercice 2023. Ces modifications ne s'appliquent pas aux portefeuilles d'une institution financière qui sont calculés selon l'approche fondée sur les notations internes pour les trimestres au cours desquels l'institution affiche un déficit au titre des provisions.
- Exclusion des montants de l'exposition du ratio de levier des réserves auprès de la banque centrale qui sont admissibles en tant qu'actifs liquides de haute qualité.
- Abaissement du plancher de fonds propres réglementaire actuel pour les institutions financières qui utilisent l'approche fondée sur les notations internes, ce plancher étant ramené à 70 % de l'actif pondéré en fonction des risques aux termes de l'approche standard. Le plancher réduit restera en vigueur jusqu'à l'adoption des réformes de Bâle III au deuxième trimestre de 2023.
- Clarification du traitement des ratios de fonds propres et de levier applicables à certains programmes d'aide publique.

Pour plus de détails, se reporter à la rubrique portant sur la gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2021. Le BSIF a évalué la nécessité de ces mesures et continuera de le faire. Au besoin, nous avons tenu compte des ajustements et directives en vigueur dans nos résultats et nos activités continues de planification des fonds propres.

Le tableau ci-après présente un sommaire des ratios cibles réglementaires actuels établis par le BSIF au titre de Bâle III ainsi que des exigences relatives au deuxième pilier. Nous respectons toutes les exigences en matière de fonds propres, de levier et de capacité totale d'absorption des pertes que nous impose le BSIF.

Ratios de fonds propres, de levier et TLAC au titre de Bâle III	Exigences de ratios cibles des fonds propres réglementaires du BSIF applicables aux grandes banques au titre de Bâle III					Ratios de fonds propres, de levier et TLAC de RBC au 31 juillet 2022	Réserve pour stabilité intérieure <sup>(3)</sup>	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres, le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale et la réserve pour stabilité intérieure au 31 juillet 2022
	Ratio minimal	Réserves de fonds propres <sup>(1)</sup>	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale <sup>(2)</sup>	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale <sup>(2)</sup>			
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	2,5 %	7,0 %	1,0 %	8,0 %	13,1 %	2,5 %	10,5 %
Fonds propres de première catégorie	6,0 %	2,5 %	8,5 %	1,0 %	9,5 %	14,3 %	2,5 %	12,0 %
Total des fonds propres	8,0 %	2,5 %	10,5 %	1,0 %	11,5 %	15,9 %	2,5 %	14,0 %
Ratio de levier	3,0 %	s.o.	3,0 %	s.o.	3,0 %	4,6 %	s.o.	3,0 %
Ratio TLAC <sup>(4)</sup>	21,5 %	s.o.	21,5 %	s.o.	21,5 %	27,6 %	2,5 %	24,0 %
Ratio de levier TLAC <sup>(4)</sup>	6,75 %	s.o.	6,75 %	s.o.	6,75 %	8,8 %	s.o.	6,75 %

(1) Les réserves de fonds propres comprennent la réserve de conservation des fonds propres et la réserve de fonds propres anticyclique, comme le BSIF le prescrit.

(2) Un supplément de fonds propres équivalant à notre supplément applicable aux banques d'importance systémique intérieure et au supplément du CBCB applicable aux banques d'importance systémique mondiale, selon le plus élevé des deux montants, s'applique aux fonds propres pondérés en fonction des risques.

(3) La réserve pour stabilité intérieure peut varier entre 0 % et 2,5 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques. Elle est actuellement de 2,5 %, comme l'a confirmé le BSIF le 22 juin 2022.

(4) Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2021, le BSIF exige que les banques canadiennes d'importance systémique intérieure respectent les exigences minimales en matière de ratio TLAC fondé sur le risque et de ratio de levier TLAC, lesquelles sont calculées au moyen de la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (Total Loss Absorbing Capacity [TLAC]) du BSIF.

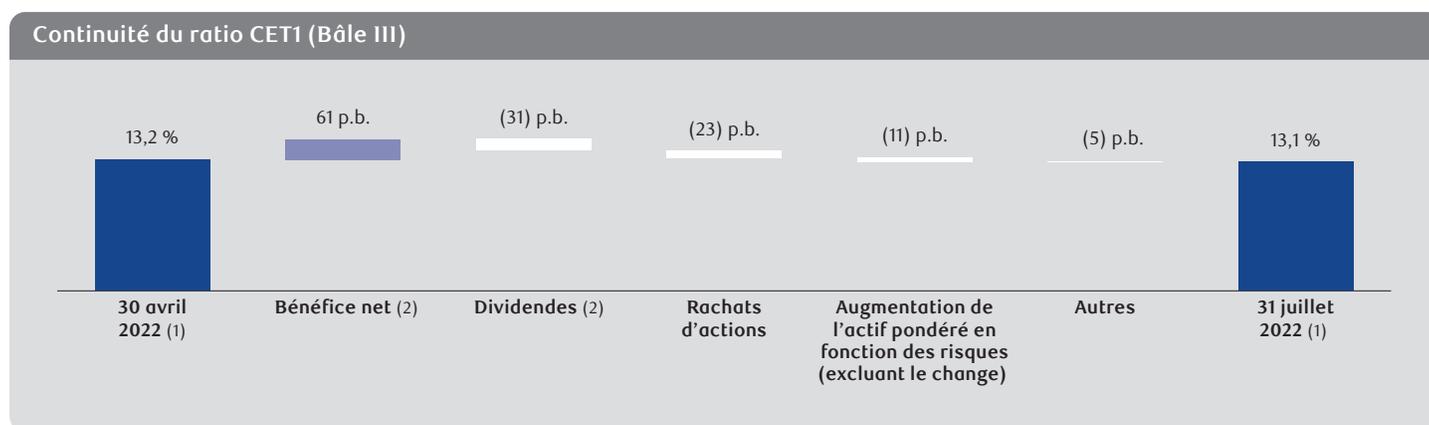
s.o. sans objet

Le tableau qui suit présente des informations détaillées sur nos fonds propres réglementaires, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de fonds propres, de levier et TLAC. Notre position de capital demeure solide, et nos ratios de fonds propres, de levier et TLAC restent bien supérieurs aux cibles de fonds propres réglementaires fixées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux		
	31 juillet 2022	30 avril 2022	31 octobre 2021
<b>Fonds propres (1)</b>			
Fonds propres CET1	76 907 \$	77 069 \$	75 583 \$
Fonds propres de première catégorie	84 207	84 345	82 246
Total des fonds propres	93 857	93 871	92 026
<b>Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1)</b>			
Risque de crédit	478 686 \$	472 516 \$	444 142 \$
Risque de marché	34 551	37 851	34 806
Risque opérationnel	75 813	75 472	73 593
<b>Total de l'actif pondéré en fonction des risques</b>	<b>589 050 \$</b>	<b>585 839 \$</b>	<b>552 541 \$</b>
<b>Ratios de fonds propres et ratio de levier (1)</b>			
Ratio CET1	13,1 %	13,2 %	13,7 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	14,3 %	14,4 %	14,9 %
Ratio du total des fonds propres	15,9 %	16,0 %	16,7 %
Ratio de levier	4,6 %	4,7 %	4,9 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 840 \$	1 812 \$	1 662 \$
<b>TLAC disponible et ratios (2), (3)</b>			
TLAC disponible	162 284 \$	158 140 \$	s.o.
Ratio TLAC	27,6 %	27,0 %	s.o.
Ratio de levier TLAC	8,8 %	8,7 %	s.o.

- (1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF, révisées pour tenir compte des lignes directrices publiées par le BSIF en réponse à la pandémie de COVID-19. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III.
- (2) Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2021, le BSIF exige que les banques canadiennes d'importance systémique intérieure respectent les exigences minimales en matière de ratio TLAC fondé sur le risque et de ratio de levier TLAC, lesquelles sont calculées au moyen de la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (Total Loss Absorbing Capacity [TLAC]) du BSIF.
- (3) La norme TLAC s'applique aux entités de résolution pour lesquelles nous sommes réputés être la Banque Royale du Canada et à ses filiales. Une entité de résolution et ses filiales sont collectivement appelées groupe de résolution. Le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont calculés au moyen de la TLAC disponible, en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques et de l'exposition aux fins du ratio de levier, respectivement.
- s.o. sans objet

### Troisième trimestre de 2022 par rapport au deuxième trimestre de 2022



(1) Représente des chiffres arrondis.

(2) Représente des capitaux autogénérés d'un montant net de 1,7 milliard de dollars, ou 30 p.b., se composant du bénéfice net disponible pour les actionnaires, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées et les distributions sur les autres instruments de capitaux propres.

Notre ratio CET1 s'est établi à 13,1 %, en baisse de 10 p.b. par rapport au trimestre précédent, en raison principalement des rachats d'actions et de l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques (excluant le change), ce qui a été contrebalancé en partie par le montant net des capitaux autogénérés.

L'actif pondéré en fonction des risques s'est accru de 3 milliards de dollars du fait surtout de l'expansion des activités en ce qui concerne les prêts de gros, les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts personnels. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la réduction des soldes des engagements de souscription de prêts et par le ralentissement des activités de négociation. Le montant net découlant de l'actualisation des modèles, ce qui a résulté principalement du fait que les conséquences de la forte volatilité des marchés au deuxième trimestre de 2020 ne sont plus reflétées dans l'historique de la VAR sur deux exercices, l'incidence du change et la variation nette de notation ont également contribué à une réduction de l'actif pondéré en fonction des risques. L'incidence du change sur cet actif est atténuée en grande partie par les couvertures économiques prises en compte dans notre ratio CET1.

Notre ratio de fonds propres de première catégorie, soit 14,3 %, s'est contracté de 10 p.b., et notre ratio du total des fonds propres s'est chiffré à 15,9 %, en baisse de 10 p.b., et ce, en raison surtout des facteurs susmentionnés en ce qui concerne le ratio CET1.

Notre ratio de levier s'est établi à 4,6 %, en baisse de 10 p.b., en raison principalement de la progression des positions de levier attribuable à l'expansion des activités et des rachats d'actions, facteurs atténués par le montant net des capitaux autogénérés.

L'augmentation de 28 milliards de dollars des positions de levier est principalement attribuable à l'expansion des activités en ce qui concerne les prêts hypothécaires résidentiels, les prêts de gros, les engagements inutilisés et les transactions de mise en pension, élément neutralisé en partie par l'incidence du change.

Notre ratio TLAC s'est situé à 27,6 %, ayant progressé de 60 p.b., ce qui reflète l'incidence favorable du montant net de l'émission d'autres instruments TLAC, incidence annulée en partie par les facteurs indiqués ci-dessus concernant le ratio du total des fonds propres.

Notre ratio de levier TLAC a monté de 10 p.b., s'établissant à 8,8 %, ce qui témoigne des répercussions favorables du montant net de l'émission d'autres instruments TLAC, répercussions annulées en partie par les facteurs indiqués ci-dessus concernant le ratio de levier.

Les autres instruments TLAC englobent les titres d'emprunt à long terme assujettis à une conversion aux termes du régime de capitalisation interne. Pour plus de détails, se reporter au profil des dépôts et du financement à la rubrique Risque de liquidité et de financement.

### Principales activités de gestion des fonds propres

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion des fonds propres.

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2022			Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2022	
	Date d'émission ou de rachat	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
<b>Fonds propres de première catégorie</b>					
Activités liées aux actions ordinaires					
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)		100	8 \$	612	50 \$
Rachat pour annulation (2)		(10 445)	(129)	(33 016)	(411)
Émission d'actions privilégiées de série BT (2), (3)	5 novembre 2021	–	–	750	750
Rachat d'actions privilégiées de série BJ (2), (3)	24 février 2022	–	–	(6 000)	(150)
<b>Fonds propres de deuxième catégorie</b>					
Émission de débentures subordonnées échéant le 3 mai 2032 (2), (3)	25 janvier 2022		– \$		1 000 \$

(1) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Pour plus de détails, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.

(3) Instruments de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV).

Le 6 décembre 2021, nous avons annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 45 millions de nos actions ordinaires. Les rachats ont débuté le 8 décembre 2021 et se poursuivront jusqu'au 7 décembre 2022, ou jusqu'à une date antérieure si nous terminons plus tôt le rachat de toutes les actions autorisées en vertu de cette offre. Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2022, quelque 10 millions d'actions ordinaires ont été rachetées et annulées en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Le coût total des actions rachetées a été de 1 338 millions de dollars. Depuis le lancement de cette offre, quelque 33 millions d'actions ordinaires ont été rachetées et annulées au total, à un coût d'environ 4 444 millions.

Nous déterminons le montant et le calendrier des rachats dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités après consultation du BSIF. Les rachats peuvent être effectués par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, de la Bourse de New York et d'autres Bourses ou systèmes canadiens de négociation désignés. Le prix payé pour les actions rachetées correspond au cours en vigueur à la date du rachat.

Le 5 novembre 2021, nous avons émis 750 000 actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BT à des investisseurs institutionnels au prix de 1 000 \$ l'action.

Le 25 janvier 2022, nous avons émis 1 000 millions de dollars de débentures subordonnées relatives aux FPUNV. Ces débentures portent intérêt au taux fixe de 2,94 % par année jusqu'au 3 mai 2027, puis au taux Canadian Dollar Offered Rate à trois mois majoré de 0,76 % jusqu'à leur échéance, le 3 mai 2032.

Le 24 février 2022, nous avons racheté la totalité des 6 millions d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série BJ émises et en circulation à un prix de 25,75 \$ l'action.

## Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et sauf indication contraire)	Au 31 juillet 2022		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires émises	1 392 784	17 367 \$	1,28 \$
Actions propres – actions ordinaires (2)	(2 155)	(275)	
Actions ordinaires en circulation	1 390 629	17 092 \$	
Options sur actions et attribution d'actions			
En cours	8 209		
Exercibles	3 576		
Actions privilégiées de premier rang émises			
À dividende non cumulatif, série AZ (3), (4)	20 000	500 \$	0,23 \$
À dividende non cumulatif, série BB (3), (4)	20 000	500	0,23
À dividende non cumulatif, série BD (3), (4)	24 000	600	0,20
À dividende non cumulatif, série BF (3), (4)	12 000	300	0,19
À dividende non cumulatif, série BH (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BI (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BO (3), (4)	14 000	350	0,30
À dividende non cumulatif, série BT (3), (4), (5)	750	750	4,20 %
À dividende non cumulatif, série C-2 (6)	15	23	16,88 \$ US
Autres instruments de capitaux propres émis			
Billets de capital à recours limité de série 1 (3), (4), (7), (8)	1 750	1 750	4,50 %
Billets de capital à recours limité de série 2 (3), (4), (7), (8)	1 250	1 250	4,00 %
Billets de capital à recours limité de série 3 (3), (4), (7), (8)	1 000	1 000	3,65 %
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres émis	106 765	7 323	
Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (2)	11	5	
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres en circulation	106 776	7 328 \$	
Dividendes sur actions ordinaires		1 784 \$	
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres (9)		58	

(1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion des fonds propres, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.

(2) Les montants positifs représentent une position vendeur, et les montants négatifs représentent une position acheteur.

(3) Le taux de dividende est révisé tous les cinq ans.

(4) Instruments relatifs aux FPUNV.

(5) Les dividendes déclarés par action correspondent au taux de dividende annuel s'appliquant aux actions émises à la date de clôture.

(6) Représente 615 400 actions représentatives d'actions étrangères relatives aux actions privilégiées de série C-2. Chaque action représentative d'action étrangère représente un quarantième de droit sur une action de série C-2.

(7) En ce qui concerne les séries de billets de capital à recours limité (LRCN), le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis, et les dividendes déclarés par action correspondent au taux d'intérêt annuel applicable aux billets émis à la date de clôture.

(8) Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 1, le 28 juillet 2020, nous avons émis 1 750 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BQ (série BQ). En lien avec l'émission des billets LRCN de série 2, le 2 novembre 2020, nous avons émis 1 250 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BR (série BR). Aux termes de l'émission des billets LRCN de série 3, le 8 juin 2021, nous avons émis 1 000 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BS (série BS). Les actions privilégiées des séries BQ, BR et BS ont été émises au prix de 1 000 \$ chacune et en faveur d'une fiducie consolidée afin d'y être détenues en tant qu'actifs en fiducie en lien avec la structure des billets LRCN. Pour plus de détails, se reporter à la note 19 de nos états financiers consolidés annuels de 2021.

(9) Compte non tenu des distributions versées aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.

Au 19 août 2022, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'établissait à 1 391 712 298, déduction faite des 1 678 089 actions propres détenues, et le nombre d'options sur actions et d'attributions d'actions en cours était de 7 590 048.

Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion des instruments de fonds propres en un nombre variable d'actions ordinaires dès lors que le BSIF considère une banque comme non viable ou que le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement qu'une banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait se produire, les actions privilégiées de séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI, BO et BT, les billets LRCN de séries 1, 2 et 3 et les débetures subordonnées échéant le 27 janvier 2026, le 25 juillet 2029, le 23 décembre 2029, le 30 juin 2030, le 28 janvier 2033, le 3 novembre 2031 et le 3 mai 2032, qui sont des instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV au 31 juillet 2022, seraient convertis en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique, à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher contractuel de 5,00 \$; et ii) le cours de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (cours moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et en tenant compte des dividendes et intérêts cumulés estimés, ces instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV se convertiraient au total en un maximum de 4 503 millions d'actions ordinaires, d'où un effet dilutif de 76,41 % selon le nombre d'actions ordinaires en circulation au 31 juillet 2022.

**Banques d'importance systémique mondiale selon 13 indicateurs d'évaluation** (1)

Le CBCB et le CSF se servent de 13 indicateurs dans le cadre de la méthodologie d'évaluation servant à déterminer l'importance systémique des grandes banques mondiales. Comme nous l'avons mentionné antérieurement, nous avons été désignés comme banque d'importance systémique mondiale. Le tableau ci-après présente les 13 indicateurs (12 indicateurs en 2020) à partir desquels est faite cette détermination.

(en millions de dollars canadiens)	31 octobre 2021	31 octobre 2020
<b>Activité transfrontalière</b> (2)		
Créances transfrontalières (3)	864 580 \$	723 906 \$
Passifs transfrontaliers	682 547	570 311
<b>Taille</b> (4)		
Expositions totales telles que définies par le ratio de levier de Bâle III (5), (6)	1 921 807	1 774 946
<b>Interdépendance</b> (7)		
Actifs dans le système financier (5)	211 054	187 039
Passifs dans le système financier (5)	175 554	163 705
Titres en circulation (5)	415 329	335 640
<b>Substituabilité/infrastructure financière</b> (8)		
Activité de paiement	53 048 298	48 993 443
Actifs sous garde	4 909 994	4 473 237
Valeurs des transactions placées sur les marchés obligataires et boursiers	321 168	374 919
Volume de transactions (9)		
Titres à revenu fixe	6 341 568	s.o.
Titres de participation et autres titres	5 187 311	s.o.
<b>Complexité</b> (10)		
Valeur notionnelle des dérivés de gré à gré (5)	22 271 423	22 713 363
Titres détenus à des fins de négociation et titres de placement	77 693	59 664
Actifs de niveau 3 (5)	3 594	2 857

(1) Les indicateurs d'importance systémique mondiale des banques reposent sur la méthodologie prescrite dans les lignes directrices publiées par le CBCB en juillet 2013 et mises à jour en juillet 2018, et sont présentés conformément au préavis du BSIF intitulé *Banques d'importance systémique mondiale – Obligations redditionnelles*. Les indicateurs s'appuient sur les principes de consolidation prescrits par la réglementation, ce qui exclut les filiales RBC Assurances®, sauf indication contraire dans la méthodologie d'évaluation. Pour obtenir nos informations indépendantes sur les banques d'importance systémique mondiale pour 2021, se reporter à la section Information réglementaire à l'adresse [rbc.com/investisseurs](http://rbc.com/investisseurs).

(2) Représente le niveau d'interaction d'une banque hors de son territoire.

(3) Aux fins de la présentation de nos informations sur les banques d'importance systémique mondiale à compter de 2021, les créances transfrontalières comprennent les créances sur dérivés étrangères établies sur la base du risque ultime. Ce changement a été reflété prospectivement.

(4) Représente le total des expositions au bilan et hors bilan de la banque selon les règles de ratio de levier de Bâle III, avant ajustements réglementaires.

(5) Aux fins de la présentation de nos informations sur les banques d'importance systémique mondiale à compter de 2021, le BSIF a étendu la portée de la consolidation pour ces indicateurs de manière à inclure les activités d'assurance. Ce changement a été reflété prospectivement.

(6) Le montant indiqué pour 2021 a été révisé en regard de celui présenté antérieurement.

(7) Représente les transactions avec d'autres institutions financières.

(8) Représente la mesure dans laquelle les services de la banque pourraient être remplacés par ceux d'autres institutions.

(9) Aux fins de la présentation de nos informations sur les banques d'importance systémique mondiale à compter de 2021, l'indicateur relatif au volume de transactions a été ajouté à titre d'indicateur principal.

(10) Tient compte du degré de complexité et du volume des activités de négociation de la banque visant les dérivés, les titres détenus à des fins de négociation, les titres de placement et les actifs de niveau 3.

s.o. sans objet

**2021 par rapport à 2020**

En 2021, la valeur nominale des dérivés hors cote a diminué, principalement pour les contrats de taux d'intérêt, sous l'effet du ralentissement des activités de négociation et des exigences de couverture. Les actifs sous garde ont augmenté en raison principalement d'une augmentation des rendements du marché. L'augmentation de l'exposition totale liée au ratio de levier en vertu de l'accord de Bâle III est principalement attribuable à l'expansion des activités en ce qui concerne les prêts, les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques, les titres, les engagements inutilisés, les mises en pension de titres et les dérivés, facteurs en partie annulés par l'incidence du change. Les autres différences par rapport à l'exercice précédent résultent essentiellement des fluctuations normales des activités commerciales, ainsi que des conséquences de la pandémie de COVID-19, y compris les paiements supplémentaires liés aux programmes d'aide du gouvernement et l'accroissement des niveaux de liquidités découlant de l'augmentation des dépôts des clients attribuable aux effets de la pandémie, et aux mesures prises par les banques centrales à cet égard, qui se sont fait sentir dans tous les secteurs.

## Questions en matière de comptabilité et de contrôle

### Résumé des méthodes comptables et estimations

Nos états financiers résumés sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Nos principales méthodes comptables sont décrites à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2021.

#### Mise en application des méthodes, jugements, estimations et hypothèses comptables critiques

Les perspectives économiques demeurent incertaines en raison des récessions modérées qui sont attendues au Canada, aux États-Unis et dans la zone euro au cours de l'année civile 2023, reflétant de ce fait l'accroissement des risques de dégradation économique, dont la montée de l'inflation, des problèmes des chaînes d'approvisionnement, des pénuries de main-d'œuvre et l'intensification des risques géopolitiques, facteurs qui pourraient influencer sur nos résultats financiers. Nous continuons de surveiller et d'évaluer les effets de ces facteurs sur nos jugements, estimations et hypothèses comptables critiques, qui sont décrits dans la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2021.

#### Changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir

Les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir qui, en ce qui nous concerne, ne sont pas encore en vigueur, sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2021.

### Contrôles et procédures

#### Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 31 juillet 2022, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de présentation de l'information conformément aux règles adoptées par la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef des finances, qui ont conclu que nos contrôles et procédures de présentation de l'information étaient efficaces au 31 juillet 2022.

#### Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2022, nous n'avons effectué aucune modification de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

### Transactions entre parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires et des services d'exploitation habituels, et concluons d'autres transactions avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés liées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles des parties non liées. Nous consentons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. Nous offrons en outre des régimes d'attribution d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 11 et 25 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2021.

## Glossaire

### Acceptations

Lettre de change ou instrument négociable tiré sur une banque par un emprunteur qui s'engage à effectuer le paiement à l'échéance. L'acceptation représente une garantie de paiement par la Banque et est négociable sur le marché monétaire. En contrepartie de cette garantie, la Banque reçoit une commission d'acceptation.

### Correction de valeur pour pertes de crédit

Montant jugé adéquat par la direction pour absorber les pertes de crédit attendues à la date de clôture. La correction de valeur est déterminée pour tous les actifs financiers soumis à des tests de dépréciation, y compris certains prêts, titres de créance, engagements de clients en contrepartie d'acceptations, garanties financières et engagements inutilisés. La correction de valeur est modifiée du montant de la dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée, laquelle est imputée au résultat et réduite en fonction du montant des radiations, après déduction des recouvrements au cours de la période.

### Titres adossés à des actifs

Titres créés au moyen de la titrisation d'un groupe d'actifs, par exemple des prêts automobiles ou des prêts sur cartes de crédit.

### Biens administrés

Biens que nous administrons et qui sont la propriété effective de nos clients, à moins d'indication contraire. Les services fournis relativement aux biens administrés sont de nature administrative et comprennent notamment les services de garde, le recouvrement des revenus de placement, le règlement des opérations de vente et d'achat et la tenue de registres.

### Biens sous gestion

Biens que nous gérons et qui sont la propriété effective de nos clients, à moins d'indication contraire. Les services fournis relativement aux biens sous gestion comprennent le choix des placements et les services-conseils en matière d'investissement. Nous détenons des biens sous gestion que nous administrons également et qui sont inclus dans les biens administrés.

### Capital attribué

Le capital attribué repose sur les exigences en matière de fonds propres réglementaires et de capital économique de Bâle III.

### Titres à enchères

Titres d'emprunt dont les taux d'intérêt sont régulièrement réévalués à la suite d'un processus d'enchères.

### Moyenne des actifs productifs, montant net

La moyenne des actifs productifs tient compte des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques, des titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, des actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés et des prêts, déduction faite de la correction de valeur, des garanties en espèces et des dépôts de garantie en espèces. Les actifs liés aux assurances et tous les autres actifs non spécifiés sont exclus. Les moyennes sont fondées sur les soldes quotidiens pour la période.

### Point de base (p.b.)

Un centième pour cent (0,01 %).

### Sûretés

Sûretés pour un prêt ou toute autre obligation. Les sûretés peuvent être des espèces, des titres assortis de notations élevées, des propriétés, des stocks, du matériel et des créances.

### Titres garantis par des créances (TGC)

Titres comportant plusieurs tranches qui sont émis par des entités structurées et garantis par des créances, y compris des obligations et des prêts. Chaque tranche offre un degré différent de risque et de rendement pouvant répondre à la demande des investisseurs.

### Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

Titres créés au moyen de la titrisation de créances hypothécaires commerciales.

### Engagements de crédit

Montants inutilisés de facilités de crédit offertes aux clients, sous la forme de prêts, d'acceptations bancaires ou d'autres types de financement au bilan, ou encore d'instruments hors bilan tels que les garanties et les lettres de crédit.

### Fonds propres CET1

Mesure de fonds propres prévue par l'accord de Bâle III se composant principalement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, moins les déductions et ajustements réglementaires pour le goodwill et les immobilisations incorporelles, les actifs des régimes de retraite à prestations définies, le déficit au titre des provisions et d'autres éléments définis.

### Ratio CET1

Mesure de fonds propres basée sur le risque correspondant aux fonds propres CET1 divisés par l'actif pondéré en fonction des risques.

### Obligations sécurisées

Obligations avec plein recours figurant au bilan émises par les banques et les établissements de crédit qui sont également entièrement garanties par des actifs sur lesquels les investisseurs ont priorité en cas d'insolvabilité de l'émetteur.

### Swaps sur défaillance

Contrat dérivé qui offre à l'acquéreur un paiement non récurrent en cas de défaillance de l'entité ou des entités (ou si un événement déclencheur semblable survient).

### Dérivé

Contrat conclu entre deux parties qui ne nécessite que peu ou pas d'investissements initiaux et en vertu duquel les paiements faits de part et d'autre sont tributaires de la variation du prix d'un instrument, d'un indice boursier ou d'un taux financier sous-jacent. Les dérivés comprennent notamment les swaps, les options, les contrats de garantie de taux d'intérêt et les contrats à terme standardisés. Le capital nominal du dérivé est le montant de référence en fonction duquel les paiements effectués entre les parties sont calculés. Le capital nominal lui-même ne fait habituellement pas l'objet d'un versement.

### Ratio de distribution

Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires.

### Rendement de l'action

Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.

### Bénéfice par action – de base

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le nombre moyen d'actions en circulation.

### Bénéfice par action – dilué

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le nombre moyen d'actions en circulation ajusté pour tenir compte de l'effet de dilution des options sur actions et des autres titres convertibles.

### Pertes de crédit attendues

Différence entre les flux de trésorerie contractuels qui nous sont dus conformément aux conditions du contrat et les flux de trésorerie que nous nous attendons à recevoir, actualisée à la date de clôture.

### Juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

### Ajustement de l'évaluation lié au financement

Les ajustements de l'évaluation liés au financement sont calculés afin de tenir compte du coût et de l'avantage du financement dans l'évaluation des dérivés hors cote sous-garantis ou non garantis. Les flux de trésorerie futurs prévus de ces dérivés sont actualisés de manière à refléter le coût et l'avantage du financement des dérivés en utilisant comme données une courbe de financement, les volatilités implicites et les corrélations.

### Garanties et lettres de crédit

Représentent principalement des garanties de paiement irrévocables par une banque dans le cas où un client serait incapable d'honorer ses obligations financières envers des tiers. Certaines autres garanties (comme les cautionnements de soumission et les garanties de bonne exécution) sont de nature non financière.

### Couverture

Technique de gestion du risque visant à réduire l'exposition aux risques de marché, de taux d'intérêt ou de change liés aux transactions bancaires courantes. L'élimination ou la réduction du risque est obtenue au moyen de la prise de positions compensatoires. Par exemple, des actifs libellés dans une devise peuvent être couverts au moyen de passifs libellés dans cette même devise ou au moyen de divers instruments de couverture de change (comme les contrats à terme standardisés, les options sur devises et les contrats de change à terme).

### Fonds de couverture

Fonds d'investissement offert aux investisseurs accrédités disposant d'un avoir net élevé, qui est assujéti à une réglementation et à des restrictions limitées à l'égard de ses placements comparativement aux fonds communs de placement de détail et qui a souvent recours à des stratégies audacieuses comme la vente à découvert, l'endettement, la négociation informatisée, les swaps, l'arbitrage et les dérivés.

### Actifs liquides de haute qualité

Les actifs sont considérés comme des actifs liquides de haute qualité s'ils peuvent être facilement et immédiatement convertis en espèces durant une période de tensions, et ce, en perdant peu ou pas de valeur.

### Prêts douteux

Un prêt est classé comme prêt douteux si la qualité de crédit s'est détériorée de telle sorte que la direction juge que le plein recouvrement des intérêts et du capital aux dates prévues conformément aux modalités du contrat de prêt n'est plus raisonnablement assuré. Les soldes de cartes de crédit ne sont pas classés comme douteux étant donné qu'ils sont directement sortis du bilan après 180 jours de retard.

**Normes internationales d'information financière (IFRS)**

Les IFRS comprennent les normes, les interprétations et le cadre fondés sur des principes adoptés par l'International Accounting Standards Board.

**Ratio de levier**

Mesure réglementaire prévue par l'accord de Bâle III consistant à diviser les fonds propres de première catégorie par la somme du total de l'actif et d'éléments hors bilan particuliers.

**Ratio de liquidité à court terme**

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux obligations financières à court terme nettes sur une période de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité.

**Ratio prêt-valeur**

Calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio RBC® divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

**Convention-cadre de compensation**

Accord conclu entre la Banque et une contrepartie et conçu afin de réduire le risque de crédit lié à de multiples transactions sur dérivés au moyen de la création d'un droit juridique de contrebalancer l'exposition au risque dans le cas d'une défaillance.

**Revenu net d'intérêt**

Écart entre le montant gagné sur les actifs (tels que les prêts et les titres) et le montant versé au titre des passifs (tels que les dépôts et les débiteures subordonnées).

**Marge nette d'intérêt (selon la moyenne des actifs productifs, montant net)**

Représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne des actifs productifs, montant net.

**Ratio de liquidité à long terme**

Le ratio de liquidité à long terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des liquidités à long terme disponibles eu égard au respect du niveau de couverture minimal de financement stable exigé.

**Offre publique de rachat dans le cours normal des activités**

Programme visant le rachat de nos propres actions aux fins d'annulation, par l'intermédiaire d'une Bourse, assujetti aux divers règlements de la Bourse et de la commission des valeurs mobilières pertinentes.

**Capital nominal**

Montant contractuel de référence utilisé pour calculer les paiements relatifs aux dérivés.

**Instruments financiers hors bilan**

Divers types d'ententes offertes aux clients, qui comprennent les dérivés de crédit, les ventes d'options de vente, les facilités de garantie de liquidités, les produits à valeur stable, les lettres de garantie financière, les garanties de bonne fin, les rehaussements de crédit, les prêts hypothécaires vendus avec recours, les engagements de crédit, les prêts de titres, les lettres de crédit documentaire et commerciales, les facilités d'émission de billets ou les facilités de prise ferme renouvelables, les garanties pour prêt de titres et les indemnisations.

**Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF)**

Principale autorité de réglementation des institutions financières constituées sous le régime d'une loi fédérale canadienne et des régimes de retraite administrés par le gouvernement fédéral canadien. Le BSIF a pour mission de protéger les titulaires de police, les déposants et les participants aux régimes de retraite contre les pertes indues.

**Levier d'exploitation**

Écart entre le taux de croissance de nos revenus et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt.

**Options**

Contrat ou disposition d'un contrat qui donne à une partie (le porteur de l'option) le droit, et non l'obligation, d'effectuer une opération déterminée avec une autre partie (l'émetteur ou le vendeur de l'option) selon des conditions établies.

**Dotation à la provision pour pertes de crédit (DPPC)**

Montant imputé au résultat en vue de porter la correction de valeur pour pertes de crédit au niveau jugé approprié par la direction. Elle se compose des dotations liées aux actifs financiers productifs et dépréciés.

**Ratio de la DPPC liée aux prêts**

Le ratio de la DPPC liée aux prêts représente la DPPC liée aux prêts exprimée en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

**Produits de la gamme Marge Proprio RBC®**

Comprennent les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts aux particuliers garantis aux termes desquels l'emprunteur fournit des biens immobiliers en garantie.

**Convention de rachat**

Prévoit à la fois la vente de titres contre espèces et le rachat de ces titres contre valeur à une date ultérieure. Ces transactions ne constituent habituellement pas des ventes économiques et, par conséquent, sont traitées comme des transactions de financement garanties.

**Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires**

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

**Convention de revente**

Prévoit à la fois l'achat de titres contre espèces et la vente de ces titres contre valeur à une date ultérieure. Ces transactions ne constituent habituellement pas des ventes économiques et, par conséquent, sont traitées comme des transactions de financement garanties.

**Actif pondéré en fonction des risques**

Actif ajusté en fonction d'un facteur de pondération du risque prévu par règlement afin de refléter le degré de risque lié aux éléments présentés au bilan et aux éléments hors bilan. Certains actifs ne sont pas pondérés en fonction des risques, mais déduits des fonds propres. Le calcul est défini dans les lignes directrices du BSIF. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

**Prêt de titres**

Opération dans le cadre de laquelle le propriétaire de titres accepte le prêt en contrepartie d'une commission aux termes d'un contrat négocié au préalable avec l'emprunteur. La garantie pour le prêt est constituée soit de titres de grande qualité, soit de trésorerie, et la valeur de la garantie doit être au moins égale à la valeur de marché des titres prêtés. Lorsque

les prêts sont garantis par des titres, l'emprunteur paie une commission négociée. Inversement, lorsque les prêts sont garantis en espèces, le prêteur verse des intérêts à l'emprunteur à un taux négocié et réinvestit la garantie en espèces pour réaliser un rendement. Un intermédiaire, comme une banque, agit souvent à titre de mandataire d'opérations de prêt pour le compte du propriétaire des titres en échange d'une partie des revenus touchés par le propriétaire sur le prêt de titres. La plupart du temps, le mandataire indemnise le propriétaire relativement au risque lié à l'incapacité de l'emprunteur de remettre les titres prêtés, notamment au risque de contrepartie en cas de défaillance de l'emprunteur et au risque de marché si la valeur des garanties autres qu'en espèces diminue. Le mandataire n'indemnise pas le propriétaire des titres relativement au risque lié au réinvestissement de la garantie en espèces; ce risque est entièrement assumé par le propriétaire.

**Titres vendus à découvert**

Transaction dans le cadre de laquelle une partie vend des titres pour ensuite les emprunter afin de les céder à l'acheteur au moment du règlement. À une date ultérieure, le vendeur achète des titres identiques sur le marché pour remplacer les titres empruntés.

**Titrisation**

Opération dans le cadre de laquelle divers actifs financiers sont regroupés en titres nouvellement émis adossés à ces actifs.

**Approche standard**

La pondération des risques prescrite par le BSIF permet de calculer l'actif pondéré en fonction des risques pour déterminer l'exposition au risque de crédit. L'évaluation du crédit par les agences de notation externes reconnues par le BSIF, soit Standard & Poor's, Moody's, Fitch, DBRS et Kroll Bond Rating Agency, sert à pondérer notre exposition au risque lié aux organismes souverains et aux banques en fonction des normes et des lignes directrices formulées par le BSIF. Quant au calcul de notre exposition au risque lié aux entreprises et au secteur du détail, nous avons recours à la pondération du risque standard prescrite par le BSIF.

**Entités structurées**

Une entité structurée est une entité pour laquelle les droits de vote ou autres droits similaires ne sont pas les principaux facteurs permettant de déterminer qui contrôle l'entité, comme lorsque les activités qui ont une incidence importante sur le rendement de l'entité sont dirigées au moyen d'accords contractuels. Souvent, les entités structurées exercent des activités restreintes, ont des objectifs précis et bien définis, ont des capitaux propres insuffisants pour financer leurs activités et disposent de financement sous forme de multiples instruments liés entre eux par contrat.

**Majoration au montant imposable équivalent**

Augmentation du revenu provenant de certaines sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes admissibles) à un niveau permettant de le rendre comparable aux revenus provenant de sources imposables. Il y a un ajustement correspondant de la charge d'impôt qui permet d'obtenir le même bénéfice net après impôt.

**Fonds propres de première catégorie**

Les fonds propres de première catégorie comprennent essentiellement les fonds propres CET1 et d'autres éléments additionnels de fonds propres de première catégorie, comme les actions privilégiées, les billets de capital à recours limité et les participations ne donnant pas le contrôle dans des instruments de fonds propres de première catégorie de filiales.

**Fonds propres de deuxième catégorie**

Les fonds propres de deuxième catégorie comprennent principalement des débentures subordonnées qui répondent à certains critères, certaines provisions pour pertes sur prêts ainsi que les participations ne donnant pas le contrôle dans des instruments de fonds propres de deuxième catégorie de filiales.

**Total des fonds propres et ratio du total des fonds propres**

Le total des fonds propres se définit comme le total des fonds propres de première et de deuxième catégorie. On obtient le ratio du total des fonds propres en divisant le total des fonds propres par l'actif pondéré en fonction des risques.

**Capacité totale d'absorption des pertes (TLAC)**

Ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des autres instruments TLAC, qui permet la conversion, en tout ou en partie, en

actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et qui satisfait à tous les critères d'admissibilité de la ligne directrice.

**Ratio TLAC**

Le ratio TLAC fondé sur le risque correspond à la capacité totale d'absorption des pertes divisée par le total de l'actif pondéré en fonction des risques.

**Ratio de levier TLAC**

Le ratio de levier TLAC correspond à la capacité totale d'absorption des pertes divisée par le ratio de levier.

**Tranche**

Type de titre créé de façon à ce que les risques et le rendement liés à un groupe d'actifs soient regroupés en plusieurs catégories de titres assortis de niveaux de risque et de rendement différents de ceux du groupe d'actifs sous-jacent. Les tranches sont habituellement notées par des agences de notation et reflètent à la fois la qualité de crédit de la garantie sous-jacente

et le niveau de protection en fonction de la subordination intrinsèque de la tranche.

**Capital non attribué**

Le capital non attribué représente l'excédent des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués à notre secteur d'exploitation et est présenté dans le secteur Services de soutien généraux.

**Valeur à risque (VAR)**

Mesure du risque généralement reconnue qui utilise des modèles statistiques fondés sur des informations historiques pour estimer, selon un degré de confiance déterminé, la perte de valeur de marché maximale que subiraient les portefeuilles de négociation de la Banque en cas de changement défavorable des taux et des cours du marché au cours d'une séance.

## Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

La publication de notre rapport annuel 2021, de notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2022, du document d'information financière complémentaire (IFC) et du rapport portant sur le troisième pilier a pour objectif la présentation de renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements du conseil de la stabilité financière (CSF). L'information figurant dans l'IFC et le rapport portant sur le troisième pilier n'est pas et ne doit pas être considérée comme étant intégrée par renvoi à notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2022.

L'index qui suit présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Référence		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
Généralités	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	60	137	1
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques		59-66, 135-136	-
	3	Risques connus et risques émergents		56-59	-
	4	Nouveaux ratios réglementaires	50-52	111-118	-
Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion des risques		59-66	-
	6	Culture à l'égard du risque		61-66	-
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités		121	-
	8	Simulation de crise		63, 81	-
Adéquation des fonds propres et actif pondéré en fonction des risques	9	Ratios de fonds propres minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure	51	111-118	-
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire		-	*
	11	État de l'évolution des fonds propres réglementaires		-	20
	12	Planification stratégique en matière de fonds propres		111-118	-
	13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité		-	21
	14	Analyse des exigences en matière de fonds propres et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe		67-70	*
	15	Information relative au risque de crédit lié à l'actif pondéré en fonction des risques et mesures de risque connexes		-	*
16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque		-	21	
17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle		63, 67	32	
Liquidités	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	41-42	89, 95-96	-
Financement	19	Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	42, 45	90, 94	-
	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan	49-50	98-99	-
	21	Sources de financement et stratégie de financement	42-44	91-93	-
Risque de marché	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	39-40	85-86	-
	23	Ventilation des facteurs de risque de marché	36-38	80-84	-
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché		81	-
	25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés		80-84	-
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit de la Banque	31-35	66-79, 192-199	22-32, *
		Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan	78-84	129-134	*
	27	Politiques de détermination des prêts douteux		68-71, 124, 159-163	-
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice		-	24, 29
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en Bourse		72	33
30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit		70-71	*	
Autres	31	Autres types de risque		101-111	-
	32	Événements publics comportant des risques		104-106, 244-246	-

\* Ces exigences de communication sont remplies en totalité ou en partie grâce aux informations incluses dans le rapport portant sur le troisième pilier pour le trimestre clos le 31 juillet 2022 et l'exercice clos le 31 octobre 2021.

## États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

## Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 juillet 2022	31 octobre 2021
<b>Actif</b>		
<b>Trésorerie et montants à recevoir de banques</b>	89 110 \$	113 846 \$
<b>Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques</b>	98 145	79 638
<b>Titres</b>		
Titres détenus à des fins de transaction	141 986	139 240
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable (note 4)	156 809	145 484
	298 795	284 724
<b>Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>	318 565	307 903
<b>Prêts (note 5)</b>		
Prêts de détail	538 389	503 598
Prêts de gros	261 592	218 066
	799 981	721 664
Correction de valeur pour pertes sur prêts (note 5)	(3 667)	(4 089)
	796 314	717 575
<b>Actif net des fonds distincts</b>	2 690	2 666
<b>Autres</b>		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	17 360	19 798
Dérivés	122 058	95 541
Locaux et matériel	7 142	7 424
Goodwill	10 933	10 854
Autres immobilisations incorporelles	4 383	4 471
Autres actifs	76 597	61 883
	238 473	199 971
<b>Total de l'actif</b>	1 842 092 \$	1 706 323 \$
<b>Passif et capitaux propres</b>		
<b>Dépôts (note 7)</b>		
Particuliers	392 267 \$	362 488 \$
Entreprises et gouvernements	739 467	696 353
Banques	46 870	41 990
	1 178 604	1 100 831
<b>Passif net des fonds distincts</b>	2 690	2 666
<b>Autres</b>		
Acceptations	17 390	19 873
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	38 504	37 841
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	281 149	262 201
Dérivés	119 868	91 439
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	12 033	12 816
Autres passifs	77 745	70 301
	546 689	494 471
<b>Débiteures subordonnées (note 10)</b>	10 111	9 593
<b>Total du passif</b>	1 738 094	1 607 561
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires</b>		
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 10)	7 328	6 684
Actions ordinaires (note 10)	17 092	17 655
Bénéfices non distribués	76 466	71 795
Autres composantes des capitaux propres	3 012	2 533
	103 898	98 667
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>	100	95
<b>Total des capitaux propres</b>	103 998	98 762
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	1 842 092 \$	1 706 323 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## États consolidés intermédiaires résumés du résultat net (non audité)

	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2021
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)				
<b>Revenu d'intérêt et de dividende</b> (note 3)				
Prêts	6 761 \$	5 439 \$	18 025 \$	16 242 \$
Titres	1 822	1 184	4 597	3 677
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	1 601	291	2 506	1 002
Dépôts et autres	553	83	745	210
	<b>10 737</b>	<b>6 997</b>	<b>25 873</b>	<b>21 131</b>
<b>Charge d'intérêt</b> (note 3)				
Dépôts et autres	2 786	1 278	5 554	4 178
Autres passifs	1 984	625	3 707	1 875
Débitures subordonnées	77	42	177	137
	<b>4 847</b>	<b>1 945</b>	<b>9 438</b>	<b>6 190</b>
<b>Revenu net d'intérêt</b>	<b>5 890</b>	<b>5 052</b>	<b>16 435</b>	<b>14 941</b>
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>				
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 233	1 754	2 866	4 099
Revenus tirés des activités de négociation	(128)	179	475	1 080
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 857	1 830	5 710	5 244
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 028	1 095	3 279	3 109
Commissions de courtage en valeurs mobilières	344	356	1 132	1 188
Frais bancaires	499	465	1 464	1 383
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	369	700	1 577	2 037
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	250	246	772	827
Revenus sur cartes	314	278	893	831
Commissions de crédit	301	412	1 175	1 112
Profits nets sur les titres de placement	28	8	66	125
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	33	47	86	96
Autres	114	334	488	1 245
	<b>6 242</b>	<b>7 704</b>	<b>19 983</b>	<b>22 376</b>
<b>Total des revenus</b>	<b>12 132</b>	<b>12 756</b>	<b>36 418</b>	<b>37 317</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b> (notes 4 et 5)	<b>340</b>	<b>(540)</b>	<b>103</b>	<b>(526)</b>
<b>Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance</b>	<b>850</b>	<b>1 304</b>	<b>1 667</b>	<b>2 859</b>
<b>Frais autres que d'intérêt</b>				
Ressources humaines (note 8)	3 858	4 111	12 145	12 551
Matériel	514	492	1 528	1 472
Frais d'occupation	381	387	1 153	1 191
Communications	277	227	763	652
Honoraires	373	329	1 039	934
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	342	320	1 015	957
Autres	641	554	1 757	1 584
	<b>6 386</b>	<b>6 420</b>	<b>19 400</b>	<b>19 341</b>
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>4 556</b>	<b>5 572</b>	<b>15 248</b>	<b>15 643</b>
Impôt sur le résultat	979	1 276	3 323	3 485
<b>Bénéfice net</b>	<b>3 577 \$</b>	<b>4 296 \$</b>	<b>11 925 \$</b>	<b>12 158 \$</b>
<b>Bénéfice net attribuable aux :</b>				
Actionnaires	3 575 \$	4 292 \$	11 918 \$	12 151 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2	4	7	7
	<b>3 577 \$</b>	<b>4 296 \$</b>	<b>11 925 \$</b>	<b>12 158 \$</b>
<b>Bénéfice de base par action</b> (en dollars) (note 11)	<b>2,52 \$</b>	<b>2,97 \$</b>	<b>8,33 \$</b>	<b>8,40 \$</b>
<b>Bénéfice dilué par action</b> (en dollars) (note 11)	<b>2,51</b>	<b>2,97</b>	<b>8,31</b>	<b>8,39</b>
<b>Dividendes par action ordinaire</b> (en dollars)	<b>1,28</b>	<b>1,08</b>	<b>3,68</b>	<b>3,24</b>

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2021
<b>Bénéfice net</b>	<b>3 577 \$</b>	<b>4 296 \$</b>	<b>11 925 \$</b>	<b>12 158 \$</b>
<b>Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt</b>				
<b>Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :</b>				
<b>Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</b>				
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(247)	70	(1 392)	360
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	(2)	(21)	(13)	(8)
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(5)	(4)	(34)	(106)
	<b>(254)</b>	<b>45</b>	<b>(1 439)</b>	<b>246</b>
<b>Écarts de change</b>				
Profits (pertes) de change latents	(459)	931	1 213	(3 703)
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	213	(367)	(157)	1 460
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	–	2	(18)	(5)
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	–	(1)	17	(1)
	<b>(246)</b>	<b>565</b>	<b>1 055</b>	<b>(2 249)</b>
<b>Variation nette des couvertures de flux de trésorerie</b>				
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(296)	(190)	671	606
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	46	95	194	173
	<b>(250)</b>	<b>(95)</b>	<b>865</b>	<b>779</b>
<b>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :</b>				
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel (note 8)	(319)	76	729	1 795
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	324	24	1 357	(12)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	10	(1)	53	(2)
	<b>15</b>	<b>99</b>	<b>2 139</b>	<b>1 781</b>
<b>Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt</b>	<b>(735)</b>	<b>614</b>	<b>2 620</b>	<b>557</b>
<b>Total du résultat global</b>	<b>2 842 \$</b>	<b>4 910 \$</b>	<b>14 545 \$</b>	<b>12 715 \$</b>
<b>Total du résultat global attribuable aux :</b>				
Actionnaires	2 841 \$	4 904 \$	14 536 \$	12 714 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1	6	9	1
	<b>2 842 \$</b>	<b>4 910 \$</b>	<b>14 545 \$</b>	<b>12 715 \$</b>

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2021
<b>Impôt sur les autres éléments du résultat global</b>				
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(20)\$	30 \$	(388)\$	28 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	–	(7)	(2)	(1)
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(3)	(2)	(7)	(25)
Profits (pertes) de change latents	–	–	–	2
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	75	(126)	(43)	494
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	–	–	6	–
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(112)	(66)	251	217
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	17	34	70	62
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel	(115)	29	252	637
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	114	9	480	(4)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(7)	3	(8)	2
<b>Total de la charge (l'économie) d'impôt</b>	<b>(51)\$</b>	<b>(96)\$</b>	<b>611 \$</b>	<b>1 412 \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2022										
	Autres composantes des capitaux propres										
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres ordinaires	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres ordinaires	Actions ordinaires	Bénéfices non distribués	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
(en millions de dollars canadiens)	7 323 \$	17 488 \$	(25) \$	75 931 \$	1 681 \$	3 353 \$	1 681 \$	3 761 \$	104 304 \$	101 \$	104 405 \$
<b>Solde au début de la période</b>											
Variation des capitaux propres											
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	8	(129)		(1 209)					8		8
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation									(1 338)		(1 338)
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres – rachat											
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente			194						1 375		1 375
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat			(164)	(1 282)					(1 446)		(1 446)
Attributions de rémunération fondée sur des actions											
Dividendes sur actions ordinaires				(1 784)					(1 784)		(1 784)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres				(58)					(58)	(2)	(60)
Autres				(4)					(4)		(4)
Bénéfice net				3 575					3 575	2	3 577
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt				15	(254)	(245)	(250)	(749)	(734)	(1)	(735)
<b>Solde à la fin de la période</b>	7 323 \$	17 367 \$	5 \$	76 466 \$	3 108 \$	1 431 \$	1 431 \$	3 012 \$	103 898 \$	100 \$	103 998 \$
(en millions de dollars canadiens)	7 198 \$	17 689 \$	(7) \$	66 163 \$	1 826 \$	(205) \$	1 683 \$	1 683 \$	92 735 \$	87 \$	92 822 \$
<b>Solde au début de la période</b>											
Variation des capitaux propres											
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	1 000	24		(2)					1 022		1 022
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation											
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres – rachat	(725)								(725)		(725)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente			243						1 423		1 423
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat			(293)	(1 246)					(1 539)		(1 539)
Attributions de rémunération fondée sur des actions											
Dividendes sur actions ordinaires				(1 539)					(1 539)		(1 539)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres				(55)					(55)	(1)	(56)
Autres				(7)					(7)		(8)
Bénéfice net				4 292					4 292	4	4 296
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt				99	563	(95)	513	513	612	2	614
<b>Solde à la fin de la période</b>	7 473 \$	17 713 \$	(57) \$	68 951 \$	2 389 \$	(300) \$	2 196 \$	2 196 \$	96 219 \$	91 \$	96 310 \$

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2021

Autres composantes des capitaux propres

	Autres composantes des capitaux propres										
	Autres composantes des capitaux propres										
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres ordinaires	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres ordinaires	Actions ordinaires	Bénéfices non distribués	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
(en millions de dollars canadiens)	7 198 \$	17 689 \$	(7) \$	66 163 \$	1 826 \$	(205) \$	1 683 \$	1 683 \$	92 735 \$	87 \$	92 822 \$
<b>Solde au début de la période</b>											
Variation des capitaux propres											
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	1 000	24		(2)					1 022		1 022
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation											
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres – rachat	(725)								(725)		(725)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente			243						1 423		1 423
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat			(293)	(1 246)					(1 539)		(1 539)
Attributions de rémunération fondée sur des actions											
Dividendes sur actions ordinaires				(1 539)					(1 539)		(1 539)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres				(55)					(55)	(1)	(56)
Autres				(7)					(7)		(8)
Bénéfice net				4 292					4 292	4	4 296
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt				99	563	(95)	513	513	612	2	614
<b>Solde à la fin de la période</b>	7 473 \$	17 713 \$	(57) \$	68 951 \$	2 389 \$	(300) \$	2 196 \$	2 196 \$	96 219 \$	91 \$	96 310 \$

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2022												
	Autres composantes des capitaux propres											
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres ordinaires	Actions de capitaux propres ordinaires	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres ordinaires	Actions ordinaires	Bénéfices distribués	Bénéfices non distribués	Écart de change	Couverture de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(en millions de dollars canadiens)	6 723 \$	17 728 \$	(39) \$	(73) \$	71 795 \$	(88) \$	2 055 \$	566 \$	2 533 \$	98 667 \$	95 \$	98 762 \$
<b>Solde au début de la période</b>	750	50	–	–	(1)	–	–	–	–	799	–	799
Variation des capitaux propres	–	(411)	–	–	(4 033)	–	–	–	–	(4 444)	–	(4 444)
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres – rachat	(150)	–	–	–	(5)	–	–	–	–	(155)	–	(155)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	502	3 888	–	–	–	–	–	4 390	–	4 390
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	(458)	(4 090)	–	–	–	–	–	(4 548)	–	(4 548)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	2	–	–	–	–	2	–	2
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(5 172)	–	–	–	–	(5 172)	–	(5 172)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(180)	–	–	–	–	(180)	(4)	(184)
Autres	–	–	–	–	3	–	–	–	–	3	–	3
Bénéfice net	–	–	–	–	11 918	–	–	–	–	11 918	7	11 925
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	2 139	(1 439)	1 053	865	479	2 618	2	2 620
<b>Solde à la fin de la période</b>	7 323 \$	17 367 \$	5 \$	(275) \$	76 466 \$	(1 527) \$	3 108 \$	1 431 \$	3 012 \$	103 898 \$	100 \$	103 998 \$

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2021												
	Autres composantes des capitaux propres											
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres ordinaires	Actions de capitaux propres ordinaires	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres ordinaires	Actions ordinaires	Bénéfices distribués	Bénéfices non distribués	Écart de change	Couverture de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(en millions de dollars canadiens)	5 948 \$	17 628 \$	(3) \$	(129) \$	59 806 \$	(139) \$	4 632 \$	(1 079) \$	3 414 \$	86 664 \$	103 \$	86 767 \$
<b>Solde au début de la période</b>	2 250	85	–	–	(5)	–	–	–	–	2 330	–	2 330
Variation des capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres – rachat	(725)	–	–	–	–	–	–	–	–	(725)	–	(725)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	442	3 122	–	–	–	–	–	3 564	–	3 564
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	(496)	(3 050)	–	–	–	–	–	(3 546)	–	(3 546)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(4)	–	–	–	–	(4)	–	(4)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(4 618)	–	–	–	–	(4 618)	–	(4 618)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(189)	–	–	–	–	(189)	(3)	(192)
Autres	–	–	–	–	29	–	–	–	–	29	(10)	19
Bénéfice net	–	–	–	–	12 151	–	–	–	–	12 151	7	12 158
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	1 781	246	(2 243)	779	(1 218)	563	(6)	557
<b>Solde à la fin de la période</b>	7 473 \$	17 713 \$	(57) \$	(57) \$	68 951 \$	107 \$	2 389 \$	(300) \$	2 196 \$	96 219 \$	91 \$	96 310 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2021
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>				
Bénéfice net	3 577 \$	4 296 \$	11 925 \$	12 158 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet sur la trésorerie et autres				
Dotations à la provision pour pertes de crédit	340	(540)	103	(526)
Amortissement	314	323	941	955
Impôt différé	(237)	31	408	817
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	343	333	1 022	972
Variations nettes des participations dans des coentreprises et des entreprises associées	(33)	(45)	(85)	(93)
Pertes (profits) sur les titres de placement	(28)	(8)	(66)	(131)
Pertes (profits) à la cession d'activités	(11)	-	(100)	(26)
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation				
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	(40)	387	(783)	281
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(167)	(173)	(246)	(532)
Impôt exigible	29	197	(3 061)	870
Actifs dérivés	34 146	(4 797)	(26 517)	11 455
Passifs dérivés	(31 673)	4 748	28 429	(12 777)
Titres détenus à des fins de transaction	1 810	(8 161)	(2 716)	2 182
Prêts, déduction faite de la titrisation	(21 959)	(23 972)	(78 916)	(35 952)
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(1 867)	(11 865)	(10 662)	(6 881)
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	1 811	14 116	18 948	(3 066)
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(960)	2 943	663	5 475
Dépôts, déduction faite de la titrisation	26 954	51 555	78 323	72 923
Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	3 032	315	4 131	(933)
Autres	(2 261)	(2 775)	550	3 445
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation</b>	<b>13 120</b>	<b>26 908</b>	<b>22 291</b>	<b>51 166</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>				
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	(29 316)	(16 951)	(18 507)	(41 369)
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de titres de placement	25 257	23 799	72 752	87 109
Achat de titres de placement	(30 653)	(30 930)	(86 876)	(92 695)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(586)	(614)	(1 729)	(1 539)
Produit reçu (trésorerie transférée) de cessions	(408)	-	(313)	78
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement</b>	<b>(35 706)</b>	<b>(24 696)</b>	<b>(34 673)</b>	<b>(48 416)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>				
Émission de débentures subordonnées	-	-	1 000	1 000
Remboursement de débentures subordonnées	-	-	-	(1 500)
Émission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission	8	23	46	76
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(1 338)	-	(4 444)	-
Émission d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres, déduction faite des frais d'émission	-	998	749	2 245
Actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres – rachat	-	(725)	(155)	(725)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	1 375	1 423	4 390	3 564
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	(1 446)	(1 539)	(4 548)	(3 546)
Dividendes versés sur les actions et distributions versées sur les autres instruments de capitaux propres	(1 754)	(1 616)	(5 118)	(4 826)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(2)	(1)	(4)	(3)
Variation des emprunts à court terme des filiales	128	(6)	129	(14)
Remboursement d'obligations locatives	(166)	(160)	(483)	(458)
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement</b>	<b>(3 195)</b>	<b>(1 603)</b>	<b>(8 438)</b>	<b>(4 187)</b>
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	(1 038)	491	(3 916)	(2 044)
<b>Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques</b>	<b>(26 819)</b>	<b>1 100</b>	<b>(24 736)</b>	<b>(3 481)</b>
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période (1)	115 929	114 307	113 846	118 888
<b>Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période (1)</b>	<b>89 110 \$</b>	<b>115 407 \$</b>	<b>89 110 \$</b>	<b>115 407 \$</b>
<b>Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :</b>				
Intérêts versés	3 705 \$	1 826 \$	7 233 \$	6 121 \$
Intérêts reçus	9 223	6 581	22 824	20 052
Dividendes reçus	746	582	2 291	1 933
Impôt sur le résultat payé	1 130	927	6 466	3 201

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes auprès des banques centrales et d'autres organismes de réglementation. Le total des soldes était de 2 milliards de dollars au 31 juillet 2022 (2 milliards au 30 avril 2022; 2 milliards au 31 octobre 2021; 2 milliards au 31 juillet 2021; 3 milliards au 31 octobre 2020).

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

**Note 1 Informations générales**

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont préparés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels et ils doivent être lus en parallèle avec nos états financiers consolidés annuels audités de 2021 et les notes annexes présentés aux pages 148 à 256 de notre rapport annuel 2021. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars, sauf indication contraire. Le 23 août 2022, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

**Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements**

Les états financiers résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels audités de 2021. Nos principales méthodes comptables et les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir non encore entrés en vigueur pour nous sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2021.

**Réforme des taux d'intérêt de référence**

Le 16 mai 2022, Refinitiv Benchmark Services (UK) Limited (RBSL), administrateur du taux Canadian Dollar Offered Rate (CDOR), a annoncé que le calcul et la publication de toutes les échéances du CDOR cesseront définitivement immédiatement après une publication finale le 28 juin 2024. L'annonce de la cessation a entraîné le déclenchement des clauses de repli relatives à nos produits liés au CDOR, notamment certains prêts, obligations et dérivés, et ainsi défini les dates de passage de ces produits aux taux de référence alternatifs. Cette annonce a également permis d'établir les écarts fixes à utiliser lors du passage au taux de référence alternatif pour chaque taux CDOR pour certains de nos produits liés au CDOR.

**Progrès et risques découlant de la transition vers des taux d'intérêt de référence alternatifs**

Notre transition des taux CDOR aux taux d'intérêt de référence alternatifs sera gérée dans le cadre de notre programme exhaustif à l'échelle de l'entreprise et de notre structure de gouvernance utilisés dans le cadre de la réforme des taux d'intérêt de référence en cours. Pour de plus amples renseignements sur notre programme de transition existant, se reporter à la note 2 de notre rapport annuel 2021.

**Relations de couverture touchées par la réforme des taux d'intérêt de référence**

Le tableau suivant présente le capital nominal de nos instruments de couverture CDOR qui, en date du 1<sup>er</sup> novembre 2021, viendront à échéance après le 28 juin 2024, ce qui représente nos soldes d'ouverture de l'exercice se terminant le 31 octobre 2022. Les changements apportés à nos expositions au cours de la période n'ont pas entraîné de changements importants aux risques liés à la transition depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2021. Le capital nominal de nos instruments de couverture correspond aussi approximativement au risque géré au moyen des relations de couverture.

(en millions de dollars canadiens)	Au 1 <sup>er</sup> novembre 2021
	Capital nominal
<b>Contrats de taux d'intérêt</b>	
CDOR	76 931 \$
<b>Swaps sur rendement total</b>	
CDOR	390
	<b>77 321 \$</b>

**Instruments financiers indexés sur le CDOR qui n'ont pas encore été remplacés par des taux d'intérêt de référence alternatifs**

Les tableaux suivants présentent, en date du 1<sup>er</sup> novembre 2021, nos expositions importantes à des instruments financiers indexés sur le CDOR qui n'ont pas encore été remplacés par des taux d'intérêt de référence alternatifs et qui viennent à échéance après le 28 juin 2024, ce qui représente nos soldes d'ouverture de l'exercice se terminant le 31 octobre 2022. Les changements apportés à nos expositions au cours de la période n'ont pas entraîné de changements importants aux risques liés à la transition depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2021. Dans le cours normal des activités, le capital nominal de nos dérivés peut fluctuer en ayant une incidence minime sur nos plans de conversion des instruments CDOR.

(en millions de dollars canadiens)	Au 1 <sup>er</sup> novembre 2021		
	Actifs financiers non dérivés (1)	Passifs financiers non dérivés (2)	Capital nominal des dérivés
CDOR (3)	9 226 \$	14 797 \$	1 460 770 \$

(1) Les actifs non dérivés représentent l'encours des prêts et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations, ainsi que la juste valeur des titres.

(2) Les passifs non dérivés représentent les débiteures subordonnées, les dépôts et les acceptations.

(3) Comprend notre exposition aux instruments financiers à des taux d'intérêt essentiellement semblables au CDOR.

Le tableau ci-dessous présente les engagements de prêt inutilisés indexés sur le taux CDOR.

(en millions de dollars canadiens)	Au 1 <sup>er</sup> novembre 2021
<b>Engagements inutilisés autorisés et engagés</b>	
CDOR (1), (2)	15 644 \$

(1) Comprend notre exposition aux instruments financiers à des taux d'intérêt essentiellement semblables au CDOR.

(2) Les engagements inutilisés excluent les montants liés aux soldes impayés prélevés, qui, dans certains cas, peuvent comprendre des options de prolongation.

### Note 3 Juste valeur des instruments financiers

#### Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Les tableaux suivants présentent une comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur des instruments financiers classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net avec la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Les dérivés incorporés sont présentés sur une base combinée avec les contrats hôtes. Pour une description des techniques d'évaluation et des données utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter aux notes 2 et 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2021. Aucun changement important n'a été apporté à nos méthodes d'évaluation de la juste valeur au cours du trimestre.

	Au 31 juillet 2022							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
<b>Actifs financiers</b>								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	86 863 \$	– \$	– \$	11 282 \$	11 282 \$	98 145 \$	98 145 \$
<b>Titres</b>								
Titres détenus à des fins de transaction	131 696	10 290	–	–	–	–	141 986	141 986
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	–	–	82 069	536	74 204	70 565	156 809	153 170
	131 696	10 290	82 069	536	74 204	70 565	298 795	295 156
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	268 448	–	–	–	50 117	50 117	318 565	318 565
<b>Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable</b>								
Prêts de détail	66	274	207	–	535 600	510 000	536 147	510 547
Prêts de gros	7 697	3 186	592	–	248 692	243 385	260 167	254 860
	7 763	3 460	799	–	784 292	753 385	796 314	765 407
<b>Autres</b>								
Dérivés	122 058	–	–	–	–	–	122 058	122 058
Autres actifs (1)	3 923	–	–	–	68 922	68 922	72 845	72 845
<b>Passifs financiers</b>								
<b>Dépôts</b>								
Particuliers	297 \$	18 667 \$			373 303 \$	371 179 \$	392 267 \$	390 143 \$
Entreprises et gouvernements (2)	539	147 842			591 086	589 726	739 467	738 107
Banques (3)	–	9 979			36 891	36 881	46 870	46 860
	836	176 488			1 001 280	997 786	1 178 604	1 175 110
<b>Autres</b>								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	38 504	–			–	–	38 504	38 504
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	259 108			22 041	22 041	281 149	281 149
Dérivés	119 868	–			–	–	119 868	119 868
Autres passifs (4)	357	73			73 798	73 665	74 228	74 095
Débitures subordonnées	–	–			10 111	9 850	10 111	9 850

	Au 31 octobre 2021							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
<b>Actifs financiers</b>								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	- \$	56 896 \$	- \$	- \$	22 742 \$	22 742 \$	79 638 \$	79 638 \$
<b>Titres</b>								
Titres détenus à des fins de transaction	125 801	13 439	-	-	-	-	139 240	139 240
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	-	-	77 802	533	67 149	66 823	145 484	145 158
	125 801	13 439	77 802	533	67 149	66 823	284 724	284 398
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	265 011	-	-	-	42 892	42 892	307 903	307 903
<b>Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable</b>								
Prêts de détail	-	241	327	-	500 621	502 277	501 189	502 845
Prêts de gros	8 428	2 769	813	-	204 376	204 683	216 386	216 693
	8 428	3 010	1 140	-	704 997	706 960	717 575	719 538
<b>Autres</b>								
Dérivés	95 541	-	-	-	-	-	95 541	95 541
Autres actifs (1)	4 109	-	-	-	58 483	58 483	62 592	62 592
<b>Passifs financiers</b>								
<b>Dépôts</b>								
Particuliers	321 \$	18 328 \$			343 839 \$	344 040 \$	362 488 \$	362 689 \$
Entreprises et gouvernements (2)	739	131 630			563 984	565 106	696 353	697 475
Banques (3)	-	17 251			24 739	24 743	41 990	41 994
	1 060	167 209			932 562	933 889	1 100 831	1 102 158
<b>Autres</b>								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	37 841	-			-	-	37 841	37 841
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	-	236 147			26 054	26 054	262 201	262 201
Dérivés	91 439	-			-	-	91 439	91 439
Autres passifs (4)	654	171			64 746	64 749	65 571	65 574
Débiteures subordonnées	-	-			9 593	9 601	9 593	9 601

(1) Comprend les engagements de clients en contrepartie d'acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres actifs.

(2) Les dépôts des entreprises et des gouvernements comprennent les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques.

(3) Les dépôts de banques correspondent aux dépôts venant de banques réglementées et de banques centrales.

(4) Comprend les acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres passifs.

### Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

#### Juste valeur des actifs et des passifs évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)	Aux									
	31 juillet 2022					31 octobre 2021				
	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1			Niveau 2	Niveau 3			
<b>Actifs financiers</b>										
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	86 863 \$	– \$		86 863 \$	– \$	56 896 \$	– \$		56 896 \$
<b>Titres</b>										
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien (1)										
Gouvernement fédéral	8 076	3 468	–		11 544	8 977	2 380	–		11 357
Provinces et municipalités	–	14 071	–		14 071	–	11 068	–		11 068
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (1)	594	35 526	10		36 130	215	22 738	25		22 978
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	1 894	3 488	–		5 382	2 729	5 730	–		8 459
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	3	–		3	–	4	–		4
Titres adossés à des actifs										
Titres non garantis par des créances	–	1 045	2		1 047	–	891	2		893
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	21 814	12		21 826	–	23 085	25		23 110
Titres de participation	46 741	3 423	1 819		51 983	56 826	3 015	1 530		61 371
	57 305	82 838	1 843		141 986	68 747	68 911	1 582		139 240
<b>Titres de placement</b>										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien (1)										
Gouvernement fédéral	2 079	2 209	–		4 288	1 973	1 730	–		3 703
Provinces et municipalités	–	3 197	–		3 197	–	3 132	–		3 132
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (1)	10	34 934	–		34 944	12	34 815	–		34 827
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	5 542	–		5 542	–	5 956	–		5 956
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	2 780	22		2 802	–	2 727	20		2 747
Titres adossés à des actifs										
TGC (3)	–	7 001	–		7 001	–	7 074	–		7 074
Titres non garantis par des créances	–	502	–		502	–	586	–		586
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	23 641	152		23 793	–	19 625	152		19 777
Titres de participation	41	146	349		536	46	153	334		533
	2 130	79 952	523		82 605	2 031	75 798	506		78 335
<b>Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>										
Prêts	–	268 448	–		268 448	–	265 011	–		265 011
Autres	–	11 128	894		12 022	–	11 501	1 077		12 578
<b>Dérivés</b>										
Contrats de taux d'intérêt	–	30 430	303		30 733	–	33 857	320		34 177
Contrats de change	–	73 181	65		73 246	–	41 224	74		41 298
Dérivés de crédit	–	357	–		357	–	34	–		34
Autres contrats	2 803	17 903	188		20 894	3 175	17 955	26		21 156
Ajustements d'évaluation	–	(1 901)	15		(1 886)	–	(819)	9		(810)
Total des dérivés, montant brut	2 803	119 970	571		123 344	3 175	92 251	429		95 855
Ajustements de compensation	–	–	–	(1 286)	(1 286)	–	–	–	(314)	(314)
Total des dérivés	2 803	119 970	571		122 058	3 175	92 251	429		95 541
Autres actifs	1 242	2 666	15		3 923	1 474	2 635	–		4 109
	63 480 \$	651 865 \$	3 846 \$		(1 286) \$ 717 905 \$	75 427 \$	573 003 \$	3 594 \$		(314) \$ 651 710 \$
<b>Passifs financiers</b>										
<b>Dépôts</b>										
Particuliers	– \$	18 783 \$	181 \$		18 964 \$	– \$	18 498 \$	151 \$		18 649 \$
Entreprises et gouvernements	–	148 381	–		148 381	–	132 369	–		132 369
Banques	–	9 979	–		9 979	–	17 251	–		17 251
<b>Autres</b>										
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	16 021	22 483	–		38 504	18 345	19 496	–		37 841
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	259 108	–		259 108	–	236 147	–		236 147
<b>Dérivés</b>										
Contrats de taux d'intérêt	–	27 600	958		28 558	–	28 566	955		29 521
Contrats de change	–	70 782	38		70 820	–	40 484	27		40 511
Dérivés de crédit	–	122	–		122	–	120	–		120
Autres contrats	3 439	18 406	583		22 428	3 699	17 456	419		21 574
Ajustements d'évaluation	–	(768)	(6)		(774)	–	38	(11)		27
Total des dérivés, montant brut	3 439	116 142	1 573		121 154	3 699	86 664	1 390		91 753
Ajustements de compensation	–	–	–	(1 286)	(1 286)	–	–	–	(314)	(314)
Total des dérivés	3 439	116 142	1 573		119 868	3 699	86 664	1 390		91 439
Autres passifs	295	132	3		430	258	560	7		825
	19 755 \$	575 008 \$	1 757 \$		(1 286) \$ 595 234 \$	22 302 \$	510 985 \$	1 548 \$		(314) \$ 534 521 \$

(1) Au 31 juillet 2022, la valeur des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction s'établissait respectivement à 12 168 millions de dollars et à néant (13 124 millions et néant au 31 octobre 2021), et la valeur de ceux inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres de placement se chiffrait respectivement à 14 571 millions et à 2 866 millions (13 542 millions et 2 592 millions au 31 octobre 2021).

(2) Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

(3) Titres garantis par des créances (TGC).

### Évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)

Un instrument financier est classé au niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude quant à l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2022, aucun changement important n'est intervenu dans les techniques et fourchettes d'évaluation et les moyennes pondérées des données non observables utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Au 31 juillet 2022, l'incidence de l'ajustement d'une ou plusieurs données non observables par d'autres hypothèses raisonnablement possibles n'a pas varié de façon importante par rapport à l'incidence indiquée dans nos états financiers consolidés annuels audités de 2021.

### Variations de l'évaluation de la juste valeur des instruments évalués de façon récurrente et classés au niveau 3

	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2022								
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
(en millions de dollars canadiens)									
<b>Actif</b>									
<b>Titres</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Titres d'emprunt émis ou garantis par :									
États, municipalités et organismes américains	16 \$	– \$	– \$	– \$	(6)\$	– \$	– \$	10 \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	2	–	–	–	–	–	–	2	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	5	–	–	–	(2)	9	–	12	–
Titres de participation	1 759	(4)	(4)	84	(16)	–	–	1 819	(5)
	1 782	(4)	(4)	84	(24)	9	–	1 843	(5)
<b>Titres de placement</b>									
Titres adossés à des créances hypothécaires	21	–	1	–	–	–	–	22	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	149	–	3	–	–	–	–	152	s.o.
Titres de participation	349	–	(2)	2	–	–	–	349	s.o.
	519	–	2	2	–	–	–	523	s.o.
<b>Prêts</b>	782	4	(1)	136	(3)	9	(33)	894	7
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(663)	6	–	(7)	(8)	15	2	(655)	–
Contrats de change	24	(13)	(2)	1	(2)	9	10	27	(1)
Autres contrats	(436)	10	2	(23)	–	10	42	(395)	16
Ajustements d'évaluation	28	–	–	(7)	–	–	–	21	–
Autres actifs	15	–	–	–	–	–	–	15	–
	2 051 \$	3 \$	(3)\$	186 \$	(37)\$	52 \$	21 \$	2 273 \$	17 \$
<b>Passif</b>									
<b>Dépôts</b>	(157)\$	3 \$	– \$	(7)\$	6 \$	(39)\$	13 \$	(181)\$	5 \$
<b>Autres</b>									
Autres passifs	(3)	–	–	–	–	–	–	(3)	–
	(160)\$	3 \$	– \$	(7)\$	6 \$	(39)\$	13 \$	(184)\$	5 \$

## Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2021									
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
<b>Actif</b>									
<b>Titres</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Titres d'emprunt émis ou garantis par :									
États, municipalités et organismes américains	33 \$	– \$	1 \$	– \$	(5)\$	– \$	– \$	29 \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	2	–	–	–	–	–	–	2	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	18	–	–	5	1	–	–	24	–
Titres de participation	1 366	27	13	84	(32)	–	–	1 458	71
	1 419	27	14	89	(36)	–	–	1 513	71
<b>Titres de placement</b>									
Titres adossés à des créances hypothécaires	20	–	1	–	–	–	–	21	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	146	–	7	–	1	–	–	154	s.o.
Titres de participation	322	–	(3)	4	(4)	–	–	319	s.o.
	488	–	5	4	(3)	–	–	494	s.o.
<b>Prêts</b>	1 145	13	11	44	(5)	–	(153)	1 055	(15)
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(666)	48	1	(6)	(4)	6	(2)	(623)	47
Contrats de change	46	5	–	(1)	(13)	–	(2)	35	5
Autres contrats	(341)	2	(5)	–	–	(50)	10	(384)	(13)
Ajustements d'évaluation	21	–	–	–	(6)	–	–	15	–
Autres actifs	2	–	–	–	(2)	–	–	–	–
	2 114 \$	95 \$	26 \$	130 \$	(69)\$	(44)\$	(147)\$	2 105 \$	95 \$
<b>Passif</b>									
<b>Dépôts</b>	(70)\$	(7)\$	– \$	(37)\$	3 \$	(36)\$	36 \$	(111)\$	(5)\$
<b>Autres</b>									
Autres passifs	(11)	–	–	–	4	–	–	(7)	–
	(81)\$	(7)\$	– \$	(37)\$	7 \$	(36)\$	36 \$	(118)\$	(5)\$

	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2022								
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
(en millions de dollars canadiens)									
<b>Actif</b>									
<b>Titres</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Titres d'emprunt émis ou garantis par : États, municipalités et organismes américains	25 \$	– \$	1 \$	– \$	(16)\$	– \$	– \$	10 \$	– \$
Titres adossés à des actifs Titres non garantis par des créances	2	–	–	–	–	–	–	2	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	25	(2)	–	–	(7)	9	(13)	12	–
Titres de participation	1 530	74	30	245	(61)	1	–	1 819	75
	1 582	72	31	245	(84)	10	(13)	1 843	75
<b>Titres de placement</b>									
Titres adossés à des créances hypothécaires	20	–	2	–	–	–	–	22	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	152	–	–	–	–	–	–	152	s.o.
Titres de participation	334	–	41	10	(1)	–	(35)	349	s.o.
	506	–	43	10	(1)	–	(35)	523	s.o.
<b>Prêts</b>	1 077	(9)	(33)	353	(465)	25	(54)	894	(54)
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(635)	(151)	(2)	93	58	15	(33)	(655)	38
Contrats de change	47	(60)	(1)	22	10	9	–	27	(49)
Autres contrats	(393)	194	(9)	(138)	48	(183)	86	(395)	218
Ajustements d'évaluation	20	–	–	(7)	(11)	19	–	21	–
Autres actifs	–	–	–	15	–	–	–	15	–
	2 204 \$	46 \$	29 \$	593 \$	(445)\$	(105)\$	(49)\$	2 273 \$	228 \$
<b>Passif</b>									
<b>Dépôts</b>	(151)\$	(6)\$	(1)\$	(86)\$	23 \$	(75)\$	115 \$	(181)\$	10 \$
<b>Autres</b>									
Autres passifs	(7)	–	–	–	4	–	–	(3)	–
	(158)\$	(6)\$	(1)\$	(86)\$	27 \$	(75)\$	115 \$	(184)\$	10 \$

## Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2021								Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	
(en millions de dollars canadiens)									
<b>Actif</b>									
<b>Titres</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Titres d'emprunt émis ou garantis par :									
États, municipalités et organismes américains	44 \$	– \$	(2)\$	– \$	(13)\$	– \$	– \$	29 \$	1 \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	2	–	–	–	–	–	–	2	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	30	(1)	–	8	(3)	14	(24)	24	–
Titres de participation	1 261	75	(53)	248	(98)	25	–	1 458	79
	1 337	74	(55)	256	(114)	39	(24)	1 513	80
<b>Titres de placement</b>									
Titres adossés à des créances hypothécaires	27	–	(6)	–	–	–	–	21	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	160	–	(9)	–	3	–	–	154	s.o.
Titres de participation	335	–	(18)	4	(2)	–	–	319	s.o.
	522	–	(33)	4	1	–	–	494	s.o.
<b>Prêts</b>	1 070	(10)	2	177	(5)	70	(249)	1 055	20
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(588)	17	(1)	6	(44)	(3)	(10)	(623)	(18)
Contrats de change	22	30	1	14	(27)	7	(12)	35	(29)
Autres contrats	(301)	5	8	(56)	47	(274)	187	(384)	15
Ajustements d'évaluation	40	–	–	–	(25)	–	–	15	–
Autres actifs	53	(39)	(2)	–	(12)	–	–	–	–
	2 155 \$	77 \$	(80)\$	401 \$	(179)\$	(161)\$	(108)\$	2 105 \$	68 \$
<b>Passif</b>									
<b>Dépôts</b>	(139)\$	(62)\$	5 \$	(129)\$	50 \$	(113)\$	277 \$	(111)\$	6 \$
<b>Autres</b>									
Autres passifs	(38)	22	1	–	8	–	–	(7)	23
	(177)\$	(40)\$	6 \$	(129)\$	58 \$	(113)\$	277 \$	(118)\$	29 \$

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Les profits et les pertes latents sur les titres de placement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ont été de 9 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2022 (profits de 1 million au 31 juillet 2021), et les profits, de 53 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2022 (pertes de 10 millions au 31 juillet 2021), exclusion faite des profits ou des pertes de change découlant de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le bénéfice net.

(3) Le montant net des dérivés au 31 juillet 2022 comprenait des actifs dérivés de 571 millions de dollars (480 millions au 31 juillet 2021) et des passifs dérivés de 1 573 millions (1 437 millions au 31 juillet 2021).

s.o. sans objet

### Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations de la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 et les transferts d'instruments vers le niveau 3 et hors de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. Pour un actif ou un passif transféré vers le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus du tableau de rapprochement ci-dessus, alors que pour les transferts hors du niveau 3 effectués au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est comprise dans cette même colonne.

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours des marchés actifs (niveau 1).

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2022, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 1 vers le niveau 2, ni depuis le niveau 2 vers le niveau 1.

Les transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 sont principalement attribuables à un changement dans l'observabilité d'une donnée sur le marché ou à un changement dans l'importance de l'incidence d'une donnée non observable sur la juste valeur d'un instrument financier.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2022, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 3 ou depuis le niveau 3 vers le niveau 2.

### Revenu net d'intérêt tiré des instruments financiers

Le revenu d'intérêt et le revenu de dividende découlant des actifs financiers et passifs financiers et les coûts de financement connexes sont inclus dans le revenu net d'intérêt.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2021
<b>Revenu d'intérêt et de dividende</b> (1), (2)				
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	2 879 \$	1 125 \$	5 873 \$	3 377 \$
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	312	85	513	279
Instruments financiers évalués au coût amorti	7 546	5 787	19 487	17 475
	<b>10 737</b>	<b>6 997</b>	<b>25 873</b>	<b>21 131</b>
<b>Charge d'intérêt</b> (1)				
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	2 346	706	4 292	2 145
Instruments financiers évalués au coût amorti	2 501	1 239	5 146	4 045
	<b>4 847</b>	<b>1 945</b>	<b>9 438</b>	<b>6 190</b>
<b>Revenu net d'intérêt</b>	<b>5 890 \$</b>	<b>5 052 \$</b>	<b>16 435 \$</b>	<b>14 941 \$</b>

(1) Exclut les montants suivants qui ont trait à nos activités d'assurance et qui sont inscrits au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires de l'état consolidé intermédiaire du résultat net : pour le trimestre clos le 31 juillet 2022, revenu d'intérêt de 143 millions de dollars (146 millions au 31 juillet 2021) et charge d'intérêt de 1 million (1 million au 31 juillet 2021); pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2022, revenu d'intérêt de 486 millions (434 millions au 31 juillet 2021) et charge d'intérêt de 4 millions (3 millions au 31 juillet 2021).

(2) Inclut un revenu de dividende de 730 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2022 (606 millions au 31 juillet 2021) et un revenu de dividende de 2 170 millions (1 823 millions au 31 juillet 2021) pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2022, présenté à titre de revenu d'intérêt et de dividende dans l'état consolidé intermédiaire du résultat net.

## Note 4 Titres

### Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 juillet 2022				31 octobre 2021			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
<b>Titres d'emprunt émis ou garantis par :</b>								
Gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral (3)	4 531 \$	1 \$	(244)\$	4 288 \$	3 841 \$	1 \$	(139)\$	3 703 \$
Provinces et municipalités	3 650	4	(457)	3 197	3 328	3	(199)	3 132
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (3)	35 814	299	(1 169)	34 944	34 678	353	(204)	34 827
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	5 553	3	(14)	5 542	5 949	8	(1)	5 956
Titres adossés à des créances hypothécaires (3)	2 884	–	(82)	2 802	2 757	2	(12)	2 747
Titres adossés à des actifs								
TGC	7 137	2	(138)	7 001	7 074	1	(1)	7 074
Titres non garantis par des créances	518	1	(17)	502	580	6	–	586
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	23 901	34	(142)	23 793	19 731	57	(11)	19 777
Titres de participation	264	275	(3)	536	242	292	(1)	533
	<b>84 252 \$</b>	<b>619 \$</b>	<b>(2 266)\$</b>	<b>82 605 \$</b>	<b>78 180 \$</b>	<b>723 \$</b>	<b>(568)\$</b>	<b>78 335 \$</b>

(1) Compte non tenu de titres détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie de 74 204 millions de dollars au 31 juillet 2022 qui sont comptabilisés au coût amorti, déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit (67 149 millions au 31 octobre 2021).

(2) Les profits et les pertes bruts latents comprennent une correction de valeur pour pertes de crédit de (16) millions de dollars liée à des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au 31 juillet 2022 ((9) millions au 31 octobre 2021) comptabilisée en résultat et dans les autres composantes des capitaux propres.

(3) La plupart des titres adossés à des créances hypothécaires se rapportent à des prêts hypothécaires résidentiels. Le coût/coût amorti, les profits bruts latents, les pertes brutes latentes et la juste valeur liés aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se chiffraient respectivement à 2 938 millions de dollars, 9 millions, 81 millions et 2 866 millions au 31 juillet 2022 (2 603 millions, 1 million, 12 millions et 2 592 millions au 31 octobre 2021, respectivement).

**Note 4 Titres (suite)****Correction de valeur pour pertes de crédit sur les titres de placement**

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur, par stade, pour les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et au coût amorti. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Changements de modèle – Ils reflètent généralement l'incidence des changements importants apportés aux modèles quantitatifs utilisés pour faire l'estimation des pertes de crédit attendues, ainsi que toute incidence connexe ayant trait aux stades.
- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Achats – Ils reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Ventes et arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives, les remboursements partiels, les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps.

**Correction de valeur pour pertes de crédit – titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global <sup>(1)</sup>**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 juillet 2022				le 31 juillet 2021			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total
Solde au début de la période	2 \$	2 \$	(17)\$	(13)\$	7 \$	1 \$	(7)\$	1 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Changements de modèle	–	–	–	–	(4)	–	–	(4)
Transferts vers le stade 1	1	(1)	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	1	–	–	1	2	–	–	2
Ventes et arrivées à échéance	–	–	–	–	(1)	–	–	(1)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(2)	–	(2)	(4)	(1)	–	(2)	(3)
Écart de change et autres	–	–	–	–	1	1	(1)	1
Solde à la fin de la période	2 \$	1 \$	(19)\$	(16)\$	4 \$	2 \$	(10)\$	(4)\$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes							
	le 31 juillet 2022				le 31 juillet 2021			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total
Solde au début de la période	2 \$	1 \$	(12)\$	(9)\$	12 \$	– \$	(4)\$	8 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Changements de modèle	–	–	–	–	(4)	–	–	(4)
Transferts vers le stade 1	1	(1)	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	2	–	–	2	7	–	–	7
Ventes et arrivées à échéance	(1)	–	–	(1)	(8)	(1)	–	(9)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(1)	–	(7)	(8)	(3)	3	(6)	(6)
Écart de change et autres	(1)	1	–	–	–	–	–	–
Solde à la fin de la période	2 \$	1 \$	(19)\$	(16)\$	4 \$	2 \$	(10)\$	(4)\$

(1) Les pertes de crédit attendues sur les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ne sont pas comptabilisées séparément dans le bilan, car les titres visés sont inscrits à la juste valeur. Le cumul des pertes de crédit comptabilisé en résultat est présenté dans les autres composantes des capitaux propres.

(2) Comprend les variations de la correction de valeur sur les titres dépréciés acquis.

## Correction de valeur pour pertes de crédit – titres au coût amorti

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 juillet 2022				le 31 juillet 2021			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	9 \$	16 \$	– \$	25 \$	11 \$	17 \$	– \$	28 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Changements de modèle	–	–	–	–	(4)	–	–	(4)
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	1	–	–	1	1	–	–	1
Ventes et arrivées à échéance	–	–	–	–	–	–	–	–
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(3)	(2)	–	(5)	–	–	–	–
Écart de change et autres	–	1	–	1	–	–	–	–
Solde à la fin de la période	7 \$	15 \$	– \$	22 \$	8 \$	17 \$	– \$	25 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes							
	le 31 juillet 2022				le 31 juillet 2021			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	5 \$	18 \$	– \$	23 \$	10 \$	19 \$	– \$	29 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Changements de modèle	–	–	–	–	(4)	–	–	(4)
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	9	–	–	9	8	–	–	8
Ventes et arrivées à échéance	(1)	–	–	(1)	(1)	–	–	(1)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(6)	(4)	–	(10)	(5)	–	–	(5)
Écart de change et autres	–	1	–	1	–	(2)	–	(2)
Solde à la fin de la période	7 \$	15 \$	– \$	22 \$	8 \$	17 \$	– \$	25 \$

## Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau suivant présente la juste valeur des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ainsi que la valeur comptable brute des titres évalués au coût amorti. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture, telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2021.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 juillet 2022				31 octobre 2021			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total
<b>Titres de placement</b>								
<b>Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</b>								
Qualité investissement	81 252 \$	56 \$	– \$	81 308 \$	77 147 \$	82 \$	– \$	77 229 \$
Qualité inférieure	611	–	–	611	423	–	–	423
Titres dépréciés	–	–	150	150	–	–	150	150
	81 863	56	150	82 069	77 570	82	150	77 802
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				536				533
				82 605 \$				78 335 \$
<b>Titres au coût amorti</b>								
Qualité investissement	73 137 \$	– \$	– \$	73 137 \$	66 033 \$	– \$	– \$	66 033 \$
Qualité inférieure	864	225	–	1 089	928	211	–	1 139
Titres dépréciés	–	–	–	–	–	–	–	–
	74 001	225	–	74 226	66 961	211	–	67 172
Correction de valeur pour pertes de crédit	7	15	–	22	5	18	–	23
Coût amorti	73 994 \$	210 \$	– \$	74 204 \$	66 956 \$	193 \$	– \$	67 149 \$

(1) Rend compte des titres dépréciés acquis de 150 millions de dollars (150 millions au 31 octobre 2021).

(2) Les titres de placement évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

## Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit

### Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos									
	le 31 juillet 2022					le 31 juillet 2021				
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail										
Prêts hypothécaires résidentiels	388 \$	51 \$	(7)\$	(3)\$	429 \$	495 \$	(40)\$	(6)\$	– \$	449 \$
Prêts aux particuliers	943	107	(60)	–	990	1 275	(33)	(57)	(2)	1 183
Prêts sur cartes de crédit	795	128	(89)	1	835	1 135	(94)	(80)	1	962
Prêts aux petites entreprises	179	10	(5)	3	187	189	(1)	(5)	(2)	181
Prêts de gros	1 541	63	(39)	(25)	1 540	2 311	(273)	(16)	3	2 025
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	41	(12)	–	1	30	120	(51)	–	(2)	67
	<b>3 887 \$</b>	<b>347 \$</b>	<b>(200)\$</b>	<b>(23)\$</b>	<b>4 011 \$</b>	<b>5 525 \$</b>	<b>(492)\$</b>	<b>(164)\$</b>	<b>(2)\$</b>	<b>4 867 \$</b>
Présentation ventilée :										
Correction de valeur pour pertes sur prêts	3 566 \$				3 667 \$	5 146 \$				4 588 \$
Autres passifs – Dotations	275				309	227				203
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	41				30	120				67
Autres composantes des capitaux propres	5				5	32				9

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes									
	le 31 juillet 2022					le 31 juillet 2021				
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail										
Prêts hypothécaires résidentiels	416 \$	29 \$	(19)\$	3 \$	429 \$	518 \$	(23)\$	(20)\$	(26)\$	449 \$
Prêts aux particuliers	1 079	86	(172)	(3)	990	1 309	78	(195)	(9)	1 183
Prêts sur cartes de crédit	875	201	(243)	2	835	1 246	(52)	(230)	(2)	962
Prêts aux petites entreprises	177	18	(15)	7	187	140	8	(15)	48	181
Prêts de gros	1 797	(171)	(60)	(26)	1 540	2 795	(427)	(138)	(205)	2 025
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	75	(46)	–	1	30	107	(38)	–	(2)	67
	<b>4 419 \$</b>	<b>117 \$</b>	<b>(509)\$</b>	<b>(16)\$</b>	<b>4 011 \$</b>	<b>6 115 \$</b>	<b>(454)\$</b>	<b>(598)\$</b>	<b>(196)\$</b>	<b>4 867 \$</b>
Présentation ventilée :										
Correction de valeur pour pertes sur prêts	4 089 \$				3 667 \$	5 639 \$				4 588 \$
Autres passifs – Dotations	241				309	363				203
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	75				30	107				67
Autres composantes des capitaux propres	14				5	6				9

Le tableau qui suit présente le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture pour chaque grande catégorie de produits de prêts et d'engagements tels qu'ils ont été déterminés dans notre modèle de correction de valeur pondéré en fonction des scénarios et de l'application d'un jugement expert en matière de crédit, le cas échéant. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Changements de modèle – Ils reflètent généralement l'incidence des changements importants apportés aux modèles quantitatifs utilisés pour faire l'estimation des pertes de crédit attendues, ainsi que toute incidence connexe ayant trait aux stades.
- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Originations – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives; les remboursements partiels et les prélèvements supplémentaires sur les facilités existantes; les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps au stade 1 et au stade 2.

## Correction de valeur pour pertes de crédit – prêts de détail et prêts de gros

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 juillet 2022				le 31 juillet 2021			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	
<b>Prêts hypothécaires résidentiels</b>								
Solde au début de la période	184 \$	71 \$	133 \$	388 \$	192 \$	148 \$	155 \$	495 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Changements de modèle	–	–	–	–	(6)	(5)	–	(11)
Transferts vers le stade 1	22	(17)	(5)	–	41	(36)	(5)	–
Transferts vers le stade 2	(2)	3	(1)	–	(2)	3	(1)	–
Transferts vers le stade 3	–	(5)	5	–	(1)	(11)	12	–
Originations	55	–	–	55	31	–	–	31
Arrivées à échéance	(6)	(1)	–	(7)	(7)	(3)	–	(10)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(21)	21	3	3	(64)	9	5	(50)
Sorties du bilan	–	–	(9)	(9)	–	–	(9)	(9)
Recouvrements	–	–	2	2	–	–	3	3
Écart de change et autres	(2)	–	(1)	(3)	2	2	(4)	–
Solde à la fin de la période	230 \$	72 \$	127 \$	429 \$	186 \$	107 \$	156 \$	449 \$
<b>Prêts aux particuliers</b>								
Solde au début de la période	310 \$	550 \$	83 \$	943 \$	491 \$	680 \$	104 \$	1 275 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Changements de modèle	–	–	–	–	(1)	–	–	(1)
Transferts vers le stade 1	132	(131)	(1)	–	204	(202)	(2)	–
Transferts vers le stade 2	(30)	30	–	–	(19)	19	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(12)	12	–	(1)	(13)	14	–
Originations	30	–	–	30	35	–	–	35
Arrivées à échéance	(16)	(24)	–	(40)	(22)	(34)	–	(56)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(133)	200	50	117	(195)	151	33	(11)
Sorties du bilan	–	–	(94)	(94)	–	–	(95)	(95)
Recouvrements	–	–	34	34	–	–	38	38
Écart de change et autres	–	–	–	–	–	–	(2)	(2)
Solde à la fin de la période	293 \$	613 \$	84 \$	990 \$	492 \$	601 \$	90 \$	1 183 \$
<b>Prêts sur cartes de crédit</b>								
Solde au début de la période	169 \$	626 \$	– \$	795 \$	326 \$	809 \$	– \$	1 135 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	99	(99)	–	–	197	(197)	–	–
Transferts vers le stade 2	(21)	21	–	–	(22)	22	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(87)	88	–	(1)	(94)	95	–
Originations	1	–	–	1	1	–	–	1
Arrivées à échéance	(1)	(8)	–	(9)	(1)	(9)	–	(10)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(71)	207	–	136	(220)	151	(16)	(85)
Sorties du bilan	–	–	(132)	(132)	–	–	(123)	(123)
Recouvrements	–	–	43	43	–	–	43	43
Écart de change et autres	–	–	1	1	(1)	1	1	1
Solde à la fin de la période	175 \$	660 \$	– \$	835 \$	279 \$	683 \$	– \$	962 \$
<b>Prêts aux petites entreprises</b>								
Solde au début de la période	77 \$	66 \$	36 \$	179 \$	81 \$	71 \$	37 \$	189 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Changements de modèle	–	–	–	–	3	1	–	4
Transferts vers le stade 1	9	(9)	–	–	10	(10)	–	–
Transferts vers le stade 2	(4)	4	–	–	(1)	1	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	–	1	–	–	(1)	1	–
Originations	8	–	–	8	11	–	–	11
Arrivées à échéance	(6)	(7)	–	(13)	(5)	(11)	–	(16)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(8)	12	11	15	(8)	5	3	–
Sorties du bilan	–	–	(7)	(7)	–	–	(7)	(7)
Recouvrements	–	–	2	2	–	–	2	2
Écart de change et autres	3	3	(3)	3	–	–	(2)	(2)
Solde à la fin de la période	78 \$	69 \$	40 \$	187 \$	91 \$	56 \$	34 \$	181 \$
<b>Prêts de gros</b>								
Solde au début de la période	483 \$	590 \$	468 \$	1 541 \$	764 \$	1 024 \$	523 \$	2 311 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Changements de modèle	–	–	–	–	1	24	–	25
Transferts vers le stade 1	66	(66)	–	–	194	(193)	(1)	–
Transferts vers le stade 2	(14)	15	(1)	–	(20)	21	(1)	–
Transferts vers le stade 3	–	(21)	21	–	(2)	(17)	19	–
Originations	165	–	–	165	129	–	–	129
Arrivées à échéance	(103)	(68)	–	(171)	(116)	(129)	–	(245)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(48)	130	(13)	69	(346)	174	(10)	(182)
Sorties du bilan	–	–	(48)	(48)	–	–	(34)	(34)
Recouvrements	–	–	9	9	–	–	18	18
Écart de change et autres	(5)	(5)	(15)	(25)	6	9	(12)	3
Solde à la fin de la période	544 \$	575 \$	421 \$	1 540 \$	610 \$	913 \$	502 \$	2 025 \$

## Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes							
	le 31 juillet 2022				le 31 juillet 2021			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	
<b>Prêts hypothécaires résidentiels</b>								
Solde au début de la période	186 \$	92 \$	138 \$	416 \$	206 \$	160 \$	152 \$	518 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Changements de modèle	–	–	–	–	(6)	(5)	–	(11)
Transferts vers le stade 1	82	(67)	(15)	–	161	(146)	(15)	–
Transferts vers le stade 2	(8)	10	(2)	–	(12)	15	(3)	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(20)	21	–	(2)	(38)	40	–
Originations	114	–	–	114	84	–	–	84
Arrivées à échéance	(18)	(5)	–	(23)	(23)	(21)	–	(44)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(125)	60	3	(62)	(220)	150	18	(52)
Sorties du bilan	–	–	(29)	(29)	–	–	(28)	(28)
Recouvrements	–	–	10	10	–	–	8	8
Écart de change et autres	–	2	1	3	(2)	(8)	(16)	(26)
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>230 \$</b>	<b>72 \$</b>	<b>127 \$</b>	<b>429 \$</b>	<b>186 \$</b>	<b>107 \$</b>	<b>156 \$</b>	<b>449 \$</b>
<b>Prêts aux particuliers</b>								
Solde au début de la période	422 \$	569 \$	88 \$	1 079 \$	480 \$	733 \$	96 \$	1 309 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Changements de modèle	–	–	–	–	(1)	–	–	(1)
Transferts vers le stade 1	459	(457)	(2)	–	546	(542)	(4)	–
Transferts vers le stade 2	(91)	91	–	–	(71)	71	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(37)	38	–	(2)	(45)	47	–
Originations	78	–	–	78	96	–	–	96
Arrivées à échéance	(54)	(74)	–	(128)	(69)	(103)	–	(172)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(520)	521	135	136	(485)	489	151	155
Sorties du bilan	–	–	(269)	(269)	–	–	(301)	(301)
Recouvrements	–	–	97	97	–	–	106	106
Écart de change et autres	–	–	(3)	(3)	(2)	(2)	(5)	(9)
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>293 \$</b>	<b>613 \$</b>	<b>84 \$</b>	<b>990 \$</b>	<b>492 \$</b>	<b>601 \$</b>	<b>90 \$</b>	<b>1 183 \$</b>
<b>Prêts sur cartes de crédit</b>								
Solde au début de la période	233 \$	642 \$	– \$	875 \$	364 \$	882 \$	– \$	1 246 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	374	(374)	–	–	575	(575)	–	–
Transferts vers le stade 2	(72)	72	–	–	(80)	80	–	–
Transferts vers le stade 3	(2)	(238)	240	–	(3)	(230)	233	–
Originations	7	–	–	7	4	–	–	4
Arrivées à échéance	(4)	(22)	–	(26)	(5)	(24)	–	(29)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(362)	580	2	220	(574)	550	(3)	(27)
Sorties du bilan	–	–	(370)	(370)	–	–	(350)	(350)
Recouvrements	–	–	127	127	–	–	120	120
Écart de change et autres	1	–	1	2	(2)	–	–	(2)
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>175 \$</b>	<b>660 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>835 \$</b>	<b>279 \$</b>	<b>683 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>962 \$</b>
<b>Prêts aux petites entreprises</b>								
Solde au début de la période	88 \$	55 \$	34 \$	177 \$	78 \$	29 \$	33 \$	140 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Changements de modèle	–	–	–	–	3	1	–	4
Transferts vers le stade 1	18	(18)	–	–	49	(49)	–	–
Transferts vers le stade 2	(12)	12	–	–	(7)	7	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(2)	3	–	–	(2)	2	–
Originations	25	–	–	25	28	–	–	28
Arrivées à échéance	(17)	(19)	–	(36)	(16)	(17)	–	(33)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(31)	36	24	29	(67)	57	19	9
Sorties du bilan	–	–	(22)	(22)	–	–	(21)	(21)
Recouvrements	–	–	7	7	–	–	6	6
Écart de change et autres	8	5	(6)	7	23	30	(5)	48
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>78 \$</b>	<b>69 \$</b>	<b>40 \$</b>	<b>187 \$</b>	<b>91 \$</b>	<b>56 \$</b>	<b>34 \$</b>	<b>181 \$</b>
<b>Prêts de gros</b>								
Solde au début de la période	566 \$	794 \$	437 \$	1 797 \$	995 \$	1 132 \$	668 \$	2 795 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Changements de modèle	–	–	–	–	1	24	–	25
Transferts vers le stade 1	334	(331)	(3)	–	449	(445)	(4)	–
Transferts vers le stade 2	(55)	56	(1)	–	(107)	134	(27)	–
Transferts vers le stade 3	(2)	(48)	50	–	(4)	(54)	58	–
Originations	448	–	–	448	489	–	–	489
Arrivées à échéance	(301)	(259)	–	(560)	(414)	(403)	–	(817)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(444)	354	31	(59)	(747)	594	29	(124)
Sorties du bilan	–	–	(97)	(97)	–	–	(183)	(183)
Recouvrements	–	–	37	37	–	–	45	45
Écart de change et autres	(2)	9	(33)	(26)	(52)	(69)	(84)	(205)
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>544 \$</b>	<b>575 \$</b>	<b>421 \$</b>	<b>1 540 \$</b>	<b>610 \$</b>	<b>913 \$</b>	<b>502 \$</b>	<b>2 025 \$</b>

## Données et hypothèses clés

Les paragraphes qui suivent font le point sur les données et hypothèses clés utilisées pour faire l'évaluation des pertes de crédit attendues. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 2 et 5 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2021.

Bien que le contexte macroéconomique à court terme soit solide et le taux de chômage faible dans toutes les régions où nous exerçons nos activités, nous prévoyons que ce taux augmentera au Canada et aux États-Unis et que les deux régions connaîtront des récessions modérées au cours de la prochaine année civile. Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale et les pénuries de main-d'œuvre limitent l'augmentation de la production, et le rythme effréné des hausses des taux d'intérêt des banques centrales visant à contrer les pressions inflationnistes accentue les risques de baisse. La demande des consommateurs a continué de surpasser l'offre, et les pénuries de main-d'œuvre ont entraîné une hausse des salaires, ce qui accroît les pressions sur les prix qui pourraient perdurer. Les banques centrales réagissent en rehaussant les taux d'intérêt plus rapidement que prévu.

Pour refléter tous les facteurs de risque pertinents qui ne sont pas pris en compte dans nos résultats du modèle, nous avons eu recours à un jugement expert en matière de crédit pour déterminer les augmentations importantes du risque de crédit depuis l'origination, et pour évaluer notre correction de valeur pondérée en raison de l'incertitude liée au rythme et au niveau de la détérioration des prévisions économiques.

Les limites de capacité de production, l'inflation et la hausse des taux d'intérêt qui devraient ralentir la croissance du PIB ont été prises en compte dans l'élaboration et la pondération de nos scénarios.

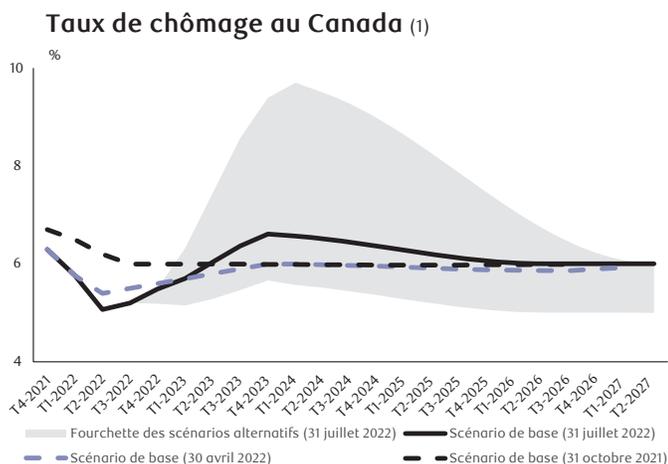
Notre scénario de base tient compte de la hausse des taux de chômage, de l'inflation élevée et des pressions exercées sur la chaîne d'approvisionnement, ainsi que des attentes grandissantes que les banques centrales augmenteront les taux d'intérêt à un rythme soutenu, ce qui entraînera des récessions modérées au Canada et aux États-Unis au cours de l'année civile 2023. Le scénario tient également compte d'une baisse importante du prix des maisons au Canada.

Les scénarios de fluctuation à la baisse, y compris deux scénarios supplémentaires plus pessimistes conçus pour les secteurs de l'énergie et de l'immobilier, reflètent la possibilité d'un choc macroéconomique à compter du quatrième trimestre civil de 2022. Les conditions devraient se détériorer par rapport à ce qu'elles étaient au troisième trimestre de 2022 pour une période d'au plus 18 mois, suivie par une reprise pour le reste de la période. Ces scénarios tablent sur une politique monétaire qui, en réponse, ramènera l'économie à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision. Notre scénario de fluctuation à la baisse général tient compte de la possibilité d'une période de reprise prolongée à la suite du choc macroéconomique, y compris des mesures monétaires supplémentaires pour contrer la hausse des taux d'inflation qui pourrait accroître le risque de crédit par rapport à notre scénario de base.

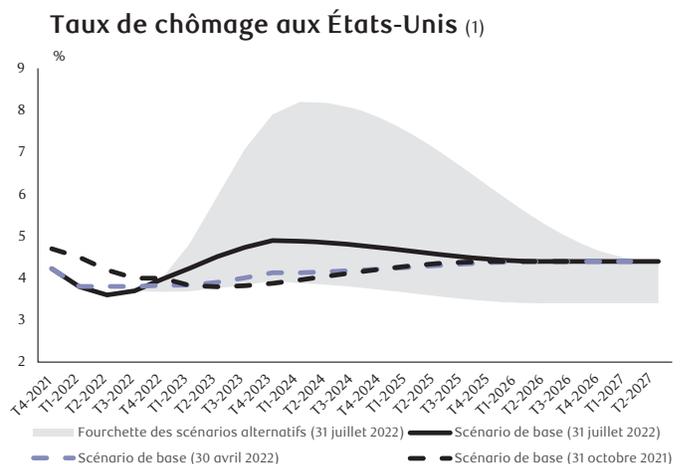
Le scénario de fluctuation à la hausse reflète une croissance économique légèrement supérieure à celle du scénario de base, et ce, sans autre intervention de la politique monétaire pour la freiner, comparativement à notre scénario de base, suivi d'un retour à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision.

La section qui suit présente des renseignements supplémentaires sur nos prévisions les trimestres civils concernant les principales variables macroéconomiques utilisées dans les modèles servant à estimer les corrections de valeur pour pertes de crédit :

- **Taux de chômage** – Selon notre scénario de base, les taux de chômage au troisième trimestre civil de 2022 devraient augmenter pour atteindre 5,2 % au Canada et 3,7 % aux États-Unis, culminer au quatrième trimestre de 2023, à 6,6 % au Canada et à 4,9 % aux États-Unis, et revenir à l'équilibre à long terme vers la fin de notre horizon prévisionnel.



(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés

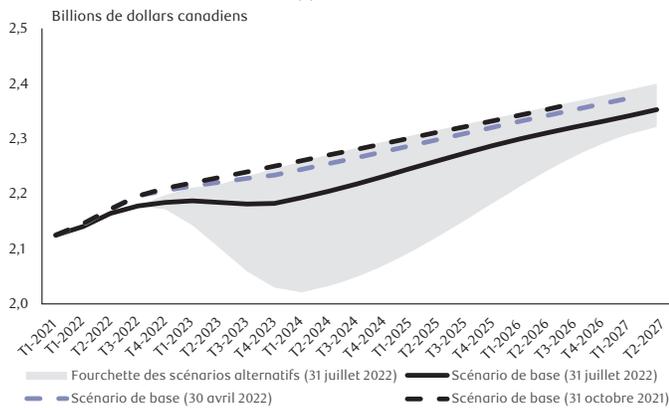


(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés

## Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

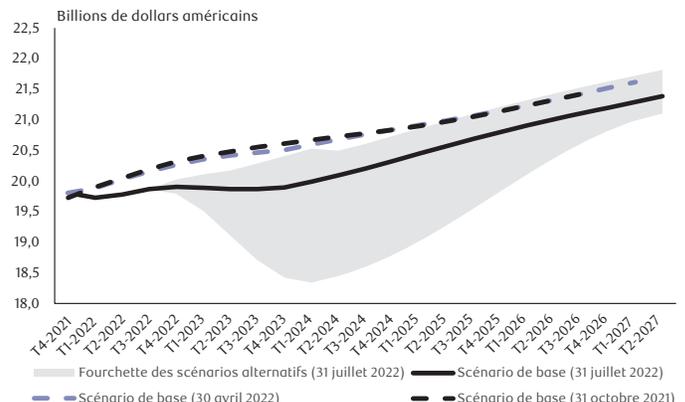
- **Produit intérieur brut (PIB)** – Selon notre scénario de base, la croissance des PIB canadien et américain devrait ralentir considérablement au cours de l'année et au début de 2023, des récessions modérées étant attendues au Canada et aux États-Unis au cours de la prochaine année, du fait de l'augmentation du taux de chômage dans ces deux régions. Le PIB du quatrième trimestre civil de 2022 sera, selon les prévisions, supérieur de 2,8 %, pour le Canada, et de 0,5 %, pour les États-Unis, au PIB du quatrième trimestre civil de 2021.

### PIB réel du Canada (1)



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar canadien de 2012 pour les trimestres civils présentés

### PIB réel des États-Unis (1)



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar américain de 2012 pour les trimestres civils présentés.

- **Prix du pétrole (West Texas Intermediate en \$ US)** – Selon notre scénario de base, les prix du pétrole devraient s'établir en moyenne à 104 \$ le baril pour les 12 prochains mois à partir du troisième trimestre civil de 2022 et à 74 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Les prix moyens figurant dans nos scénarios de fluctuation à la baisse et à la hausse varient de 31 \$ à 132 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 43 \$ à 81 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Au 30 avril 2022, notre scénario de base prévoyait un prix moyen de 94 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 75 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2021, notre scénario de base prévoyait un prix moyen de 71 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 56 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes.
- **Indice des prix des maisons au Canada** – Selon notre scénario de base, les prix des maisons devraient diminuer de (5,6) % au cours des 12 prochains mois à partir du troisième trimestre civil de 2022 et afficher un taux de croissance annuel composé de 5,1 % pour les 2 à 5 années suivantes. Dans nos scénarios de fluctuation à la hausse et à la baisse, le taux de croissance (contraction) annuel composé des prix des maisons varie de (30,0) % à 10,9 % pour les 12 prochains mois et de 4,2 % à 9,6 % pour les 2 à 5 années suivantes. Au 30 avril 2022, notre scénario de base prévoyait une hausse (contraction) des prix des maisons de (3,6) % pour les 12 prochains mois et de 4,3 % pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2021, notre scénario de base prévoyait une hausse des prix des maisons de 0,1 % pour les 12 prochains mois et de 4,1 % pour les 2 à 5 années suivantes.

**Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque**

Le tableau qui suit présente la valeur comptable brute des prêts évalués au coût amorti et le montant contractuel total des engagements de prêt inutilisés soumis aux dispositions d'IFRS 9 *Instruments financiers* relatives à la dépréciation. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes relatives aux prêts de gros et de détail de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2021.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 juillet 2022				31 octobre 2021			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
<b>Prêts de détail</b>								
<b>Prêts en cours – Prêts hypothécaires résidentiels</b>								
Risque faible	334 597 \$	3 839 \$	–	338 436 \$	310 334 \$	1 507 \$	–	311 841 \$
Risque moyen	14 160	2 602	–	16 762	15 152	2 051	–	17 203
Risque élevé	1 141	2 748	–	3 889	3 343	634	–	3 977
Non notés (1)	49 248	972	–	50 220	45 512	913	–	46 425
Dépréciés	–	–	537	537	–	–	645	645
<b>Total</b>	<b>399 146</b>	<b>10 161</b>	<b>537</b>	<b>409 844</b>	<b>374 341</b>	<b>5 105</b>	<b>645</b>	<b>380 091</b>
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				340				241
<b>Total</b>				<b>410 184 \$</b>				<b>380 332 \$</b>
<b>Prêts en cours – Prêts aux particuliers</b>								
Risque faible	73 815 \$	1 985 \$	–	75 800 \$	72 267 \$	698 \$	–	72 965 \$
Risque moyen	5 144	3 992	–	9 136	4 974	4 551	–	9 525
Risque élevé	346	1 418	–	1 764	687	1 045	–	1 732
Non notés (1)	9 338	89	–	9 427	8 934	88	–	9 022
Dépréciés	–	–	176	176	–	–	197	197
<b>Total</b>	<b>88 643 \$</b>	<b>7 484 \$</b>	<b>176 \$</b>	<b>96 303 \$</b>	<b>86 862 \$</b>	<b>6 382 \$</b>	<b>197 \$</b>	<b>93 441 \$</b>
<b>Prêts en cours – Prêts sur cartes de crédit</b>								
Risque faible	14 484 \$	57 \$	–	14 541 \$	12 864 \$	24 \$	–	12 888 \$
Risque moyen	1 362	1 789	–	3 151	1 646	1 645	–	3 291
Risque élevé	41	1 096	–	1 137	136	937	–	1 073
Non notés (1)	636	34	–	670	527	43	–	570
<b>Total</b>	<b>16 523 \$</b>	<b>2 976 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>19 499 \$</b>	<b>15 173 \$</b>	<b>2 649 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>17 822 \$</b>
<b>Prêts en cours – Prêts aux petites entreprises</b>								
Risque faible	8 755 \$	484 \$	–	9 239 \$	8 609 \$	274 \$	–	8 883 \$
Risque moyen	1 468	1 124	–	2 592	1 583	979	–	2 562
Risque élevé	126	319	–	445	227	218	–	445
Non notés (1)	9	–	–	9	4	–	–	4
Dépréciés	–	–	118	118	–	–	109	109
<b>Total</b>	<b>10 358 \$</b>	<b>1 927 \$</b>	<b>118 \$</b>	<b>12 403 \$</b>	<b>10 423 \$</b>	<b>1 471 \$</b>	<b>109 \$</b>	<b>12 003 \$</b>
<b>Engagements inutilisés – Prêts de détail</b>								
Risque faible	243 614 \$	1 479 \$	–	245 093 \$	229 516 \$	574 \$	–	230 090 \$
Risque moyen	8 771	200	–	8 971	9 475	133	–	9 608
Risque élevé	882	326	–	1 208	1 205	97	–	1 302
Non notés (1)	5 608	108	–	5 716	4 854	90	–	4 944
<b>Total</b>	<b>258 875 \$</b>	<b>2 113 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>260 988 \$</b>	<b>245 050 \$</b>	<b>894 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>245 944 \$</b>
<b>Prêts de gros – Prêts en cours</b>								
Qualité investissement	82 191 \$	225 \$	–	82 416 \$	62 975 \$	226 \$	–	63 201 \$
Qualité inférieure	142 007	13 830	–	155 837	117 396	15 146	–	132 542
Non notés (1)	10 916	312	–	11 228	9 339	430	–	9 769
Dépréciés	–	–	1 228	1 228	–	–	1 357	1 357
<b>Total</b>	<b>235 114</b>	<b>14 367</b>	<b>1 228</b>	<b>250 709</b>	<b>189 710</b>	<b>15 802</b>	<b>1 357</b>	<b>206 869</b>
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				10 883				11 197
<b>Total</b>				<b>261 592 \$</b>				<b>218 066 \$</b>
<b>Engagements inutilisés – Prêts de gros</b>								
Qualité investissement	267 452 \$	404 \$	–	267 856 \$	246 539 \$	1 122 \$	–	247 661 \$
Qualité inférieure	121 896	9 514	–	131 410	108 063	12 377	–	120 440
Non notés (1)	3 845	–	–	3 845	3 476	1	–	3 477
<b>Total</b>	<b>393 193 \$</b>	<b>9 918 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>403 111 \$</b>	<b>358 078 \$</b>	<b>13 500 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>371 578 \$</b>

(1) Il arrive qu'aucune note interne du risque ne soit attribuée. Dans ce cas, nous utilisons d'autres méthodes, politiques et outils approuvés afin de gérer notre risque de crédit.

(2) Les éléments qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des prêts détenus à la juste valeur par le biais du résultat net.

**Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)****Prêts en souffrance mais non douteux (1), (2)**

(en millions de dollars canadiens)	Aux					
	31 juillet 2022			31 octobre 2021		
	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	1 248 \$	150 \$	1 398 \$	1 105 \$	137 \$	1 242 \$
Prêts de gros	1 857	12	1 869	1 230	–	1 230
	<b>3 105 \$</b>	<b>162 \$</b>	<b>3 267 \$</b>	<b>2 335 \$</b>	<b>137 \$</b>	<b>2 472 \$</b>

- (1) Exclut les prêts en souffrance depuis moins de 30 jours, car ils ne sont généralement pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.
- (2) Les montants présentés peuvent inclure les prêts qui sont en souffrance en raison de procédures administratives, comme les prêts hypothécaires dont les paiements sont retenus dans l'attente des sommes reçues à la suite de la vente ou du refinancement, qui peuvent fluctuer en fonction du volume des transactions. Les prêts en souffrance en raison de procédures administratives ne sont pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.

**Note 6 Acquisition importante****Gestion de patrimoine**

Le 31 mars 2022, nous avons annoncé notre intention d'acquérir Brewin Dolphin Holdings PLC (Brewin Dolphin) par l'intermédiaire de notre filiale RBC Wealth Management (Jersey) Holdings Limited pour une contrepartie en trésorerie recommandée de 515 pence par action pour la totalité des actions émises et à émettre du capital-actions de Brewin Dolphin dont la valeur est d'environ 1,6 milliard de livres sterling (2,6 milliards de dollars) sur une base diluée au 30 mars 2022. Brewin Dolphin est un fournisseur de services de gestion de patrimoine discrétionnaire au Royaume-Uni et en Irlande.

La conclusion de la transaction est prévue d'ici la fin du troisième trimestre civil de 2022, sous réserve de l'obtention des approbations réglementaires et des conditions de clôture d'usage. Les résultats de l'entreprise acquise seront consolidés à compter de la date de la conclusion de la transaction.

**Note 7 Dépôts**

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 juillet 2022				31 octobre 2021			
	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	212 348 \$	66 470 \$	113 449 \$	392 267 \$	207 493 \$	64 613 \$	90 382 \$	362 488 \$
Entreprises et gouvernements	349 919	16 751	372 797	739 467	356 020	20 800	319 533	696 353
Banques	12 358	485	34 027	46 870	12 549	449	28 992	41 990
	<b>574 625 \$</b>	<b>83 706 \$</b>	<b>520 273 \$</b>	<b>1 178 604 \$</b>	<b>576 062 \$</b>	<b>85 862 \$</b>	<b>438 907 \$</b>	<b>1 100 831 \$</b>
<b>Dépôts non productifs d'intérêts (4)</b>								
Canada	155 873 \$	8 131 \$	499 \$	164 503 \$	151 475 \$	8 051 \$	713 \$	160 239 \$
États-Unis	53 378	–	–	53 378	54 021	–	–	54 021
Europe (5)	475	–	–	475	632	–	–	632
Autres pays	8 471	–	–	8 471	8 002	–	–	8 002
<b>Dépôts productifs d'intérêts (4)</b>								
Canada	313 493	19 169	373 680	706 342	315 464	19 857	312 987	648 308
États-Unis	9 534	56 012	82 644	148 190	6 978	57 260	77 597	141 835
Europe (5)	28 626	394	48 457	77 477	34 278	693	36 788	71 759
Autres pays	4 775	–	14 993	19 768	5 212	1	10 822	16 035
	<b>574 625 \$</b>	<b>83 706 \$</b>	<b>520 273 \$</b>	<b>1 178 604 \$</b>	<b>576 062 \$</b>	<b>85 862 \$</b>	<b>438 907 \$</b>	<b>1 100 831 \$</b>

- (1) Les dépôts à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit d'exiger un avis de retrait, dont les comptes d'épargne et les comptes-chèques.
- (2) Les dépôts à préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
- (3) Les dépôts à terme sont remboursables à une date fixe et comprennent aussi les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables.
- (4) La répartition géographique des dépôts est fondée sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 31 juillet 2022, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient respectivement à 448 milliards, 34 milliards, 47 milliards et 30 milliards de dollars (399 milliards, 35 milliards, 43 milliards et 27 milliards au 31 octobre 2021, respectivement).
- (5) Comprend le Royaume-Uni, le Luxembourg, les îles Anglo-Normandes et la France.

**Échéances contractuelles des dépôts à terme**

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 juillet 2022	31 octobre 2021
Moins de 1 an :		
Moins de 3 mois	152 461 \$	133 776 \$
De 3 à 6 mois	58 906	64 062
De 6 à 12 mois	125 192	83 871
De 1 à 2 ans	52 844	45 532
De 2 à 3 ans	39 009	29 204
De 3 à 4 ans	25 688	24 573
De 4 à 5 ans	33 209	25 329
Plus de 5 ans	32 964	32 560
	<b>520 273 \$</b>	<b>438 907 \$</b>
Montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus	<b>484 000 \$</b>	<b>416 000 \$</b>

## Note 8 Avantages du personnel – Régime de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et l'incidence des réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

### Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2021
Coûts des services rendus au cours de la période	77 \$	90 \$	11 \$	11 \$
Coûts des services passés	–	–	–	–
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	(21)	2	16	15
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	(10)	–
Frais administratifs	3	3	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	59	95	17	26
Charge au titre des régimes à cotisations définies	58	56	–	–
	117 \$	151 \$	17 \$	26 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2021
Coûts des services rendus au cours de la période	232 \$	270 \$	28 \$	33 \$
Coûts des services passés	(1)	–	2	–
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	(63)	6	47	43
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	(23)	(10)
Frais administratifs	10	9	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	178	285	54	66
Charge au titre des régimes à cotisations définies	188	179	–	–
	366 \$	464 \$	54 \$	66 \$

### Réévaluations des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi <sup>(1)</sup>

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2021
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières (2)	81 \$	732 \$	16 \$	46 \$
Ajustements liés à l'expérience	–	–	(1)	(1)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	338	(882)	–	–
	419 \$	(150)\$	15 \$	45 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2021
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières (2)	(2 917)\$	(660)\$	(241)\$	(89)\$
Ajustements liés à l'expérience	1	–	(4)	(4)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	2 180	(1 679)	–	–
	(736)\$	(2 339)\$	(245)\$	(93)\$

- (1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement de l'actif des régimes, sont revues chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.
- (2) Les modifications des hypothèses financières liées à nos régimes de retraite à prestations définies portent principalement sur les changements de taux d'actualisation.

## Note 9 Impôts sur le résultat

### Budget 2022 du gouvernement du Canada

Le 7 avril 2022, le gouvernement du Canada a présenté son budget 2022 et, le 9 août 2022, a proposé dans le cadre d'un avant-projet de loi un dividende pour la relance du Canada (DRC) une augmentation permanente du taux d'imposition des sociétés. Le DRC est un impôt ponctuel de 15 %, en 2022, déterminé en fonction du revenu imposable moyen de 2020 et de 2021 supérieur à 1 milliard de dollars et payable en versements égaux sur cinq ans. L'augmentation permanente du taux d'imposition des sociétés correspond à un taux de 1,5 % sur le revenu imposable supérieur à 100 millions de dollars qui s'appliquerait aux années d'imposition se terminant après le 7 avril 2022. Pour notre année d'imposition se terminant le 31 octobre 2022, l'impôt supplémentaire de 1,5 % serait calculé au prorata du nombre de jours de l'année d'imposition qui suivent le 7 avril 2022.

Les citoyens peuvent soumettre leurs commentaires d'ici le 30 septembre 2022. Le projet de loi pourrait donc être modifié, et le calendrier de son adoption demeure incertain. Bien que l'incidence finale dépend de la législation définitive, le DRC devrait réduire notre bénéfice net lorsqu'il sera quasi-adopté.

### Avis de cotisation et contrôles fiscaux

Au cours du troisième trimestre de 2022, nous avons reçu un avis de nouvelle cotisation de l'Agence du revenu du Canada (ARC) relativement à l'année d'imposition 2017, lequel laisse entendre que la Banque Royale du Canada doit un montant d'impôt additionnel d'environ 237 millions de dollars, car la déductibilité de certains dividendes lui a été refusée. Ce montant représente le montant d'impôt additionnel maximal exigible pour cet exercice. L'avis de nouvelle cotisation est conforme aux avis de nouvelle cotisation déjà reçus décrits à la note 21 de nos états financiers consolidés annuels de 2021. Il se peut que l'ARC établisse à notre égard une nouvelle cotisation augmentant sensiblement l'impôt sur le résultat pour les exercices à venir de la même façon. Dans tous les cas, nous sommes convaincus que notre position fiscale était appropriée et entendons nous défendre avec vigueur.

## Note 10 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement

### Actions privilégiées

Le 5 novembre 2021, nous avons émis, à l'intention de certains investisseurs institutionnels, 750 000 actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BT au prix de 1 000 \$ l'action, pour un produit brut totalisant 750 millions de dollars. Pour les cinq premières années, jusqu'à la date de rachat la plus rapprochée, le 24 février 2027, les actions généreront, s'ils sont déclarés, des dividendes en trésorerie semestriels à un taux annuel de 4,2 %. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus rapprochée, et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalent au rendement des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré d'une prime de 2,71 %. Sous réserve du consentement du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) et des exigences de la *Loi sur les banques* (Canada), nous pouvons racheter, en tout ou en partie, les actions privilégiées de série BT, à un prix de 1 000 \$ par action, à la date de rachat la plus rapprochée, et tous les cinq ans par la suite. Les actions comportent des clauses relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) qui sont nécessaires à leur admissibilité à titre de fonds propres réglementaires de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III.

Le 24 février 2022, nous avons racheté la totalité des 6 millions d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série B) au prix de 25,75 \$ l'action.

### Débetures subordonnées

Le 25 janvier 2022, nous avons émis 1 000 millions de dollars de débetures subordonnées relatives aux FPUNV. Ces débetures portent intérêt au taux fixe de 2,94 % par année jusqu'au 3 mai 2027, puis au taux Canadian Dollar Offered Rate à trois mois majoré de 0,76 % jusqu'à leur échéance, le 3 mai 2032.

## Actions ordinaires émises (1)

	Pour les trimestres clos			
	le 31 juillet 2022		le 31 juillet 2021	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)				
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (2)	100	8 \$	311	24 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation (3)	(10 445)	(129)	–	–
	(10 345)	(121)\$	311	24 \$

	Pour les périodes de neuf mois closes			
	le 31 juillet 2022		le 31 juillet 2021	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)				
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (2)	612	50 \$	1 131	85 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation (3)	(33 016)	(411)	–	–
	(32 404)	(361)\$	1 131	85 \$

- (1) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 31 juillet 2022 et 2021, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achats d'actions sur le marché libre.
- (2) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.
- (3) Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2022, nous avons racheté pour annulation des actions ordinaires ayant une juste valeur totale de 1 338 millions de dollars (coût moyen de 128,20 \$ par action), et une valeur comptable de 129 millions (valeur comptable de 12,47 \$ par action). Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2022, nous avons racheté pour annulation des actions ordinaires ayant une juste valeur totale de 4 444 millions (coût moyen de 134,60 \$ par action), et une valeur comptable de 411 millions (valeur comptable de 12,46 \$ par action). Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2021, nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires aux fins d'annulation.

## Note 11 Bénéfice par action

	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2021	le 31 juillet 2022	le 31 juillet 2021
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)				
<b>Bénéfice de base par action</b>				
Bénéfice net	3 577 \$	4 296 \$	11 925 \$	12 158 \$
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	(58)	(55)	(180)	(189)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(2)	(4)	(7)	(7)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 517 \$	4 237 \$	11 738 \$	11 962 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 396 381	1 424 614	1 409 292	1 424 278
Bénéfice de base par action (en dollars)	2,52 \$	2,97 \$	8,33 \$	8,40 \$
<b>Bénéfice dilué par action</b>				
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 517 \$	4 237 \$	11 738 \$	11 962 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 396 381	1 424 614	1 409 292	1 424 278
Options sur actions (1)	1 680	1 987	2 039	1 596
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	606	597	603	674
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 398 667	1 427 198	1 411 934	1 426 548
Bénéfice dilué par action (en dollars)	2,51 \$	2,97 \$	8,31 \$	8,39 \$

- (1) L'effet de dilution des options sur actions a été établi au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2022, en moyenne 1 181 140 options en cours au prix d'exercice moyen de 129,99 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2022, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2021, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action.

**Note 12 Actions en justice et questions de réglementation**

Nous sommes une importante institution mondiale qui est assujettie à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes en constante évolution. Nous sommes et avons été partie à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de divers organismes de réglementation gouvernementaux et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel que civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires ou pénales. Nous revoyons régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et exercerons notre jugement afin de les résoudre au mieux de nos intérêts. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement important et soulèvent beaucoup d'incertitudes; le risque financier et les autres risques qui y sont associés, compte tenu des charges à payer courantes, pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation d'une période donnée.

Nos procédures judiciaires et questions de réglementation principales sont décrites à la note 24 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2021, rubrique mise à jour ci-dessous.

***Litiges relativement au taux interbancaire offert à Londres (LIBOR)***

Dans le cadre d'un recours collectif consolidé intenté à New York, le 30 décembre 2021, la cour d'appel des États-Unis pour le second circuit a publié un avis confirmant partiellement ou infirmant partiellement certaines décisions du tribunal de district ayant rejeté un nombre important de poursuites intentées dans le cadre du recours collectif consolidé pour des motifs de compétence personnelle et d'absence de qualité pour agir. La cour d'appel des États-Unis pour le second circuit a renvoyé l'affaire au tribunal de district pour des procédures supplémentaires, conformément à sa décision. À la lumière des faits connus à ce jour, il n'est pas possible à l'heure actuelle de prédire l'issue de ces procédures ni le moment de leur règlement.

Dans le cadre du recours collectif intenté à New York relatif à la fixation du LIBOR après qu'Intercontinental Exchange en a repris la gestion, par suite du retrait des plaignants désignés et du remplacement des plaignants en 2021, la cour d'appel des États-Unis pour le second circuit a rejeté l'appel des plaignants le 14 février 2022 pour des motifs de manque de compétence.

***Litige portant sur les frais d'interchange***

Les tribunaux des cinq provinces ont entériné le règlement global de toutes les banques canadiennes, dont RBC, et cela met un terme à tous les recours collectifs portant sur les frais d'interchange en instance au Canada.

***Procédure liée à Royal Bank of Canada Trust Company (Bahamas) Limited***

Le 3 novembre 2020, l'avis publié par le procureur du *Department of Labor* des États-Unis a été retiré. Ce retrait n'a pas d'incidence sur l'exemption que le *Department of Labor* avait accordée le 28 octobre 2016 à la Banque Royale du Canada et à ses filiales actuelles et futures.

## Note 13 Résultats par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2022						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	3 655 \$	960 \$	– \$	188 \$	1 136 \$	(49)\$	5 890 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 527	2 695	1 233	394	513	(120)	6 242
Total des revenus	5 182	3 655	1 233	582	1 649	(169)	12 132
Dotation à la provision pour pertes de crédit	324	13	–	(3)	6	–	340
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	850	–	–	–	850
Frais autres que d'intérêt	2 130	2 618	139	374	1 123	2	6 386
Bénéfice (perte) avant impôt	2 728	1 024	244	211	520	(171)	4 556
Charge (économie) d'impôt	705	247	58	47	41	(119)	979
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 023 \$</b>	<b>777 \$</b>	<b>186 \$</b>	<b>164 \$</b>	<b>479 \$</b>	<b>(52)\$</b>	<b>3 577 \$</b>
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	239 \$	227 \$	14 \$	47 \$	126 \$	3 \$	656 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2021						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine (3)	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1), (3)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	3 206 \$	682 \$	– \$	127 \$	1 122 \$	(85)\$	5 052 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 445	2 691	1 754	390	1 341	83	7 704
Total des revenus	4 651	3 373	1 754	517	2 463	(2)	12 756
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(179)	(21)	–	(3)	(337)	–	(540)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 304	–	–	–	1 304
Frais autres que d'intérêt	1 998	2 434	155	401	1 363	69	6 420
Bénéfice (perte) avant impôt	2 832	960	295	119	1 437	(71)	5 572
Charge (économie) d'impôt	719	216	61	31	308	(59)	1 276
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 113 \$</b>	<b>744 \$</b>	<b>234 \$</b>	<b>88 \$</b>	<b>1 129 \$</b>	<b>(12)\$</b>	<b>4 296 \$</b>
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	236 \$	216 \$	15 \$	50 \$	125 \$	1 \$	643 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2022						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	10 118 \$	2 485 \$	– \$	499 \$	3 558 \$	(225)\$	16 435 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 606	8 388	2 866	1 221	3 249	(347)	19 983
Total des revenus	14 724	10 873	2 866	1 720	6 807	(572)	36 418
Dotation à la provision pour pertes de crédit	177	(29)	–	(3)	(43)	1	103
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 667	–	–	–	1 667
Frais autres que d'intérêt	6 167	7 843	431	1 192	3 945	(178)	19 400
Bénéfice (perte) avant impôt	8 380	3 059	768	531	2 905	(395)	15 248
Charge (économie) d'impôt	2 149	737	179	128	601	(471)	3 323
<b>Bénéfice net</b>	<b>6 231 \$</b>	<b>2 322 \$</b>	<b>589 \$</b>	<b>403 \$</b>	<b>2 304 \$</b>	<b>76 \$</b>	<b>11 925 \$</b>
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	704 \$	683 \$	43 \$	146 \$	373 \$	7 \$	1 956 \$

### Note 13 Résultats par secteur d'exploitation (suite)

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2021

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine (3)	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1), (3)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	9 452 \$	2 014 \$	– \$	305 \$	3 442 \$	(272)\$	14 941 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 289	7 838	4 099	1 311	4 447	392	22 376
<b>Total des revenus</b>	<b>13 741</b>	<b>9 852</b>	<b>4 099</b>	<b>1 616</b>	<b>7 889</b>	<b>120</b>	<b>37 317</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit	21	(52)	–	(7)	(487)	(1)	(526)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	2 859	–	–	–	2 859
Frais autres que d'intérêt	5 891	7 211	444	1 177	4 272	346	19 341
Bénéfice (perte) avant impôt	7 829	2 693	796	446	4 104	(225)	15 643
Charge (économie) d'impôt	2 015	625	174	115	837	(281)	3 485
<b>Bénéfice net</b>	<b>5 814 \$</b>	<b>2 068 \$</b>	<b>622 \$</b>	<b>331 \$</b>	<b>3 267 \$</b>	<b>56 \$</b>	<b>12 158 \$</b>
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	689 \$	654 \$	44 \$	146 \$	376 \$	3 \$	1 912 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des charges d'intérêt, puisque nous nous fions essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

(3) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, les profits (pertes) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquels sont pris en compte dans les revenus, ainsi que la variabilité connexe de la charge de rémunération fondée sur des actions que causent des variations de la juste valeur des passifs liés à ces régimes ont été reclassés du secteur Gestion de patrimoine au secteur Services de soutien généraux. Les montants correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.

### Total de l'actif et total du passif par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2022						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total
Total de l'actif	590 955 \$	155 144 \$	22 342 \$	256 579 \$	759 763 \$	57 309 \$	1 842 092 \$
Total du passif	590 888	155 549	22 860	256 550	759 894	(47 647)	1 738 094

Au 31 octobre 2021

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total
Total de l'actif	549 702 \$	148 990 \$	22 724 \$	240 055 \$	692 278 \$	52 574 \$	1 706 323 \$
Total du passif	549 619	149 096	22 966	239 960	691 767	(45 847)	1 607 561

## Note 14 Gestion des fonds propres

### Fonds propres réglementaires et ratios

Le BSIF établit des seuils précis en ce qui concerne les fonds propres requis au titre des risques, les ratios de levier et les ratios TLAC à l'intention des institutions de dépôt du Canada. Au troisième trimestre de 2022, nous nous sommes conformés à toutes les exigences de fonds propres, de levier et de TLAC, y compris la réserve pour stabilité intérieure, imposées par le BSIF.

	Aux	
	31 juillet 2022	31 octobre 2021
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)		
<b>Fonds propres (1)</b>		
Fonds propres CET1	76 907 \$	75 583 \$
Fonds propres de première catégorie	84 207	82 246
Total des fonds propres	93 857	92 026
<b>Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1)</b>		
Risque de crédit	478 686 \$	444 142 \$
Risque de marché	34 551	34 806
Risque opérationnel	75 813	73 593
<b>Total de l'actif pondéré en fonction des risques</b>	<b>589 050 \$</b>	<b>552 541 \$</b>
<b>Ratios de fonds propres et ratio de levier (1)</b>		
Ratio CET1	13,1 %	13,7 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	14,3 %	14,9 %
Ratio du total des fonds propres	15,9 %	16,7 %
Ratio de levier	4,6 %	4,9 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 840 \$	1 662 \$
<b>TLAC disponible et ratios (2), (3)</b>		
TLAC disponible	162 284 \$	s.o.
Ratio TLAC	27,6 %	s.o.
Ratio de levier TLAC	8,8 %	s.o.

- (1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF, révisées pour tenir compte des lignes directrices publiées par le BSIF en réponse à la pandémie de COVID-19. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III.
- (2) Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2021, le BSIF exige que les banques canadiennes d'importance systémique intérieure respectent les exigences minimales en matière de ratio TLAC fondé sur le risque et de ratio de levier TLAC, lesquelles sont calculées au moyen de la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (Total Loss Absorbing Capacity [TLAC]) du BSIF.
- (3) La norme TLAC s'applique aux entités de résolution pour lesquelles nous sommes réputés être la Banque Royale du Canada et à ses filiales. Une entité de résolution et ses filiales sont collectivement appelées groupe de résolution. Le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont calculés au moyen de la TLAC disponible, en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques et de l'exposition aux fins du ratio de levier, respectivement.
- s.o. sans objet

## Renseignements à l'intention des actionnaires

### Bureau central

Adresse :  
Banque Royale du Canada  
200 Bay Street  
Toronto (Ontario) M5J 2J5  
Canada  
Téléphone : 1-888-212-5533

Pour toute correspondance :  
P.O. Box 1  
Royal Bank Plaza  
Toronto (Ontario) M5J 2J5  
Canada  
Site Web : rbc.com

### Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :  
Société de fiducie Computershare du Canada  
1500, boul. Robert-Bourassa  
Bureau 700  
Montréal (Québec) H3A 3S8  
Canada  
Téléphone : 1-866-586-7635  
(Canada et États-Unis)  
ou 514-982-7555  
(appels internationaux)  
Télécopieur : 514-982-7580  
Site Web : computershare.com/rbc

Co-agent des transferts  
(États-Unis) :  
Computershare Trust  
Company, N.A.  
250 Royall Street  
Çanton, Massachusetts 02021  
États-Unis

Co-agent des transferts  
(Royaume-Uni) :  
Computershare Investor  
Services PLC  
Securities Services – Registrars  
P.O. Box 82, The Pavilions,  
Bridgwater Road,  
Bristol BS99 6ZZ  
Royaume-Uni

### Inscriptions en Bourse (Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :  
Canada – Bourse de Toronto (TSX)  
États-Unis – New York Stock Exchange (NYSE)  
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Les actions privilégiées de séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI et BO sont inscrites à la TSX. Les actions dépositaires connexes aux actions privilégiées de série C-2 sont inscrites à la NYSE.

### Prix du jour d'évaluation

Aux fins de l'impôt sur le revenu au Canada, l'action ordinaire de la Banque Royale du Canada s'établissait à 29,52 \$ par action au jour d'évaluation (le 22 décembre 1971). Ce prix correspond à 7,38 \$ par action, après ajustement pour tenir compte des deux divisions d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

### Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :  
Société de fiducie  
Computershare du Canada  
100 University Avenue, 8<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario) M5J 2Y1  
Canada

Téléphone : 1-866-586-7635  
(Canada et États-Unis)  
ou 514-982-7555  
(appels internationaux)  
Télécopieur : 1-888-453-0330  
(Canada et États-Unis)  
ou 416-263-9394  
(appels internationaux)  
Courriel :  
service@computershare.com

### Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :  
Relations avec les investisseurs  
Banque Royale du Canada  
200 Bay Street  
South Tower  
Toronto (Ontario) M5J 2J5  
Canada  
Téléphone : 416-955-7802  
ou visitez notre site Web au  
rbc.com/investisseurs

### Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires, il leur suffit d'en faire la demande à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

### Désignation à titre de dividendes admissibles

Sauf indication contraire, aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que verse RBC à des résidents du Canada sur ses actions ordinaires et privilégiées sont désignés comme des « dividendes admissibles ».

### Rachats d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui nous permet de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 45 millions de nos actions ordinaires au cours de la période allant du 8 décembre 2021 au 7 décembre 2022, à l'expiration de l'offre, ou

### Dates de paiement des dividendes pour 2022

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et privilégiées de séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI et BO	26 janvier 25 avril 26 juillet 26 octobre	24 février 24 mai 24 août 24 novembre
Actions privilégiées de série C-2 (\$ US)	28 janvier 26 avril 29 juillet 28 octobre	7 février 6 mai 8 août 7 novembre
Actions privilégiées de série BT	16 février 17 août	24 février 24 août

### Gouvernance

Les résumés des différences importantes entre les pratiques de RBC en matière de gouvernance d'entreprise et les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise qui doivent respecter les entreprises nationales américaines en vertu des conditions d'admission en Bourse de la NYSE sont présentés sur notre site Web, à l'adresse rbc.com/gouvernance.

avant, étant donné que nous sommes autorisés à effectuer les achats en vertu de notre avis d'intention déposé à la Bourse de Toronto.

Nous déterminons le montant et le calendrier des rachats dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités après consultation du Bureau du surintendant des institutions financières du Canada.

Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

Il est possible d'obtenir sans frais un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à notre adresse postale de Toronto.

### Dates de publication des rapports trimestriels pour 2022

Premier trimestre 24 février  
Deuxième trimestre 26 mai  
Troisième trimestre 24 août  
Quatrième trimestre 30 novembre

### Assemblée annuelle de 2023

L'assemblée annuelle des actionnaires ordinaires se tiendra le mercredi 5 avril 2023.

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Tous les renvois à des sites Web sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC, RBC ASSURANCES et Marge Proprio RBC, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. Toutes les autres désignations commerciales mentionnées dans le présent rapport qui ne sont pas la propriété de la Banque Royale du Canada sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.